

futuribles 2000

MAI

- *L'URSS conquérante*
- *L'Amérique incertaine*
- *L'Europe irrésolue*

ANALYSE-PRÉVISION-PROSPECTIVE

futuribles

Revue mensuelle de l'Association Internationale Futuribles
55, rue de Varenne, 75007 Paris, France — Tél. 222-63-10

COMITÉ D'ORIENTATION

Ismail S. ABDALLA, Michel ALBERT, Serge ANTOINE, Göran BACKSTRAND, Bernard CAZES, Michel CROZIER, Jacques DURAND, François ECK, Emilio FONTELA, Claude GUILLEMIN, Paul-Marc HENRY, Bertrand de JOUVENEL, Edmond LISLE, Daniel MALKIN, Eléonora MASINI, Henri MENDRAS, Pierre MASSÉ, Aurelio PECCEI, Pierre PIGANIOL, Jean SAINT-GEOURS, Michel SALOMON, Philippe de SEYNES, Georges VEDEL.

DIRECTEUR

Hugues de JOUVENEL

RÉDACTION

Christine de GUEBRIANT, Carole MEDRINAL, Guy POQUET.

DIFFUSION

Laure de VANDIERE

ABONNEMENT (un an) : France, 230 FF / Etranger : 250 FF
Envoi par avion sur demande, port en sus.

LE NUMÉRO : 25 F

Les articles signés expriment l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle de l'Association Internationale Futuribles. Tous droits de reproduction même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.

Association Internationale Futuribles 1980
SIRET : n° 784.314.940.00049 — ISSN 0183 701 X
Commission paritaire n° 56798

sofiac paris
Dépôt légal N° 4942 - Mai 1980

Alexandre Sanguinetti	3	<i>L'Europe irrésolue</i>
Jean-Michel Vieillard	10	<i>L'arsenal nucléaire et la stratégie militaire mondiale</i>
Jean-Michel Vieillard	20	<i>Compte rendu du dernier annuaire du SIPRI</i>
Olivier Ruysen	29	<i>Les enjeux du commerce mondial</i>
Stanley Hoffmann	39	<i>Etats-Unis : recherche d'une politique</i>
Vladimir Reisky de Dubnic	62	<i>La diplomatie américaine entre Moscou et Pékin</i>
Peter Wiles	73	<i>Conséquences économiques de l'affaire afghane</i>

forum

Guy Poquet	85	<i>La politique extérieure de l'Union Soviétique</i>
Annie Kriegel	89	<i>Réflexions sur l'Etat soviétique</i>
Michel Heller	92	<i>Réflexions sur la politique soviétique</i>

futur-informations

97	<i>Les nouvelles de la prospective</i>
99	<i>Les actualités prospectives</i>

bibliographie

103	<i>Analyses critiques</i>
106	<i>Comptes rendus</i>

BERTRAND DE JOUVENEL

Un voyageur dans le siècle *** 1903-1945**

La grande guerre, ses lendemains, l'entre-deux guerres avec ses crises et la montée des périls, la Seconde Guerre mondiale. La diplomatie, la politique, la littérature; l'insouciance, les désillusions, les drames; Colette et Drieu la Rochelle, Hitler et Doriot... A travers les situations qu'il a vécues et les hommes qu'il a connus, c'est toute la tragédie d'une génération et de l'Europe que Bertrand de Jouvenel retrace avec une sensibilité, une subtilité et une intelligence dont il est peu d'exemples. Un témoin exceptionnel.

Collection
"Notre Époque"



**ROBERT
LAFFONT**

L'Europe irrésolue

Alexandre Sanguinetti

L'invasion de l'Afghanistan a créé en Europe une soudaine émotion, alors qu'elle n'est que le reflet d'une longue et évidente politique d'expansion soviétique. Face aux défis mondiaux et à la stratégie des super-puissances, l'Europe - en dépit de ses atouts - reste hésitante. A défaut d'un noyau fédérateur et d'une volonté politique réelle, elle sombre dans l'inertie et le neutralisme.

L'opinion publique européenne s'est réellement émue de l'irruption de troupes soviétiques en Afghanistan - du moins pendant un temps qui ne paraît pas avoir excédé deux mois-. Seules demeurent les rituelles lamentations sur les réfugiés, qui ne paraissent d'ailleurs concerner que les Occidentaux. On l'avait déjà vu avec le Cambodge, ou le Biafra et tant d'autres. Cette culpabilisation permanente de l'occident européen n'empêche pas les mass média de traiter de « rebelles » les Afghans qui résistent à l'invasion en même temps qu'ils appellent respectueusement « nationalistes » les représentants marginaux des ethnies excitées de l'Europe Occidentale.

Les gouvernements européens, à commencer par le nôtre, ont paru beaucoup plus circonspects, parce qu'après tout ce ne pouvait pas être une surprise pour eux, à moins d'être vraiment incapables de prévision, même à court terme. Si tel est le cas, alors seules la crainte du monde soviétique et l'incertitude de l'attitude américaine peuvent expliquer leur comportement. C'est celui de l'apaisement d'avant-guerre, qui s'est appelé Munich et que l'on appelle aujourd'hui « détente » dans un moment où manifestement les Soviétiques n'en ont plus que faire. Les opinions publiques avaient manifesté moins de crainte, semble-t-il, à propos de Berlin 1947 et 1953, Budapest 1956 et Prague 1968. Il était entendu en somme pour elles que ces régions appartenaient quasi légitimement à l'impérialisme soviétique tel qu'il était délimité depuis Téhéran et Yalta et qu'il s'agissait d'une question de maintien de l'ordre à l'intérieur d'un

système qui ne concernait pas l'Europe occidentale, soucieuse de ne contrarier ou provoquer personne qui put porter atteinte au confort intellectuel et au développement exponentiel qu'elle connaissait sous un parapluie nucléaire américain dont elle ne savait pas qu'il était déjà troué.

En 1962, pour Cuba, la crise avait été plus forte et plus ressentie, mais le dogme de la supériorité américaine était intact et d'ailleurs réel, même si les Soviétiques approchaient de la parité nucléaire. Le sentiment général fut que les Russes reculaient en retirant leurs missiles. En fait, ils imposaient aux Américains, au cœur des Caraïbes, à 150 km de la Floride, un pouvoir soviétisé qui entraîne aujourd'hui, pour des raisons objectives et subjectives les républiques d'Amérique Centrale en attendant les îles des grandes et petites Antilles et ne se fait pas faute d'intervenir en Afrique pour le compte du grand frère, malgré ses difficultés internes. Cette situation imposée aux Etats-Unis qui se sentent obligés de la supporter au nom même de leurs principes ne suffit pas aux Soviétiques, dont la méthode constante, dans leur stratégie à long terme, est l'intervention dans toute zone déstabilisée, en remplissant les creux, tournant autour des bosses, s'arrêtant devant les digues en attendant qu'elles s'effritent ou qu'elles s'effondrent. Rien à voir avec les méthodes expansionnistes et guerrières de l'Occident chez lui ou dans le monde, dans la phase ascensionnelle qui a été la sienne depuis les Croisades et les grandes découvertes jusqu'à la décolonisation. C'était le modèle de la bataille franque faite d'affrontements directs et brutaux. Nous sommes avec les Soviétiques devant le modèle presque parfait de la stratégie et de la bataille orientales qui pratiquent le système de l'inondation, acceptant de mettre le temps avec eux, comme toute Eglise, ce temps que les Italiens jugent galant homme. Il l'est effectivement pour ceux qui connaissent un grand dessein et possèdent les moyens, les complicités, la patience et la résolution.

Nous aurions mieux fait de nous émouvoir en tant qu'opinions et gouvernements quand nous avons vu s'effondrer aux portes de l'Asie Centrale Soviétique, ancien domaine colonial tzariste, le système monarchique afghan. Les Russes piétinaient depuis 150 ans devant ce pays, en concurrence avec les Britanniques. Une révolution de Palais leur permettait de s'introduire enfin par personnes interposées, ce qui est finalement la méthode favorite des Soviétiques. Ils l'ont pratiquée en Afghanistan avant la révolution iranienne. Personne n'a paru s'en apercevoir. Lorsque le pouvoir qui accepte la présence soviétique ou fait appel à eux n'est pas de leur obédience idéologique, les Soviétiques peuvent se retirer au gré des circonstances et de leurs intérêts. Ils n'ont pas touché Tito en 1948,

ils ont abandonné Markos en 1947, parce qu'il n'était qu'une insurrection et non le pouvoir grec, ils ont quitté l'Égypte à l'injonction de Sadate, la Guinée à celle de Sékou Touré, ou la Somalie. Mais ils resteront en Ethiopie, en Angola, en Mozambique, ils seront en Rhodésie, ils ne quitteront pas l'Afghanistan. Ils y sont parce qu'ils ont dû renverser cinq pouvoirs successifs qui se disaient communistes, et qui allaient l'être par les Afghans eux-mêmes. La contagion islamique iranienne risquait de jouer à plein, sans préjudice de son influence sur les républiques musulmanes d'Asie Centrale et leurs 60 millions d'habitants. Subsidiatement, cela permettait d'isoler le Pakistan entre les Soviétiques et l'Inde d'Indira Gandhi qui n'accepte pas la partition de l'ancien empire des Indes et a dans sa population autant de musulmans qu'en gouverne Islamabad. Cela permet également de surveiller et de border l'Iran davantage, en attendant que la pagaille et l'irrationalité, notions étrangères au soviétisme, portent le parti Toudeh, son enfant naturel, vers le pouvoir. Ce jour là, par un double mouvement en tenaille, les mers chaudes seront atteintes.

Nous ne savons répondre à de telles actions, à une telle stratégie, que par l'indignation et l'anathème, qui ne sont pas des vertus politiques, ou la mise en cause des Jeux Olympiques, ce que nous aurions dû faire dès 1945 à la lumière au moins de ceux de 1936. Nos sanctions économiques et technologiques restent dérisoires et nous sommes trop anxieux de vendre, à crédit d'ailleurs, nos produits et nos moyens, dont la supériorité est certaine, au seul empire qui ait une politique et un dessein, mais non nos capacités. Il est vrai que la récession générale est une explication et peut-être une excuse. Mais si gouverner est prévoir et vouloir maîtriser l'avenir, nous ne le faisons pas. Probablement parce que nous ne le voulons pas. L'Europe se contente de trembler devant le spectre d'une guerre qu'elle voit tantôt comme une apocalypse nucléaire, tantôt comme un conflit se déroulant à la manière des deux guerres mondiales, ou pour mieux dire, de 1940 vue par les Français. Elle oublie ses craintes pendant les périodes de vacances, de plus en plus nombreuses dans l'année et prises de plus en plus loin, sans que ces contacts avec les tiers mondes lui fasse saisir que là se jouent son sort et son avenir.

L'Europe inexistante

Pourquoi ai-je dit l'Europe ? Elle n'existe pas, ce n'est qu'une expression géographique. L'ensemble des terres qui vont de l'Arctique et

de l'Oural à l'Atlantique et à la Méditerranée, ne connaît aucune unité. On reconnaît aujourd'hui cinq Europes : l'orientale soumise au système soviétique, l'occidentale dite libérale, participant de la philosophie américaine de la société bien davantage que des leçons et de l'héritage de la vieille Europe historique, mais distribuée entre les nations signataires du traité de l'Atlantique Nord, celles qui appartiennent au protectorat américain de l'OTAN, qui recouvre les précédentes à l'exception de la France, celles d'entre elles, y compris la France, qui forment la Communauté économique européenne, les nations qui souhaitent entrer dans celle-ci, les nations neutres, enfin celles dites non alignées. Toutes ces entités recouvrent un kaléidoscope de 600 millions d'habitants, même pas l'Inde, la Chine, ou le monde islamique, profondément différents par l'histoire, les origines, les langues, les religions, les idéologies, les niveaux de vie, les passions, l'influx vital, les intérêts. Pourtant, ils représentent ensemble l'héritage des trois Rome, le seul groupement humain qui ait été, jusqu'aux guerres mondiales, capable de renouvellement depuis la naissance de l'idée monothéiste, en passant par la philosophie grecque, le droit romain et le sens de l'État, la chrétienté et les coutumes germaniques, les grandes découvertes, la renaissance et l'humanisme, l'honnête homme et les lumières, la Révolution française et la démocratie, la technique, le capitalisme et le marxisme. La source est-elle tarie ?

Nous avons été depuis cinq siècles la civilisation du doute, ébranlant les certitudes de l'âge rural, créant les incertitudes de l'âge industriel. Les Amériques sont nos héritières. Le reste du monde, désormais le plus nombreux, demain le plus puissant, n'a fait que nous prendre, en nous imitant, notre puissance matérielle, nos techniques, nos armes. Dans le domaine de l'esprit, ce monde, tiers ou quart, n'a pas sur la vie et sur la mort, sur la finalité de l'homme et des sociétés, nos idées et ne les aura jamais. La phraséologie et la logomachie habituelles de l'ONU nous trompent. Les mots n'y ont pas ou rarement, les mêmes sens pour tous. Dans cette Europe se dessinent tout de même deux groupes, l'un organisé malgré toutes ses faiblesses internes, le soviétique, l'autre en gestation malgré qu'il ait commis la faute de ne se vouloir qu'économique. Ce dernier pouvait-il être autre quand huit pays sur neuf ne se conçoivent pas autrement que comme un protectorat militaire américain dont l'organisation est l'alibi de leur paresse et de leur lâcheté intellectuelle et politique. Sur ces huit états, en dehors de la France, deux seulement ont une tradition diplomatique authentique : - l'Italie, héritière des grandes cités marchandes de la Renaissance et des Temps modernes, qui considère désormais, quelles que soient les fluctuations de sa politique intérieure, qu'elle se doit à l'alliance de la puissance occidentale dominante en

Méditerranée, c'est-à-dire l'Amérique représentée par la VI^e Flotte - la Grande-Bretagne, toujours plus sensible aux routes de la mer qui mènent au reste du monde et à ces clés de langue britannique que sont l'Australie, la Nouvelle Zélande, le Canada, dans une certaine mesure l'Afrique du Sud, mais surtout les Etats-Unis dont elle rêve d'être les Grecs affranchis ou libres de la République Impériale. Elle n'est en Europe communautaire que pour empêcher que l'ensemble ne se solidifie, conformément à une politique quatre fois séculaire, mais qui n'est pas que passéiste parce que l'Angleterre sait que seule la domination de l'air et de la mer permettra, dans les décennies de notre avenir proche, à l'Occident de survivre face aux masses continentales du reste de la planète. Le problème est d'ailleurs le même pour l'Amérique et le Japon.

C'est une situation objective. Les autres puissances européennes adhérentes de la Communauté n'ont pas, n'ont jamais eu, de politique extérieure sauf sans doute les Pays-Bas jusqu'au 19^e siècle. C'était la France après l'Espagne qui leur faisait le plus problème et il ne semble pas qu'ils se soient dégagés de cette idée. L'Allemagne Fédérale, émergée des années zéro du monde germanique après 1945, est politiquement un objet de l'histoire, qui refuse en réalité toute responsabilité affirmée par un mal d'être et par crainte d'un passé qui pèse entièrement sur elle aux yeux des autres, alors qu'il devrait être au moins partiellement partagé.

L'Allemagne Fédérale peut avoir trois politiques : celle de l'alliance inconditionnelle avec les Etats-Unis, mais elle en revient parce qu'elle a de plus en plus de doute sur les intentions et la résolution américaines ; l'ostpolitik qui pourrait un jour la « mener à la réunification », mais au prix de la finlandisation qui se ferait d'ailleurs d'Est en Ouest, la ramenant sous la domination ancienne de la Prusse et de la Saxe, intermédiaires résolus du monde soviétique, transposition moderne de la politique bismarckienne et condamnant l'Europe toute entière au neutralisme ; enfin la reprise dans ses intentions et ses objectifs de la politique imaginée par de Gaulle et Adenauer préparant le traité de 1963, rendu immédiatement caduc dès sa promulgation par le préambule de ce traité, imposé par Schröder, ministre allemand des Affaires Etrangères, et les Américains, soucieux de garder la haute main sur une Europe occidentale serve.

Le traité de 1963, sans le préambule, était pourtant l'amorce de la seule politique européenne qui vaille, la constitution progressive et résolue du couple franco-allemand, dont l'affrontement dans l'histoire pendant mille ans, directement ou par puissances interposées, a interdit toute Europe jusqu'à ce jour.

Inertie et neutralisme

Aucune nation de l'Europe, j'entends majeure, ne s'est construite autrement que par et autour d'un principe et d'un noyau fédérateurs. Il en sera de même de l'Europe. On ne la fera pas par l'adhésion préalable et sans faille des Danois et des Calabrais, des Hollandais et des Grecs. Il y faut une toute autre volonté.

Le préambule a tout arrêté. L'exemple de la France sortant de l'OTAN en 1966 n'a entraîné personne. Les Allemands se posent à notre égard des questions et cultivent des souvenirs, dont celui de 1940, dans leur inconscient. Ils nous estiment trop irrésolus depuis douze ans et même trop méfiants encore. Ils voudraient que nous les prenions en charge sans le dire, mais en le prouvant. Nos hésitations ne les inspirent pas.

Il est vrai que nous pourrions agir, malgré nos faiblesses propres, parce que nous avons aussi beaucoup d'éléments de force. Notre géographie, au centre du monde occidental, tenant à toutes ses mers et à toutes ses frontières, avec le plus vaste territoire de l'Europe hors la Russie, explique notre histoire et doit déterminer notre politique. Nous possédons une arme nucléaire couvrant l'ensemble stratégique européen et tous ses atterrages. La France, en dehors même de sa force nucléaire, pourtant essentielle et qu'elle seule possède sommairement en Europe Occidentale, dispose d'un ensemble de paramètres de puissance autres qu'économiques à commencer par sa situation et son incomparable expérience continentale et mondiale. A condition d'adapter ses souvenirs historiques dont elle est encombrée à la réalité du monde d'aujourd'hui, ne pas vouloir en même temps l'Europe des Bandar-Log, l'accord avec l'Allemagne Fédérale, l'alliance objective avec la Russie Soviétique pour des raisons intérieures, mais aussi comme surveillance de cette même Allemagne, mais vouloir un grand dessein, c'est-à-dire une grande politique comportant des risques que l'on se sent et se veut capable de maîtriser. Il ne semble pas que ce soit aujourd'hui et dans l'ensemble de notre monde politique français, notre voie.

L'Europe occidentale reste un objet de l'histoire, soumise au chantage américain à la sécurité, qui permet aux Etats-Unis d'absorber le tiers des ressources énergétiques de la planète, de maintenir le désordre économique mondial et l'inflation galopante, d'accentuer la récession, d'aggraver les mauvais rapports avec le Tiers-Monde, d'ébranler dangereusement les politiques et les économies de l'Europe et de faciliter ainsi les déstabilisations internes au profit du monde soviétique.

Le tout en parlant de sécurité et de défense de l'Europe, termes repris

avidement par les politiques et les mass media européens, alors qu'ils n'ont aucun sens réel, autre que le renoncement.

La sécurité est un terme statique qui implique le refus de toute politique, qui est toujours de risque. La notion de sécurité se contente de poser l'existence de l'Europe dans les termes bien connus de la phraséologie militaire : par qui, par quoi, où, quand, comment, pourquoi, serai-je frappé ?

Pour simplifier notre problème et nous détourner des vraies questions, l'Amérique nous a désigné notre limite, la ligne Lubeck-Trieste, que les Soviétiques ne franchiraient qu'après déstabilisation ou implosion de l'Europe, en brandissant la menace nucléaire, et après nous avoir coupés de nos voies d'accès essentielles. En nous fixant ce rôle régional et inutile, H. Kissinger savait ce qu'il faisait. Il perpétuait notre faiblesse pour nous rendre définitivement dépendants des Etats-Unis, une sorte de colonie avec les apparences de l'autonomie. Cette politique n'est pas celle qui convient à l'Europe, non plus qu'à sa défense qui comme toute défense doit être active et offensive.

L'Amérique nous a épouvantés en nous faisant croire à une stratégie militaire qui n'est pas celle de l'URSS, celle de l'attaque frontale. Les risques sont en nous-mêmes. Ils s'appellent troubles économiques et sociaux, dénatalité par perte d'influx vital, peur et même angoisse de tout avenir, inconscience du monde et de l'époque dans lesquels nous vivons, refus de notre indépendance européenne, et des moyens de l'assurer qui sont : la volonté de rassemblement politique de nos peuples, l'arme nucléaire pour toute l'Europe, que ce soit une arme nationale ou plusieurs associées, que l'on empêche de créer au nom de la non-prolifération qui n'est qu'un mensonge des superpuissances, la volonté et les moyens d'assurer par nous-mêmes la liberté des voies d'accès qui nous sont nécessaires vers les matières premières et les marchés d'exportation, la maîtrise des routes aériennes et maritimes qui nous sont propres et des points de passage obligés car c'est par là que nous pouvons être tournés et cernés. J'ajoute la capacité de prévenir les déstabilisations ou d'intervenir pour interdire à d'autres de les utiliser contre nous. Mais il faudrait pour une telle politique, une volonté, ne fut-ce que du couple franco-allemand, ou même de la France donnant l'exemple. Il n'en est rien. Nous nous enfonçons dans une sorte de neutralisme dont les événements d'Afghanistan ont été un révélateur. La complicité objective russo-américaine à notre égard nous y encourage. Nous y perdrons notre âme et notre liberté. Il est pourtant encore temps.

L'arsenal nucléaire et la stratégie militaire mondiale

Jean-Michel Vieillard (1)

Depuis l'explosion de la première bombe atomique au plutonium en 1945 jusqu'à l'introduction d'engins à charges nucléaires multiples et indépendamment orientables, les deux super-puissances (URSS et USA) se sont rapidement dotées d'un arsenal nucléaire des plus sophistiqués.

Cet article s'interroge sur le pourquoi de cette avancée en force dans l'ère nucléaire et tente d'expliquer ce choix à travers l'analyse de la stratégie nucléaire mondiale : la stratégie anti-cités qui visait à assurer l'équilibre de la terreur a été progressivement abandonnée au profit de la stratégie anti-forces caractérisée par des progrès technologiques considérables qui tendent à faire disparaître le concept d'équilibre de la terreur.

Enfin, Jean-Michel Vieillard reprend en annexe les grandes lignes de l'inventaire mondial de l'année 1979 en matière d'armement et de désarmement, que dresse chaque année le « Stockholm International Peace Research Institute » (SIPRI).

Le 16 juillet 1945, à Alamogordo (États-Unis), explose la première bombe atomique au plutonium. Cette explosion réussie ouvre une nouvelle période dans l'histoire universelle et marque l'entrée du monde dans les angoisses de l'ère nucléaire.

Du 6 août et du 9 août 1945 datent les premiers essais sur une population civile de cette maîtrise du feu du ciel par les américains, (Hiroshima et Nagasaki). Nous notons au passage la réaction orchestrée

(1) Association Internationale Futuribles

L'arsenal nucléaire et la stratégie militaire mondiale

par la presse de 1945 à cet exploit : « Le monde est ce qu'il est, c'est-à-dire peu de chose. C'est ce que chacun sait depuis hier grâce au formidable concert que la radio, les journaux et les agences d'information viennent de déclencher au sujet de la Bombe Atomique. On nous apprend en effet, *au milieu d'une foule de commentaires enthousiastes*, que n'importe quelle ville d'importance moyenne peut être totalement rasée par une bombe de la grosseur d'un ballon de football. Des journaux américains, anglais et français se répandent en dissertations élégantes sur l'avenir, le passé, les inventeurs, le coût, la vocation pacifique et les effets guerriers... Nous nous résumerons en une phrase : la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie.. Ce n'est plus une prière, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison » (2).

Les gouvernements choisirent d'entreprendre une descente aux enfers puisque la recherche nucléaire se poursuivit rapidement et avec succès. Six nations au moins sont actuellement des puissances nucléaires, États-Unis (1945), URSS (1949), Grande-Bretagne (1952), France (1960), Chine populaire (1964), Inde (1974). Pourquoi ce choix ? Et avant toute chose, est-ce un choix délibéré ou contingent ? L'examen de l'évolution de la stratégie nucléaire mondiale nous aidera à répondre à cette question parce que, si la bombe atomique n'a pas d'histoire militaire en dehors d'Hiroshima et de Nagasaki, elle a une riche histoire politique directement liée aux recherches scientifiques qui sont à l'origine de son développement. Nous ne pouvons pas en effet séparer l'évolution de la stratégie et la recherche scientifique liée à l'armement nucléaire. Si la qualité des armements ne changeait pas, la stratégie n'aurait que peu de raisons d'évoluer, car à lui seul le développement technologique absorbe tout le contenu de la stratégie militaire. « La pensée stratégique ne peut être et n'est effectivement qu'une expression de l'état des techniques. Il était ainsi logique (par exemple) que les progrès effectués dans le domaine de la miniaturisation des engins affectassent les concepts stratégiques (nucléaires) » (3). Ce qui signifie que sans le développement de la pensée strictement calculante, sans le développement de ce qui fait l'essentiel de notre savoir occidental, cette formidable sur-destruction qui nous menace et nous protège n'existe pas.

(2) Camus, Albert : « *Actuelles I ; Combat, 8 août 1945* » in *Essais*. Paris, Gallimard, 1965. pp. 291 et 293. (Coll. Bibliothèque de la Pléiade.)

(3) Delmas, Claude. - *Le second âge nucléaire*. - Paris, P.U.F., 1974. - pp. 20-21. (Coll. Que sais-je ?).

La stratégie mondiale trouve sa meilleure définition dans une phrase de M. Henry Kissinger : « Ainsi donc, la sécurité absolue à laquelle aspire une puissance se solde par l'insécurité absolue pour toutes les autres » (4). Cette phrase résume admirablement la situation de la stratégie nucléaire en 1980 : nous sommes arrivés à un stade où la puissance développée par une nation aspirant à la sécurité absolue doit être totale ; c'est-à-dire que le but à atteindre est l'anéantissement de son adversaire à la première salve d'engins nucléaires de tout genre. L'agresseur assure ainsi sa sécurité en n'autorisant pas son ennemi à répondre, en lui supprimant le droit à une riposte massive et efficace. D'où l'insécurité absolue...

Mais cette situation est nouvelle. Seuls des développements récents dans la sophistication des armes à utiliser ont permis d'arriver à la situation décrite par Kissinger. Nous allons maintenant retracer la naissance de la situation que nous vivons actuellement.

La stratégie anti-cités ou l'équilibre de la terreur

Dans les milieux militaires de l'immédiat après-guerre, la destruction de Hiroshima et de Nagasaki a été considérée comme résultant uniquement de l'utilisation d'un explosif plus puissant que ceux employés jusqu'alors. C'est la généralisation par les Américains de la bombe A puis la capacité de destruction (5) terrifiante de la bombe H (de 100 000 tonnes à 50 millions de tonnes de TNT) qui firent apparaître les nouvelles conceptions stratégiques de représailles atomiques massives en cas d'attaque classique.

Ces conceptions ne tardèrent pas à laisser la place à la stratégie de « dissuasion minimale » car l'existence dès 1960 d'une menace réciproque de représailles entre les super-grands venait modifier les données stratégiques. Simultanément, à côté des avions et les dépassant peu à peu, interviennent les fusées ou missiles opérationnels. Les premières fusées terrestres en surface et à carburant liquide, donc aisément détectables et destructibles par l'adversaire, sont remplacées progressivement par des engins inter-continentaux (10 à 12 000 km de portée) et des

(4) Kissinger, Henry. « Introduction » in *Les chemins de la paix*. Paris, Denoël, s.d. p. 10.

(5) « La bombe de 20 kilotonnes (équivalent de 20 000 tonnes de TNT) a provoqué à Hiroshima un incendie s'étendant sur 3 km ; si l'engin avait été une bombe de 20 mégatonnes, soit 20 millions de tonnes de TNT, le feu aurait atteint un rayon de 50 km. Si cette même bombe avait éclaté à 15 ou 20 km du sol dans l'atmosphère, l'incendie provoqué par l'intense rayonnement thermique se serait étendu sur plusieurs centaines de km. » Brulé, Jean-Pierre. *L'arsenal mondial*. - Paris, Le Centurion, 1975. p. 22.

missiles de portée moindre (3 à 6 000 km). Dans le même temps sont mises au point les fusées sur sous-marins atomiques de faible portée (2 à 3 000 km : fusées Polaris), mais qui ont l'extrême avantage de la mobilité. Elles sont pratiquement indétectables. Au fil du temps, les systèmes de missiles vont disposer des moyens de plus en plus nombreux que la science, au service de la puissance, mettra au point.

Dès lors, au niveau stratégique, nous nous trouvons face à une situation de dissuasion réciproque : celle-ci consiste à se doter de forces susceptibles d'une riposte efficace en seconde frappe. L'agresseur éventuel saurait ainsi, qu'après une première attaque nucléaire, s'il la risquait, il serait anéanti par la représaille de l'assailli. En conséquence, il doit être dissuadé de lancer son attaque.

L'invulnérabilité des forces de représailles est très bien illustrée par l'exemple des sous-marins nucléaires à fusées Polaris qui commencent en 1961 leur carrière de mobilité et de haute performance sub-océanique : lorsque le Nautilus perce les glaces du pôle arctique, il est à 2 200 km de Moscou, 1 900 km de Leningrad, 650 km de Mourmansk, et la portée des Polaris est de 2 500 km.

Toute guerre nucléaire devient improbable car les ravages domestiques et industriels, l'annihilation réciproque des richesses réduites en cendres des deux côtés avec des moyens offensifs de quantité réduite, les forces nucléaires respectives de plus en plus difficiles à atteindre, la destruction des cités et l'hécatombe des hommes frappés par dizaines de millions, transformeraient tout échange nucléaire en un holocauste sans objet. La guerre perd toute rationalité dans la mesure où elle détruit les biens des personnes, butin principal, avantage essentiel d'une opération belliqueuse. D'autre part, en respectant la stratégie de dissuasion, on ne s'expose pas au suicide mutuel.

La stratégie anti-forces ou le déséquilibre de la terreur

Dans le cadre de la stratégie anti-cités, les moyens nucléaires n'ont pas, en principe, à être perfectionnés. La précision des coups, par exemple, n'a qu'une importance très relative ; en effet pour détruire une ville ou une concentration industrielle, c'est-à-dire une grande surface sans défense, il importe peu que le missile explose à 500 m ou à 2 000 m de son point de chute théorique. Le dégât est de toute façon terriblement assuré. Pourtant cette stratégie, qui assurait à l'équilibre de la terreur la

meilleure stabilité possible, a été progressivement abandonnée. Pourquoi ?

Trois raisons interdépendantes justifient cet abandon :

- Les scientifiques sont plus que jamais au service du pouvoir. Peut-il d'ailleurs en être autrement ? Leurs travaux sont décisifs et rendent de plus en plus efficaces les systèmes destructeurs.
- L'ampleur d'une menace vraie ou supposée telle aiguise l'excès de précautions de la part des états-majors militaires. Tel est le cas de l'équipement des États-Unis en fusées après le « missile gap » de 1960 et les fausses alarmes que celui-ci a provoquées. Tout cet équipement et cette relance de la course aux armements étaient dus aux « vantardises » de Khrouchtchev.
- La pression des intérêts économiques et militaires, tant à Washington qu'à Moscou. Le complexe militaro-industriel joue en faveur du surarmement.

Sous l'influence de ces trois facteurs, des progrès technologiques considérables sont intervenus depuis 1962 ; cette date marque le début d'une période de luxe, de qualité, de raffinement. Ces progrès se sont traduits par l'apparition d'éléments nouveaux qui déstabilisent profondément la dissuasion de deuxième frappe anti-cités et accroissent la pression en faveur d'une stratégie anti-forces.

Quels sont les instruments de ce glissement vers une stratégie plus radicale, déséquilibrant la terreur ?

La précision et la miniaturisation

L'amélioration continue de la précision des armes constitue le plus marquant des développements en cours des armes nucléaires stratégiques. Cette précision se mesure par la probabilité circulaire d'erreur (CEP), rayon du cercle centré sur la cible à l'intérieur duquel tombent 50 % des projectiles.

Les États-Unis cherchent la précision absolue : leur missile « Minuteman 1 » avait une marge d'erreur de 2 km après une trajectoire de 10 000 km ; avec le « Minuteman 3 », équipé du tout dernier système de guidage NS-20, le rayon du cercle d'incertitude est réduit à 200 m environ. De plus, si ce même missile est équipé d'une ogive de type Mark 12A (6), la destruction d'un silo soviétique est assurée à 60 % par le lancement d'un seul projectile, et à 95 % par deux projectiles ; auparavant, avec les « Minuteman 3 » classiques, ces chiffres étaient respectivement 50 et 80 %.

(6) Les ogives Mark 12A ont trois charges de 350-kt chacune ; elles équipent presque tous les « Minuteman 3 » depuis octobre 1979.

Grâce aux progrès considérables réalisés au niveau de la précision, le fractionnement des charges utiles des engins a été rendu possible. En effet, le doublement de la charge finale augmente son effet dévastateur de 65 % environ. Mais la valorisation du facteur précision, si une puissance suffisante est conservée, augmente l'effet de 350 %. Le résultat obtenu en doublant la précision est, selon M. Ian Smart, environ cinq fois et demie celui obtenu en doublant la charge. Il en résulte qu'un engin « marvé » (voir plus loin), porteur de plusieurs petites charges nucléaires (7), et atteignant à coup sûr ses objectifs, est beaucoup plus dangereux pour la force de frappe de l'assailli que des engins mégatonniques plus importants.

Sur le plan d'une force de première frappe, les engins « marvés » représentent une percée fondamentale puisqu'ils ne comportent que des charges miniaturisées, celles-ci étant bien évidemment de plus en plus fortes, plus nombreuses et plus précises.

Le « A.B.M. » (Anti-Ballistic System) ou défense anti-missile

Dès avant 1962, Khrouchtchev s'était vanté de pouvoir intercepter, avec des « A.B.M. » encore très primitifs, « une mouche en plein vol », c'est à dire de mettre hors d'usage toute fusée assaillante. Très vite, il fut installé près de cent rampes de lancement de l'anti-missile surnommé « Galosh » en URSS (1962). Les vols des avions-espions U2 ayant été suspendus depuis l'affaire Powers en 1960, Washington ne disposait plus de renseignements très précis sur la valeur exacte des menaces et affirmations du Premier Secrétaire russe. L'état-major américain fut amené à prendre pour plus sérieuses qu'elles n'étaient en réalité les « bravades et vantardises » de Khrouchtchev, et il poussa aussi rapidement que possible la mise au point du système « M.I.R.V. ». L'objectif était évident, saturer le système « A.B.M. » soviétique en multipliant le nombre de charges assaillantes par objectif et en les perfectionnant techniquement au maximum avec des têtes multiples et des leurres destinés à affoler et à tromper les radars.

Pour n'être en retard dans aucun domaine, les États-Unis ne tardèrent pas à construire eux aussi un réseau « A.B.M. » mince, le « Sentinel » tout d'abord destiné à protéger le territoire américain contre une éventuelle attaque chinoise. Ce réseau mince se transforma rapidement en un réseau défensif nommé « Safeguard » dont la construction plusieurs fois arrêtée n'était pas terminée en 1978. Ce réseau est très coûteux

(7) Quelques centaines de kilotonnes chacune, c'est à dire 10 à 80 fois plus puissantes que celle de Hiroshima.

(prévisions du projet : 17 à 20 milliards de dollars ; dans les faits pour un réseau dense : 45 à 55 milliards de dollars) et dépasse de loin le système soviétique.

Le système « A.B.M. » est violemment critiqué en raison de son coût extrêmement élevé, de son efficacité qui ne peut être testée qu'en temps d'hostilité réelle, de sa saturation probable en cas d'attaque renforcée et surpuissante, et des intentions éventuellement belliqueuses de celui qui le met en place. En effet, l'« A.B.M. » crée un doute grave sur les intentions de la puissance qui le met en place, les stratèges militaires raisonnant comme suit : dès lors qu'un gouvernement cherche à soustraire la vulnérabilité des populations, des villes, des industries, etc. à l'attaque adverse, en supprimant en quelque sorte les otages qu'elles constituent, il amène chacun à penser qu'il élimine ainsi les gages tangibles de ses intentions pacifiques, et qu'en conséquence il se prépare à engager un conflit nucléaire.

Afin d'éviter que l'adversaire ne fasse ce type de raisonnement, les systèmes « A.B.M. » se sont orientés vers la défense des moyens offensifs : parce qu'en matière stratégique il y a des règles du jeu, et que ce n'est pas enfreindre ces règles que de protéger et garder disponible sa force de représaille dans le cadre de la stratégie anti-cités de deuxième frappe. Au contraire, défendre ses moyens de riposte ne fait que renforcer les dites règles.

Finalement, en 1971-1972, les systèmes « Galosh » et « Safeguard » en sont venus, par le jeu des progrès techniques, à englober à la fois la protection des populations et celles des sites de lancement de missiles. Ils ont pris ainsi un caractère ambivalent. Ces systèmes, néanmoins, ont provoqué la relance de la course aux armements, et ont permis le développement chez les super-grands d'une surpuissance rendant possible, avec la mise en place de la lutte anti-sous-marine (« A.S.W. », voir plus loin), une stratégie anti-forces de première frappe.

Le « M.I.R.V. » (Multiple Independently targetable Re-entry Vehicle) et le « M.A.R.V. » (Manœuvrable Re-entry Vehicle).

Le « M.I.R.V. » est un engin à charges nucléaires multiples indépendamment orientables. Le porteur est muni d'un moteur et capable de changer de direction au-dessus du territoire ennemi, de larguer sur divers objectifs, éloignés de plusieurs centaines de kilomètres les uns des autres, des charges nucléaires allant de trois sur le « Minuteman 3 » à dix sur le « Poséïdon » qui remplace le « Polaris » depuis janvier 1971.

L'arsenal nucléaire et la stratégie militaire mondiale

Les engins terrestres mobiles, tel que le missile américain M-X (8) seront très certainement porteurs de 10 charges nucléaires « marvées » ; ce nouveau système est une amélioration apportée aux charges « mirvées » : chaque charge nucléaire possède son propre système de guidage (par laser ou radar) qui lui permet, après son largage dans l'atmosphère, de se diriger sur son objectif.

Ces deux systèmes ont pour objet de couvrir plus d'objectifs ennemis avec un moins grand nombre de lanceurs. Dès 1961-1962, M. William Forster, alors Directeur de la recherche au Pentagone, annonçait au cours d'un débat au Sénat américain que les experts avaient eu l'idée de diviser la charge utile des engins parce qu'ils avaient constaté que le nombre total de cibles à atteindre excédait celui des « Minuteman » à construire. Il est évident que la stratégie d'alors ne demandait absolument pas un tel déploiement de force. Il s'agissait implicitement d'un glissement vers une frappe anti-forces. De la mise au point des « M.I.R.Vs » et des « M.A.R.Vs » découlent deux conséquences :

- Supériorité très nette à la première frappe. Avec ces systèmes, on ne sait plus si un silo signifie une, trois ou dix charges ; de même chaque sous-marin avait 16 charges, en 1970 ce nombre était multiplié par 10... Dans ces conditions, il n'y a aucune possibilité d'arrêter la multiplication. D'où les ravages possibles d'une première frappe.
- Absence de contrôle possible. Ni les États-Unis ni l'URSS n'acceptent un contrôle. Il faudrait d'ailleurs inspecter chaque silo et chaque sous-marin, formule évidemment exclue. Le rapport entre moyens d'attaque et moyens de représailles est modifié en faveur de l'attaque. On saisit par là les avantages considérables d'une première frappe réussie et la paralysie qui en résulterait pour le pays qui la subirait.

La lutte anti-sous-marine (Anti-Submarine Warfare, « A.S.W. »)

Pratiquement indétectables, les sous-marins nucléaires ont été la clé de voûte de la stratégie de dissuasion, parce que, véhiculant le tiers de

(8) Le programme M-X, évalué à 40 milliards de dollars, prévoit des missiles sol-sol ou air-sol avec des charges « marvées » ayant un rayon d'erreur de quelques dizaines de mètres et une forte puissance. En version sol-sol, les missiles seraient mobiles, c'est-à-dire qu'ils pourraient être lancés indifféremment de multiples lieux ; l'adversaire qui voudrait les détruire devrait attaquer « mille » silos à la fois. La version air-sol, quant à elle, se promènerait dans l'espace par avion-cargo. Le choix entre les deux versions n'est pas encore clair. Quoiqu'il en soit, ce système M-X est ambigu et est un élément de plus pour une stratégie de première frappe. La précision et la puissance des charges nucléaires font des missiles M-X des armes de première frappe ; leur localisation aléatoire qui échappe à toute détection en fait un système d'armes de dissuasion.

l'arsenal stratégique, ils représentent le nœud de la riposte, la force de deuxième frappe.

Comme s'ils ne voulaient vraiment plus de l'équilibre de la terreur dans lequel aucune guerre n'est jouable ni gagnable, les militaires ont fait des efforts très importants pour rendre progressivement les océans transparents.

Les techniques américaines actuelles de lutte anti-sous-marine limitent déjà considérablement les dégâts que pourraient causer des représailles de la flotte sous-marine soviétique. Cette flotte est de plus désavantagée géographiquement. Ses sorties vers les océans Pacifique et Atlantique passent par des couloirs aisément contrôlables avec les moyens « A.S.W. » actuels. Si les techniques de destruction des engins sous-marins sont continuellement améliorées mais déjà opérationnelles, l'élément faible de l'« A.S.W. » est la détection. Les progrès récents dans la surveillance sous-marine mettent en œuvre des détecteurs ultra-sensibles, une coordination croissante entre différents systèmes de détection et une meilleure analyse des données recueillies. Tous les systèmes de détection sont devenus complémentaires, depuis ceux véhiculés par l'aviation et les satellites jusqu'à ceux portés par les navires ou fixés sur les fonds marins. C'est cette complémentarité qui est le facteur décisif de l'efficacité de l'« A.S.W. ».

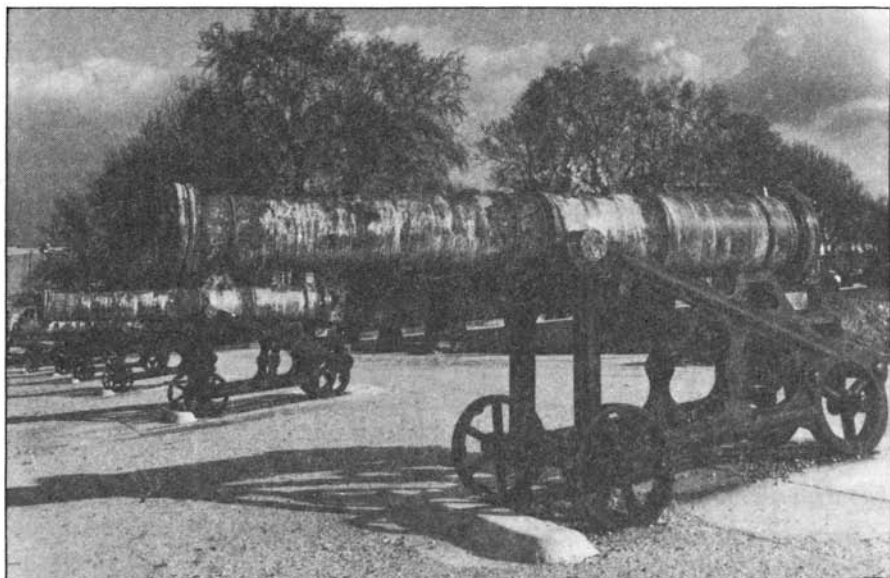
Les succès de cette lutte accroissent dangereusement les chances d'une stratégie de première frappe. La thèse officielle américaine en matière d'« A.S.W. » est soucieuse de ne pas aboutir à une rupture avec la stratégie en vigueur basée sur l'équilibre de la terreur. Il n'est ainsi jamais avoué que les forces anti-sous-marines visent les sous-marins porteurs de missiles nucléaires. Cependant, la nature même de ces forces, leur répartition dans le monde suggèrent que la distinction entre l'« A.S.W. » tactique contre des engins de combats et l'« A.S.W. » stratégique contre des engins porteurs de missiles nucléaires est devenue de moins en moins perceptible.

Le problème posé par cette situation est qu'un déploiement de forces anti-sous-marines fiables, même s'il n'a qu'un rôle tactique, aboutit inévitablement à une force stratégique de première frappe. Et lorsque cette force existe, il est tentant de l'utiliser ; et ceux d'en face auraient bien tort de ne pas l'envisager.

La situation globale réclame un examen urgent. Si les États-Unis mettent sur pied une force de première frappe contre les missiles intercontinentaux soviétiques, ce qui semble être un des objectifs du programme M-X, et si cette force est reliée à une défense anti-sous-marine telle que les États-Unis la développent actuellement, il est absolument certain que le concept d'équilibre de la terreur ou de

L'arsenal nucléaire et la stratégie militaire mondiale

destruction mutuelle assurée disparaîtra définitivement, pour faire place à une stratégie offensive de première frappe considérant que la guerre est jouable et même gagnable, une stratégie de guerre préventive... (9)



(9) Dans notre exposé, il n'est question que d'une stratégie à deux acteurs, les Etats-Unis et l'URSS. Ce ne sont pourtant pas les seules puissances nucléaires. Prenons le cas français : la doctrine française en matière de stratégie nucléaire est celle des représailles nucléaires massives et instantanées. Avec quels moyens ? Sa force stratégique représente 1,1 % de la puissance stratégique soviétique et 1,4 % de la puissance américaine. Certes plus de 90 % de cette force est mobile (5 sous-marins et 37 mirages IV) ; nous avons vu les progrès de la lutte anti-sous-marine et il est possible de douter que 37 missiles de 70 kilotonnes chacun soient susceptibles de « saturer » les « A.B.M. » russes. Pour pouvoir faire face, l'état major français veut développer un système d'armes moins exposé, tel que le M-X américain, mais qui s'appellerait S-X et serait véhiculé par des poids lourds banalisés ; il serait certainement « marvé ». Sa mise en point risque de demander beaucoup de temps. Quoiqu'il en soit, dans le jeu morbide auquel se livrent les super-grands, il n'y a que deux camps.

L'armement mondial

Compte rendu du rapport SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) 1979

Faire l'inventaire mondial de ce qui s'est passé dans le domaine de l'armement et du désarmement en 1978 est le but de ce dixième annuaire du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). 422 pages en 1977, 518 pages en 1978, plus de 700 pages en 1979, l'annuaire est tous les ans un peu plus volumineux : malheureusement ce n'est pas la partie consacrée au désarmement qui s'accroît, elle aurait même tendance à diminuer...

Les dépenses militaires mondiales

En prix courants, le SIPRI estime que les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 410 milliards de dollars, soit environ 3,5 millions de francs par minute.

En tenant compte de l'inflation, le budget militaire mondial a augmenté de 50 % en 20 ans. La part du Tiers Monde est passée de 4 % à 14 % dans la même période. Les pays industrialisés contribuent pour environ 75 % à la dépense globale. Le budget militaire du Tiers Monde croît plus vite que le P.N.B. de ces pays. Pour les pays pauvres, les dépenses se répartissent de la manière suivante : 45 % Moyen-Orient, 27 % Asie, 14 % Afrique,

14 % Amérique latine. Par tête, le Moyen-Orient a dépensé en 1977 250 dollars, l'Afrique et l'Amérique Latine chacune environ 20 dollars, et l'Asie 10 dollars ; les pays industrialisés ont dépensé 250 dollars par habitant en 1977. Lorsque les pays en voie de développement reçoivent 1 dollar au titre de l'aide mondiale, ils en dépensent 3 à titre militaire.

Le SIPRI conteste le chiffre des dépenses militaires soviétiques donné par l'URSS (25 milliards de dollars, soit moins d'un quart du budget américain), et conteste également la sur-estimation de ce budget par les services de renseignements américains qui chiffrent les dépenses soviétiques à 146 milliards de dollars. Si l'URSS veut éviter que les spéculations sur ses dépenses militaires ne soient la cause d'un renforcement de la course aux armements, ce pays devrait être plus explicite sur ce chapitre qu'il ne l'est actuellement (17 mots au budget de l'URSS concernant les dépenses militaires).

La production mondiale d'armements

L'annuaire du SIPRI présente une liste de plus de 1 000 armes

Les principaux pays industrialisés producteurs d'armes lourdes

(Les chiffres représentent le nombre de types d'armes par catégorie)

Pays	Avions	Véhicules blindés	Missiles	Navires	Total
États Unis	91	16	41	33	181
U.R.S.S.	40	8	34	30	112
France	36	9	28	23	96
Royaume-Uni	24	14	19	26	83
Italie	24	6	14	15	59
Allemagne Féd.	8	14	4	15	41
Chine	7	3	10	10	30
Suède	10	1	6	6	23

Les principaux pays du Tiers Monde producteurs d'armes lourdes

(Les chiffres représentent le nombre de types d'armes par catégories)

Pays	Avions	Véhicules blindés	Missiles	Navires	Total
Brésil	19	4	3	1	27
Israël	9	4	4	5	22
Argentine	7	2	2	9	20
Inde	15°	1°	3	5	19
Corée du Nord	1°			10°	11
Taïwan	5		4	1	10
Afrique du Sud	3°	1	1°		5
Pakistan	4°		1°		5
Pérou	1°			4	5
Indonésie	4°			1°	5

° Productions sous licence étrangère.

Les principaux types d'armes produits en 1978

Avions	Blindés	Missiles	Navires
Hélicoptère, 25 Avion de combat, 123 Transport, 102 Entraînement, 82 Reconnaissance, 17 Surveillance maritime et Lutte anti-sous-marine, 17 Alerte, 4	Char de combat, 39 Blindé (Transport de troupes), 39 Voiture blindée, 22 Char léger, 15	Air-air, 29 Air-sol, 23 Anti-char, 22 Mer-mer, 20 Sol-air, 19	Léger et rapide, 96 Frégate, 32 Sous-marin, 22 Destroyer, 15 Corvette, 13

(Sources : SIPRI computer-stored data base).

lourdes actuellement produites ou à l'étude. Dans cette production, 40 % relèvent de l'aviation, 30 % de la marine, 20 % des missiles et le reste des véhicules blindés.

Dans toute cette production, les États-Unis ont une position dominante. 1 100 grandes compagnies américaines, employant plus de 700 000 personnes, travaillent pour l'armement. Sans compter les sous-traitants. On estime généralement la production annuelle totale à 46 milliards de dollars. Au Royaume-Uni, 200 000 personnes travaillent directement sous contrat avec le ministère de la défense, 80 000 personnes en plus travaillent pour l'exportation. L'industrie militaire représente environ 2,5 % du P.N.B. britannique et 3,5 % de ses exportations.

Le commerce mondial des armes

Les évaluations du SIPRI ne concernent que les ventes internationales d'armements lourds, (avions, missiles, chars, navires), qui ne représentent que 45 % du volume total des ventes, le reste incluant les pièces détachées, les armes légères, les munitions et les équipements logistiques. Toutes les guerres qui ont eu lieu depuis la fin de la deuxième guerre mondiale se sont déroulées dans le Tiers Monde. Pratiquement toutes les armes utilisées ont été acquises sur le marché international. Le marché mondial de l'armement lourd en

1978 est estimé à environ 20 milliards de dollars. 70 % de ce marché est vendu au Tiers Monde. Le marché des armes lourdes vendues aux pays pauvres augmente annuellement de 25 % depuis 1974. Sur ce marché, les armements les plus sophistiqués sont vendus, parfois même avant qu'ils fassent partie de l'arsenal du pays producteur.

En 1978, les sept grands marchands d'armement furent : les États-Unis avec 47 % des ventes, l'URSS avec 27 %, la France avec 11 %, l'Italie avec 4 %, le Royaume Uni avec 4 %, l'Allemagne Fédérale avec 2 % et la Chine avec 1 %. L'OTAN contrôle 70 % du marché et les pays membres du Pacte de Varsovie 27 %.

La militarisation de l'espace

La publicité que reçoivent les activités spatiales met en relief les applications pacifiques. Par suite, l'utilisation militaire de l'espace est peu débattue dans le public et passe même inaperçue. Pourtant plus de 60 % des satellites sont de nature militaire.

En 1978, 112 satellites militaires furent lancés, 91 par l'URSS, 19 par les États-Unis, 1 par la Chine et 1 par les États-Unis pour l'OTAN. La même année, 43 satellites à finalité civile ont été lancés.

Les satellites militaires ont plusieurs buts : les communications, la

météorologie, la navigation de précision, la reconnaissance photographique, la détection électronique, l'identification de toute sorte (cibles, alerte, etc.). Il existe aussi des engins capables d'intercepter et de détruire les satellites ennemis en orbite.

Ce dernier usage fait partie de la lutte anti-satellite. Cette activité se développe de plus en plus et représente un réel danger. En effet, certaines cibles sont des satellites de reconnaissance et d'alerte ; ce sont des assurances en cas d'attaque nucléaire. La menace de leur destruction est un facteur déstabilisant.

Des programmes de recherche sur des systèmes d'armes basés dans l'espace ont vu le jour. Ces systèmes ont pour but de détruire les missiles balistiques en vol. Les recherches et les résultats sont déjà bien avancés dans le domaine des lasers à haute-énergie et des rayonnements de particules lourdes. Une défense anti-missile balistique de ce type est très dangereuse parce qu'elle encourage une pensée stratégique qui considère qu'une guerre nucléaire est « gagnable ».

La militarisation des océans

De nouvelles technologies ont été introduites dans la marine. Il est frappant de constater que les nouvelles générations de missiles se succèdent à un rythme très rapide. Dans certains cas, la rapidité est telle que de nouveaux missiles sont

essayés avant même que leurs pré-décesseurs soient mis en service. Le missile supersonic américain « Condor » par exemple, qui passait pour un excellent engin air-mer, n'a jamais été mis en service parce que remplacé par le missile « Harpoon ».

L'OTAN dispose d'une flotte de 485 bâtiments, le Pacte de Varsovie d'une flotte de 195. La tendance actuelle est à la modernisation des forces sans accroître le nombre de navires. Accroître la qualité plutôt que la quantité est une caractéristique devenue classique des arsenaux d'aujourd'hui tant conventionnels que nucléaires. Le nombre de sous-marins nucléaires opérationnels est de 278 : 149 pour l'URSS, 111 pour les États-Unis, 14 pour le Royaume-Uni et 4 pour la France. Ces sous-marins véhiculent un tiers des forces nucléaires stratégiques.

La prolifération nucléaire

A la fin de 1978, l'ensemble des réacteurs nucléaires produisant de l'énergie électrique dans le monde avait une puissance de 112 000 mégawatts. Il y avait 215 réacteurs répartis dans 22 pays et capables de produire annuellement 21 000 kg de plutonium. A la fin de 1980, environ 50 000 kg de plutonium auront été accumulés par des pays pourvus ou non d'armes nucléaires. Vers 1984, 28 autres pays dépourvus d'armement nucléaire auront probablement des réacteurs avec un

potentiel de production de plutonium estimé à 30 000 kg/an, — suffisant, en principe, pour fabriquer chaque jour 10 bombes de 20 kt (Hiroshima 12 kt.).

La difficulté principale dans le contrôle de la dissémination des armes nucléaires réside dans le fait que le matériau fissile des bombes atomiques peut être produit à une échelle relativement petite. Ainsi par exemple, un réacteur à uranium naturel, ralenti au graphite ou à l'eau lourde, peut produire environ 20 kg de plutonium par an, plus qu'il n'en faut pour fabriquer deux bombes atomiques de 20 kt. Les éléments pour un tel réacteur peuvent être obtenus facilement, et secrètement, sur le marché libre à moins de \$20 millions. Le réacteur peut être construit clandestinement et fonctionner de même, ainsi qu'une petite unité chimique de retraitement pour séparer le plutonium du reste des éléments combustibles du réacteur. Plusieurs pays ont des mines d'uranium sur leur territoire et ils ne devraient avoir aucune difficulté pour obtenir le combustible pour un tel réacteur. Cette voie du petit réacteur peut être choisie même par des pays dont le programme nucléaire est pacifique.

En clair, cela signifie que — contrairement à l'opinion publique et même parfois à certaines déclarations officielles — le nonaccès à une usine de retraitement commerciale n'empêche pas la prolifération

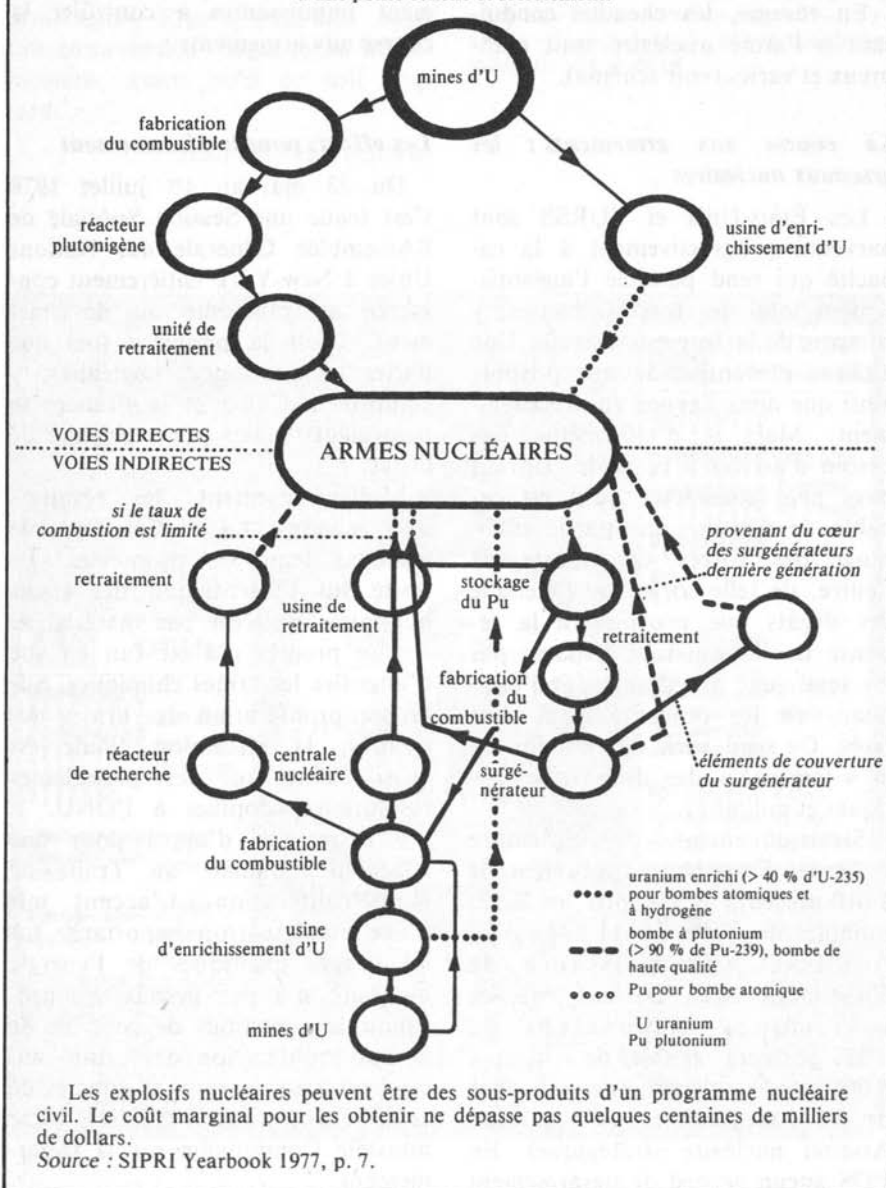
des armes nucléaires dans les pays décidés à les obtenir.

Le contrôle du plutonium sera encore plus difficile lorsque, (et si), les surgénérateurs seront commercialisés. Dans un surgénérateur, les éléments de couverture — dans lesquels l'uranium-238 se transforme en plutonium — contiennent normalement du plutonium-239 à 95/98 %, Pu-239 constituant un matériau excellent pour la fabrication des bombes atomiques. Le plutonium dans les éléments du combustible sortant du réacteur contient normalement 70 % de Pu-239, c'est-à-dire à peu près la même concentration que celui des éléments combustibles d'un réacteur thermique classique. Sans avoir l'efficacité optimale, ce plutonium est encore utilisable comme matériau fissile pour les bombes atomiques.

L'uranium fortement enrichi, c'est-à-dire dont la concentration en U-235 est supérieure à 40 %, peut être utilisé soit comme « détonateur » dans les bombes thermonucléaires, soit pour augmenter l'efficacité des bombes atomiques au plutonium. La dissémination des usines d'enrichissement de l'uranium peut donc contribuer à la prolifération nucléaire. Une fois encore, l'attention du public s'est portée sur les grosses usines commerciales, mais une petite unité — comportant environ douze centrifugeuses, — est suffisante pour produire chaque année les quelques

Les chemins qui mènent aux armes nucléaires

Toutes ces opérations peuvent être réalisées sous contrôle militaire à une petite échelle et secrètement.



Les explosifs nucléaires peuvent être des sous-produits d'un programme nucléaire civil. Le coût marginal pour les obtenir ne dépasse pas quelques centaines de milliers de dollars.

Source : SIPRI Yearbook 1977, p. 7.

kilogrammes d'uranium enrichi nécessaires à la création d'une force nucléaire modeste.

En résumé, les chemins conduisant à l'arme nucléaire sont nombreux et variés (voir schéma).

La course aux armements : les arsenaux nucléaires

Les États-Unis et l'URSS sont parvenus progressivement à la capacité qui rend possible l'anéantissement total des forces adverses, y compris de la force de riposte. Une attaque préventive devient possible ainsi que nous l'avons vu précédemment. Mais il n'est même pas besoin d'arriver à ce stade. Un des pays peut considérer qu'il est capable de détruire une partie suffisante des forces de riposte de l'autre, de telle sorte que l'étendue des dégâts que provoquera la réponse de l'attaqué ne dépasse pas un seuil jugé acceptable par l'attaquant vu les objectifs qu'il s'est fixés. Ce seuil varie en fonction de la « témérité » des dirigeants politiques et militaires.

Stratégiquement, en septembre 1979, les États-Unis disposaient de 2 010 porteurs (y compris les B-52) capables de « livrer » 11 894 ogives totalisant une puissance de 5 454 mégatonnes. De leur côté, les soviétiques disposaient de 2 377 porteurs capables de « livrer » 6 005 têtes totalisant une puissance de 6 931 mégatonnes. (Cf. tableau Arsenal nucléaire stratégique). En 1978 aucun accord de désarmement

n'a été conclu. Les négociations sur le contrôle des armes nucléaires, y compris les SALT, sont actuellement impuissantes à contrôler la course aux armements.

Les efforts pour le désarmement

Du 23 mai au 1^{er} juillet 1978 s'est tenue une Session Spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New-York entièrement consacrée au problème du désarmement. C'est la première fois que toutes les puissances nucléaires, y compris la Chine et la France, se trouvaient réunies pour ce genre de débat.

Malheureusement, les résultats sont maigres. La Session Spéciale n'a pas tenu ses promesses. Le traité sur l'interdiction des essais nucléaires ne s'est pas matérialisé. Aucun progrès n'a été fait en vue d'interdire les armes chimiques. Sur la non-prolifération des armes nucléaires, la résolution finale est aussi faible que les précédentes résolutions adoptées à l'ONU. Il n'y a pas eu d'appel pour une adhésion mondiale au Traité de Non-Prolifération. L'accent mis d'une manière trop importante sur les usages pacifiques de l'énergie nucléaire n'a pas permis d'approfondir les questions de contrôle de la non-prolifération des armes nucléaires. Le seul résultat concret de cette Session a été la création d'une nouvelle Commission sur le Désarmement.

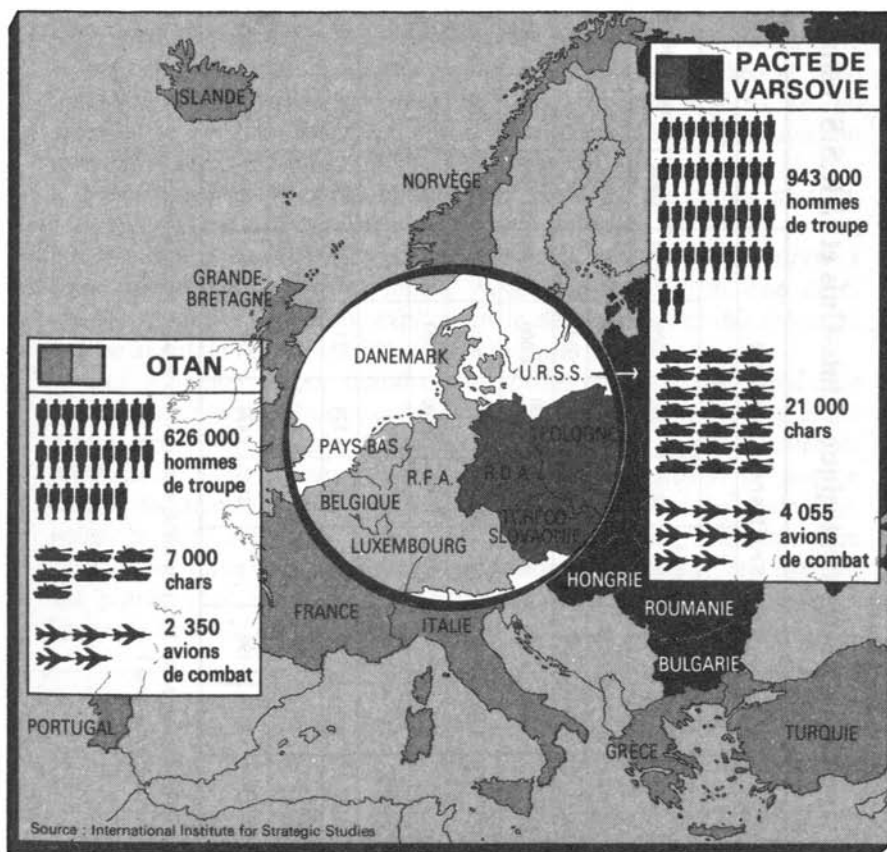
Compte rendu du dernier annuaire du SIPRI

Cette Session a eu le mérite d'informer le monde sur les dangers et le gaspillage que représentent les armements. Elle a peut-être aussi fait comprendre l'urgence du désarmement, avant qu'il ne soit trop tard.

Jean-Michel Vieillard.

(1) Stockholm International Peace Research Institute. - World Armaments and Disarmament, SIPRI Yearbook 1979. - XVIII + 698 p. - (97 tables and 15 figures.) - London, Taylor & Francis Ltd, 1979.

SIPRI : Svaavägen 166. S-113 46 Stockholm. Suède. tel : 08 15 07 04.



Arsenal nucléaire stratégique. États-Unis et U.R.S.S. estimations de septembre 1979.

	MISSILES PORTÉS PAR SOUS-MARINS						MISSILES INTERCONTINENTAUX AU SOL									
	États-Unis			U.R.S.S.			États-Unis			U.R.S.S.						
	Polaris A3	Poséidon C3	Poséidon C4	SSN5	SSN6	SSN8	SSN18	Titan2	Minute-man2	Minute-man3	SS9	SS11	SS13	SS17	SS18	SS19
Date de mise en service	1964	1970	1970	1963	1968	1973	—	1963	1966	1970	1966	1966	1969	1977	1976	1975
Nombre en service	160	496	0	21	528	354	64	54	450	550	102	620	60	100	206	310
Trajectoire maximale (en km)	4 600	4 600	7 400	1 300	2 400 3 000	8 000	7 400	11 700	13 000	13 000	12 000	10 600	8 100	9 300	10 200	9 300
Poids de la charge transp. (kg)	500	1 000	—	—	700	700	—	4 000	1 000	1 000	7 300	1 000	500	3 200	7 300	3 200
C.E.P. (mètres)	900	550	500	3 700	2 500	1 500	1 000	900	550	350	1 100	1 100	1 300	600	500	450
Nombre de charges par porteur	3	10-14	8	1	1	1	3	1	1	3	1	1 ou 3	1	4	1 ou 8	6
Nombre total de charges	480	4 960	—	21	528	354	192	54	450	1 650	102	1 300	60	400	1 004	1 860
Puissance délivrée par porteur (Mégatonnes)	0,6	0,4	—	1	1 ou 0,4	1	0,6	7,5	0,6	0,51	20	1 ou 0,6	1	2	4 ou 20	3
Puissance totale déléviable	96	198	—	21	430	354	38	405	675	280	2 040	550	60	200	2 296	930

Les États-Unis disposent en plus de 300 B-52 porteurs de 4 300 ogives totalisant 3 800 mégatonnes.
(Sources : Sipri Tables 2, 3 et graphique 1.)

Les enjeux du commerce mondial

Olivier Ruysen (1)

Environ 15 % de la production mondiale fait l'objet d'échanges. Ce chiffre peut paraître faible, encore qu'il couvre des situations très différentes quand on regarde les États (2). Cependant, le volume des échanges mondiaux a plus que triplé entre 1960 et 1980 (en se développant presque deux fois plus vite que le PIB), ce qui montre on ne peut plus clairement la montée de la spécialisation internationale et de son corollaire, l'interdépendance.

Accès aux matières premières, aux produits de consommation, à la technologie, aux marchés financiers, tels sont les enjeux actuels des échanges, condition pour la plupart des pays de la survie à court terme comme à long terme. Nous sommes bien au-delà de la célèbre théorie de Ricardo, expliquant le développement des échanges par les avantages comparatifs... et réciproques !

Les échanges internationaux sont certes en partie la résultante des disparités économiques existant entre pays et dues pour l'essentiel à une répartition inégale des ressources naturelles et des facteurs de production, mais ils sont également un puissant moyen de gestion de ces disparités, que l'on cherche à les réduire ou à les maintenir, voire à les accentuer. Dès lors, les échanges internationaux s'inscrivent dans une perspective géopolitique mondiale, et l'examen des grands flux est le point de départ de toute lecture des grandes lignes de force de l'économie mondiale.

(1) Equipe FAST, Commission des Communautés Européennes.

(2) Par exemple, Hong Kong exporte la quasi totalité de sa production, la Belgique presque la moitié, l'Allemagne Fédérale 20 %, les USA 7 % seulement, l'URSS moins de 5 %.

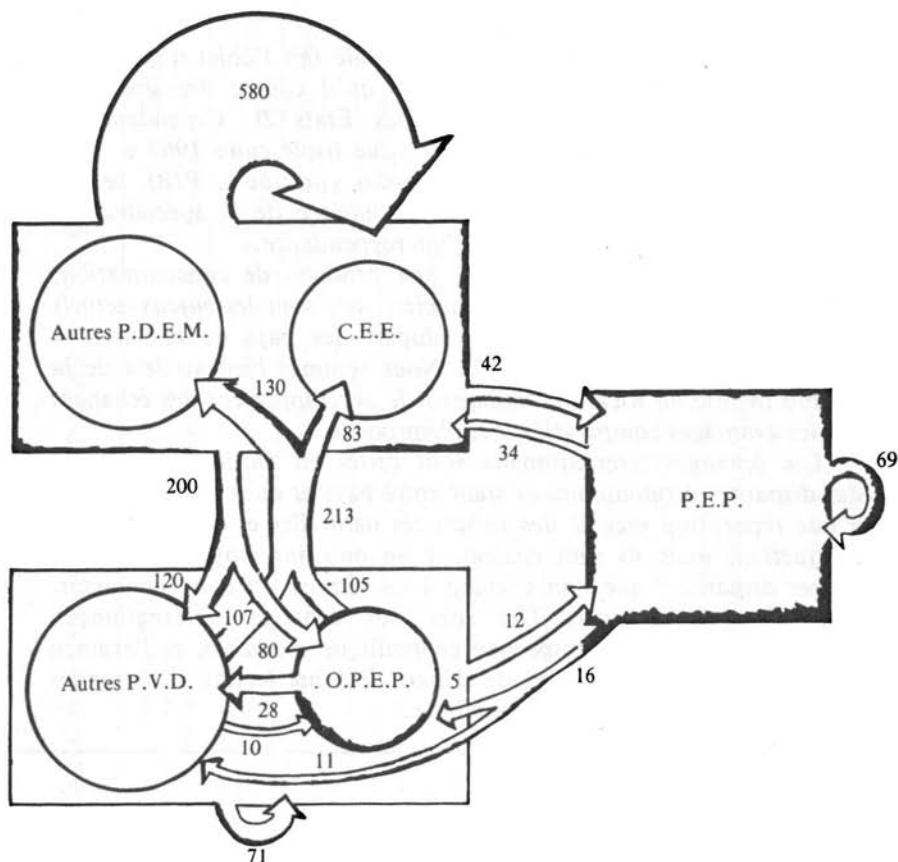
Faits et chiffres (3)

Les exportations mondiales se montent en 1978 à 1 300 milliards de dollars, et se répartissent comme suit : pays développés 69 %, pays OPEP 11 %, autres PVD 11 %, pays à économie planifiée 9 %.

Le graphique ci-dessous fait apparaître quelques clés de lecture du commerce mondial :

Les grands flux de commerce entre régions

(en milliards de dollars, FOB)



(3) Sauf mention particulière, les chiffres cités sont extraits du rapport annuel du GATT (*le Commerce international en 1978/79*, Genève, 1979) et correspondent à l'année 1978. Les graphiques sont extraits des Cahiers Français (*Le commerce international*, n° 191, mai/juin 1979 documentation française), les encadrés de « *Les échanges internationaux* », M. Godet, O. Ruysen, P.U.F. 1980.

— **Les pays développés** assurent les deux tiers des échanges internationaux, et commercent surtout avec eux-mêmes, réalisant entre eux 68 % de leurs échanges. Ajoutons que la CEE assure à elle seule près de la moitié des exportations des pays industrialisés, le commerce intra CEE représentant 51 % de son activité (contre 33 % il y a vingt ans : on mesure là l'effet de la création du Marché Commun). Elle constitue le premier pôle commercial mondial, devant les États-Unis (12 % des échanges internationaux), l'OPEP, les pays à économie planifiée (PEP) et le Japon (cf. encadré).

— A l'inverse, **les pays en voie de développement** (PVD) ont un commerce intrazone mineur, puisque les trois quarts de leurs échanges sont dirigés vers l'extérieur. L'OPEP joue un rôle particulier, puisqu'elle assure près de la moitié des exportations de cette zone, plus du tiers des importations et la moitié du commerce intrazone.

A noter aussi l'important déficit commercial des pays en voie de développement importateurs de pétrole, déficit venant tant de leurs relations avec l'OPEP qu'avec les pays industrialisés. Ce déficit atteindrait en 1979 la somme de 40 milliards de dollars, soit le chiffre le plus élevé jamais enregistré.

— **Les pays à économie planifiée** occupent une position intermédiaire, et échangent entre eux 55 % de leurs produits. L'URSS et les six pays de l'Europe de l'Est ont chacun des flux d'échanges comparables avec leurs partenaires externes (pays industrialisés et pays en développement). Si les montants en jeu sont modestes, les statistiques internationales rendent imparfaitement compte de la nature et du rôle très particulier de leurs interventions sur le marché mondial (ventes ou achats massifs et irréguliers de matières premières (4), contrats de troc).

Au niveau mondial, *deux autres flux* sont également mal (ou pas du tout) reflétés par les statistiques, il s'agit :

— *des échanges entre filiales de sociétés multinationales* : ces échanges qui atteindraient un tiers du commerce mondial, sont considérés comme des ventes et des achats de pays à pays, alors qu'il s'agit d'un autre espace économique.

(4) Entre 1971-1972 et 1975-1976, les importations nettes de céréales des pays de l'Est ont augmenté de 22 millions de tonnes (multipliées par 2,7). Ces achats massifs, notamment de l'URSS auprès des États-Unis, qui représentent presque le cinquième du marché mondial des céréales, ont contribué à la flambée des cours du blé entre 1972 et 1974.

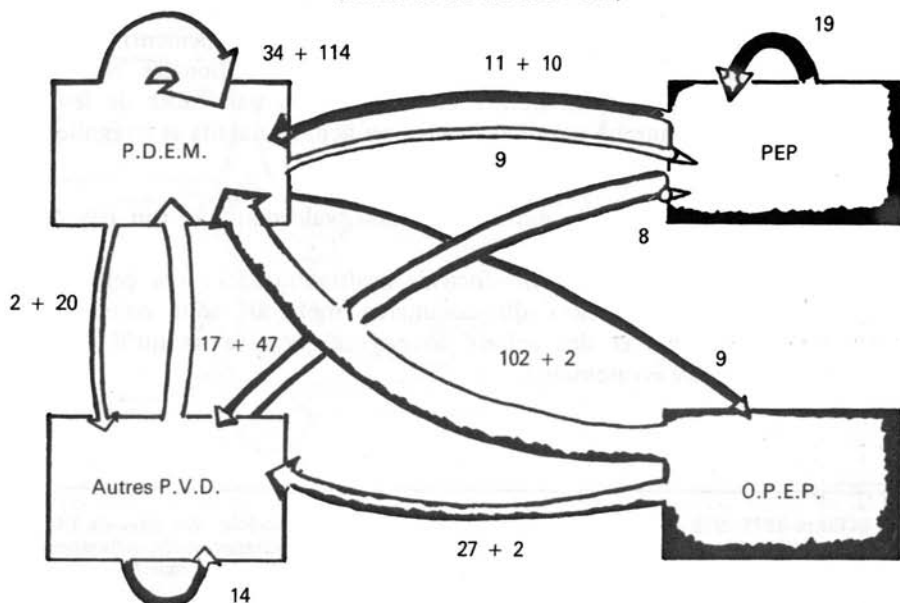
- des ventes d'armes : selon les estimations du SIPRI (voir article précédent) elles représenteraient 20 milliards de dollars par an, soit un peu moins de 2 % du commerce mondial mais correspondraient à plus de 10 % des importations de produits manufacturés des PVD.
- Enfin il faut signaler une grande absente du commerce international : la Chine communiste, ses échanges étant pour l'instant sans commune mesure avec son poids géopolitique.

Matières premières : dépendances et déséquilibres

Si la structure des grands flux d'échanges permet de se faire une première idée des rapports de force, leur nature est à cet égard beaucoup plus éclairante, qu'il s'agisse des produits primaires ou des produits manufacturés. Le graphique ci-dessous montre les flux d'échanges pour les produits primaires qui représentent près de 40 % des échanges internationaux. Notons d'emblée l'important commerce intrazone des pays industrialisés, qui s'échangent entre eux plus de 70 % des matières premières non énergétiques.

Produits primaires : les combustibles et les autres

(milliards de dollars FOB)



Les enjeux du commerce mondial

• **Les combustibles** se taillent la part du lion, puisqu'ils représentent, en valeur, autant que toutes les autres matières premières. L'OPEP assure à elle seule près de 65 % des exportations mondiales, et les pays industrialisés en absorbent les trois-quarts. Leur dépendance est élevée, bien qu'à des degrés divers : ainsi, en 1978, les USA ont importé 44 % de leur consommation pétrolière, contre 88 % pour la Communauté européenne, et pratiquement 100 % pour le Japon.

• **Les produits alimentaires** arrivent en seconde place, et représentent 12,5 % du commerce international. Les exportateurs sont surtout les pays industrialisés, (60 % du total mondial), les États-Unis ayant même dans le cas des céréales, le même poids que l'OPEP pour les combustibles (65 % des exportations nettes). C'est ce que d'aucuns appellent l'arme alimentaire. Cependant, les PVD disposent d'un monopole de fait pour bon nombre de produits tropicaux.

• **Les matières premières industrielles non énergétiques** (minéraux et métaux, produits agricoles) occupent une place modeste (7 % des échanges mondiaux), mais revêtent une importance particulière, du fait de leur rôle stratégique. C'est souvent à leur sujet que se pose le problème tant débattu de la dépendance d'un pays vis-à-vis de l'extérieur, dont le tableau ci-dessous donne quelques exemples.

Bien que la diversité des situations rende difficile toute simplification, quelques faits généraux méritent d'être rappelés :

Taux de dépendance vis-à-vis de l'extérieur

	Canada	USA	Japon	CEE
Bauxite	100 %	90 %	100 %	70 %
Cuivre	Exportateur	26 %	95 %	99 %
Etain	93 %	100 %	100 %	93 %
Mercure	Exportateur	85 %	100 %	Exportateur
Nickel	Exportateur	88 %	100 %	70 %
Zinc	Exportateur	48 %	65 %	72 %
Phosphates	100 %	Exportateur	100 %	99 %
Plomb	Exportateur	40 %	80 %	85 %

Le stock des ressources minérales est suffisant, extensible et mal réparti. Globalement, les réserves se situent à 40 % dans les pays industrialisés, (avec les quatre-cinquièmes aux États-Unis, au Canada, en Australie et en Afrique du Sud), à 30 % dans les pays de l'Est et à 30 % dans les pays en développement. Mais la répartition régionale de ces réserves fait apparaître des *situations de quasi-monopole* (Afrique du Sud, URSS, Brésil) pour quelques minerais. De plus pour 16 minéraux, cinq pays possèdent plus de 75 % des réserves mondiales. Cette concentration géographique fait peser en permanence une menace sur la continuité des flux d'approvisionnement. Autre concentration préoccupante : celle des activités minières entre les mains de quelques firmes, pour la plupart nord-américaines.

Parallèlement, l'organisation (ou plutôt l'absence d'organisation) des marchés contribue largement à entretenir et amplifier les fluctuations des cours. Il faut donc s'attendre surtout à des perturbations conjoncturelles, qui auront sans doute pour les pays industrialisés des conséquences beaucoup moins marquées que dans le cas du pétrole (5) mais qui affectent bien davantage le développement des PVD dont l'économie est souvent très liée à l'exportation d'un ou plusieurs produits de base.

C'est ainsi que la *protection du pouvoir d'achat des produits de base* est l'un des grands enjeux du commerce international pour les PVD, qu'il s'agisse de stabiliser les cours ou de se garantir contre la hausse des produits manufacturés.

Produits manufacturés : compétition et ajustements

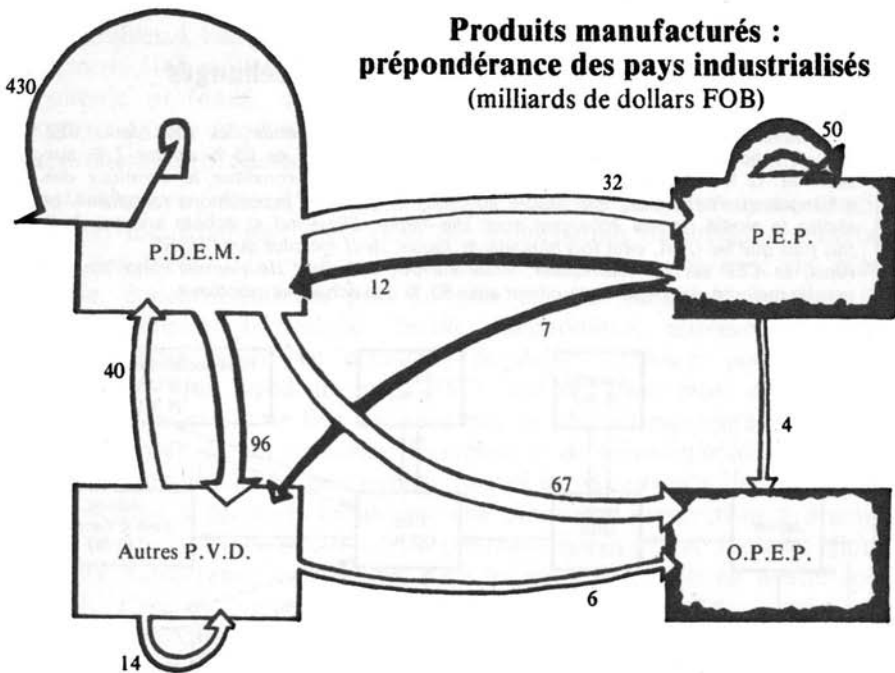
Ces derniers représentent environ 60 % en valeur des échanges internationaux, qui se centrent surtout, comme en témoigne le graphique ci-dessous sur les pays industrialisés. Ils exportent en effet 81 % de la production manufacturée mondiale, dont les deux tiers sous la forme d'intra-échanges.

Certains de ces flux appellent quelques commentaires :

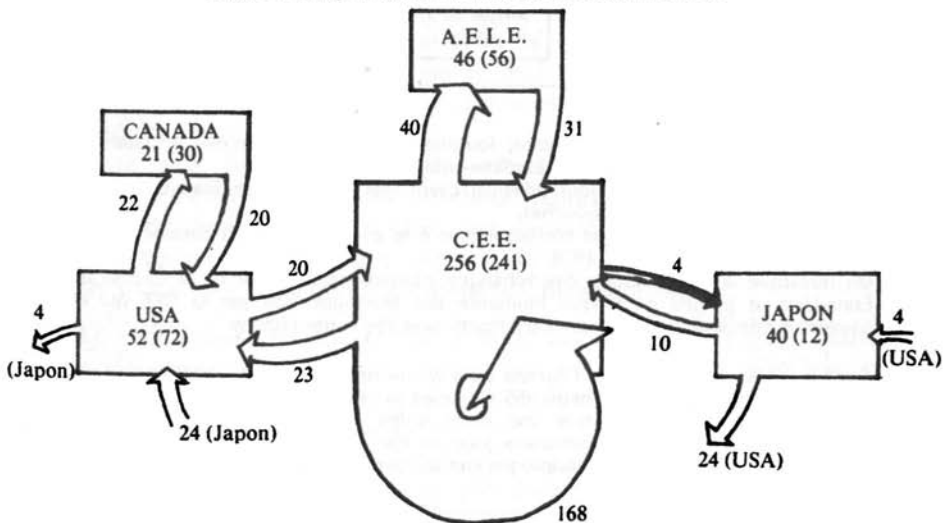
— Globalement, les exportations en valeur de produits manufacturés des régions industrielles vers les PVD (163 milliards de dollars) sont assez

(5) Un doublement simultané de toutes les matières premières minérales non énergétiques aurait la même incidence qu'une hausse de 8 % du prix du pétrole.

**Produits manufacturés :
prépondérance des pays industrialisés**
(milliards de dollars FOB)

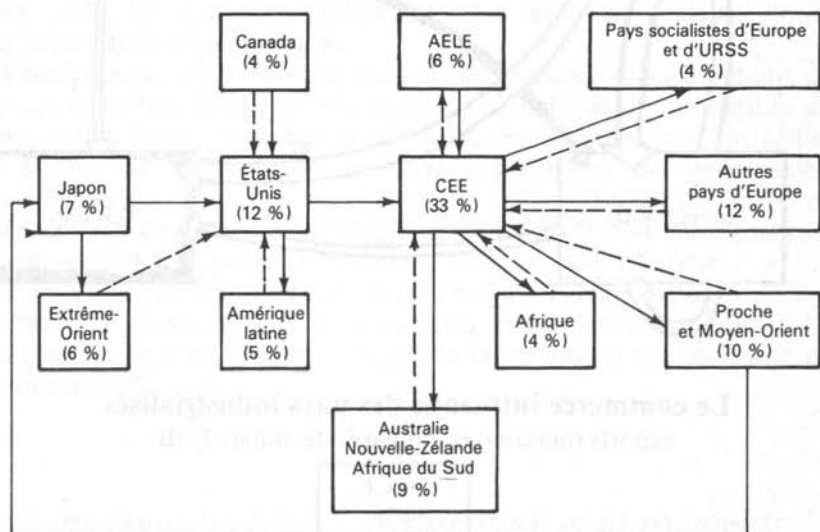


Le commerce intrazone des pays industrialisés
exports (imports) en milliards de dollars FOB



L'Europe, plaque tournante des échanges

Plus ouverte sur l'extérieur que les autres régions du monde (les pays de la CEE ont un ratio moyen exportation sur produit intérieur brut de 25 % contre 7 % aux USA et 12 % au Japon), la Communauté européenne constitue le carrefour des échanges internationaux. Elle assure en 1977, le tiers des exportations mondiales, et réalise la moitié de ses échanges avec elle-même. Elle vend et achète presque trois fois plus que les USA, cinq fois plus que le Japon, neuf fois plus que l'URSS. Ainsi, la CEE est un fournisseur, mais surtout un client de premier rang pour la grande majorité des régions, touchant ainsi 80 % des échanges mondiaux.



A → B signifie que A est le principal fournisseur de B (par exemple, le Japon est le principal fournisseur de l'Extrême-Orient).

C → D signifie que C a D pour principal client (par exemple, les États-Unis ont la CEE pour principal débouché).

Les chiffres entre parenthèses correspondent à la part de la région considérée dans les exportations mondiales en 1978.

On remarque la bipolarisation des échanges internationaux autour de la CEE et des États-Unis et le rôle de plaque tournante des échanges joué par la CEE qui est souvent le principal client et le principal fournisseur des autres régions.

Finalement, la dépendance de l'Europe vis-à-vis du reste du monde, notamment pour ses approvisionnements en énergie (55 %) et en matières premières non énergétiques (75 %) ne devrait pas masquer une autre réalité : l'Europe, en tant que plaque tournante des échanges internationaux joue un rôle vital pour l'économie des autres régions du monde, sans que la réciproque soit toujours vraie.

comparables à leurs importations de produits primaires en provenance de ces zones (168 milliards de dollars) (6). Mais ce rapprochement cache une asymétrie profonde, car d'un côté, ce montant équivaut à 25 % des exportations de produits manufacturés des PDEM, et de l'autre 73 % des exportations de produits primaires des PVD.

— Un autre flux d'échanges est aussi source de préoccupations pour les pays industrialisés : c'est celui des exportations de produits manufacturés des PVD, qui pose la question de l'industrie naissante du Tiers-Monde, concurrençant de plus en plus certains secteurs industriels des pays développés (sidérurgie, textile, électronique, automobile). Cette situation pose moins un problème de déficit extérieur pour les pays développés (qui vendent aux PVD quatre fois plus de produits manufacturés qu'ils ne leur en achètent, ce chiffre augmentant d'ailleurs chaque année), qu'un problème d'emplois et de reconversions sectorielles.

Il ne faut d'ailleurs pas oublier que si la concurrence des PVD pose un problème à certaines industries, elle ouvre des perspectives à d'autres (plus ces pays exportent, plus ils pourront importer) et l'impact global de cette concurrence sur l'emploi dans les pays industriels est neutre voire positif, c'est du moins ce que confirment la plupart des études. En outre, comme le note le GATT, les PVD, depuis 1973, ont continué à connaître des taux de croissance comparables à ceux du passé, et ont joué de ce fait un rôle moteur dans la stabilisation du commerce international et de l'économie mondiale. Déconnecter leur croissance de la nôtre par des mesures protectionnistes serait une redoutable erreur.

— Cependant, il ne faudrait pas se tromper de cible : le principal enjeu du commerce international reste la compétition Nord-Nord. Cette compétition s'exerce bien sûr vers le Sud, où il s'agit de compenser les achats de matières premières par des ventes de biens d'équipements ou de produits de consommation.

A ce titre, la place de l'OPEP est devenue primordiale, puisque sa part dans les exportations de produits manufacturés des PDEM a *plus que doublé depuis 1973*. En effet, ces derniers ont dû rétablir l'équilibre de leur balance commerciale avec l'OPEP, ce qu'ils ont réussi à des degrés très divers, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant .

Le renchérissement du pétrole a donc des effets très positifs dans les pays qui savent vendre : les dollars que les américains gaspillent pour satisfaire leurs besoins en énergie ont finalement créé, par OPEP interposée, des emplois en Europe...

(6) Les hausses du prix du pétrole en 1979 devraient faire apparaître un déséquilibre d'une trentaine de milliards de dollars.

Taux de couverture des échanges avec la zone OPEP
EXP./IMP.

	1970	1973	1977
U.S.A.	117.3	82.9	38.9
JAPON	35.2	39.2	48.7
CEE	43.1	44.6	71.1
Allemagne	55.2	62.0	107.3
France	50.0	50.2	50.8
Italie	32.4	36.7	64.8
Grande-Bretagne	51.6	47.2	114.8

Source : OCDE, Statistiques du Commerce Extérieur.

Mais la compétition véritable s'exerce entre pays industrialisés : l'interdépendance exclut le retour au protectionnisme, la remise en cause du libre-échange causant sans doute plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. Dès lors, la fuite en avant dans les exportations, si elle est nécessaire pour payer la facture des importations obligées, pousse irrémédiablement à la spécialisation, ce qui rend chaque pays de moins en moins autonome, et de plus en plus sensible à l'environnement international. S'adapter à cette situation, mieux tirer parti de ses propres forces et de ses ressources sans pour autant se replier sur soi, passer de l'interdépendance à l'interdéveloppement, tels sont les défis que nous lance le développement des échanges mondiaux.

Etats Unis : recherche d'une politique ⁽¹⁾

Stanley Hoffmann

Stanley Hoffmann, professeur de sciences politiques à l'université de Harvard, auteur de plusieurs livres sur la France et sur la politique étrangère américaine, est un analyste toujours subtil des difficultés rencontrées par Washington dans l'exercice de ses responsabilités internationales.

Il cherche ici à dépasser le constat d'incohérence et d'inefficacité de la diplomatie Carter pour proposer une politique plus réaliste, dont les chances de succès seraient plus grandes.

L'Union Soviétique ne voit pas le monde avec les yeux de Washington et ne se contentera jamais du rôle auquel le monde occidental espère pouvoir la limiter. La compétition entre les deux blocs est inévitable et permanente. Pour autant, elle ne peut être vécue sans grands dangers si on se laisse séduire par la manière forte ou acculer à des conflits de prestige. Au contraire, une gestion souple de la compétition est-ouest, sur tous les terrains, permet de laisser le jeu ouvert et de ne pas rompre le dialogue. Pour cela Stanley Hoffmann souhaite à l'Amérique moins d'effets de muscles et plus d'effets de matière grise, la capacité de prévoir - et ce à partir d'une meilleure connaissance des situations régionales - et une plus grande capacité d'agir, en surmontant les crispations idéologiques traditionnelles. Une politique dont l'objectif fondamental reste le même mais dont les moyens s'enrichissent en se diversifiant. L'apprentissage d'un jeu plus complexe.

(1) Publié avec l'autorisation de « Foreign Policy Magazine », N° 37, Hiver 1979-1980.
© 1979 Carnegie Endowment For International Peace.

Traduction : Gisèle Célié.

L'incohérence de la politique étrangère du Président Carter - maladroite, fragmentaire, sujette à de fréquents changements de cap, à une mauvaise synchronisation des décisions, perdant parfois sa capacité d'initiative - tient à un fait central. Depuis le début il y a une faille dans le système : l'équipe au pouvoir n'a jamais eu de politique définie vis-à-vis de l'URSS. Il n'y a jamais eu de consensus au sein de l'administration quant à la nature du défi soviétique et à l'orientation que Washington devrait essayer de donner aux relations américano-soviétiques.

De ce fait, la politique américaine s'est condamnée à la valse hésitation et aux faux pas. Cette absence de perspective claire et de stratégie a marqué la politique américaine dans d'autres parties du monde : en Afrique, en Extrême-Orient, dans une certaine mesure au Moyen-Orient et même en Amérique latine. Au départ, le gouvernement Carter souhaitait diminuer la part qu'avaient prise les relations avec l'URSS dans la politique étrangère et se concentrer sur toutes les autres questions. Cela pouvait apparaître comme une position raisonnable après trente ans de rivalité élevée au rang d'obsession, sous forme de guerre froide d'abord, puis d'une stratégie de la détente qui faisait des relations entre Washington, Moscou et Pékin, la clé des affaires mondiales. Pourtant à la fois la nature de la stratégie et de la puissance soviétiques ainsi que la volonté de l'administration américaine d'être plus ferme envers Moscou que ne l'avait été le Secrétaire d'Etat Henry Kissinger aux beaux jours de la détente, son désir de ne traiter l'URSS en égale que sur le plan militaire, ne pouvaient qu'étouffer dans l'œuf les premiers espoirs. Ce qu'on entendait faire ensuite, n'a jamais été défini.

Vers le milieu de 1978, le Président imposa un armistice aux deux clans existants dans son administration - les « globalistes durs » et les « modérés sélectifs » - pour pouvoir donner la priorité à Salt II. Mais cela n'a pas résolu ce conflit interne, ni garanti la ratification du traité. Dans le vide laissé par l'absence d'une stratégie, les adversaires de Salt ont pu en effet organiser, dans une relative impunité, une attaque en règle contre le traité, en bénéficiant de quelques sympathies ou, au moins, de l'indulgence de certains membres de l'administration. Le traité restait donc à la merci d'incidents ridicules, tels que la « découverte » d'une unité de combat soviétique à Cuba.

Dès l'instant où la réalisation d'un seul traité devient l'unique objectif clairement défini de la politique américaine envers l'Union Soviétique, d'autres problèmes sont mal gérés. Chaque question ranime les divisions entre ceux qui veulent transformer tout incident en épreuve de force (dans le cas cité, en soulevant le problème général de l'activisme cubain ou de l'aide que l'URSS lui accorde), et ceux qui conseillent la prudence.

Et, la chose n'est pas tellement paradoxale, lorsqu'on étudie chaque question pour elle-même, on tend à oublier les effets nuisibles qu'elle peut avoir sur le processus SALT. Tant qu'il n'y aura pas de stratégie, il sera impossible de replacer chaque phase de la rivalité en perspective, car on se trouvera des perspectives opposées, et l'administration restera à la merci des réactions du Congrès. Elle sera victime soit de réflexes de Pavlov, soit de querelles de clocher.

Il est temps de ré-examiner la nature des relations soviéto-américaines et de proposer des orientations aux membres de la prochaine administration, qu'il y ait ou non changement de personne au sommet.

La crise américaine

Personne ne doute que les Etats-Unis ne se trouvent dans une situation difficile, mais il n'y a pas d'accord sur la nature de celle-ci. Il est certain qu'il existe une nouvelle orthodoxie qui voit dans les malheurs actuels des Etats-Unis la conséquence du recul devant le rouleau compresseur soviétique. On a affirmé que l'URSS avait lancé une offensive géopolitique précisément parce que la force militaire est le seul domaine où elle est une vraie superpuissance. On a pu dire aussi que des tensions internes (dues aux mauvais résultats économiques, aux revendications des nationalités non russes et aux incertitudes concernant la succession) conjuguées aux avantages stratégiques qui sont les leurs au début des années 80, pourraient pousser les dirigeants soviétiques à prendre des risques plus grands et à se comporter de manière plus agressive que dans le passé.

Ce raisonnement prête à la politique soviétique beaucoup plus de cohérence et d'imagination qu'elle n'en a en réalité. Comme Robert Legvold l'a fait observer, la politique étrangère de l'URSS n'a jamais fait un usage aussi prépondérant et brutal de la force militaire, que d'aucuns le prétendent. Evidemment, sans cette force, elle n'aurait pas gagné la deuxième guerre mondiale, annexé des territoires, et acquis le statut de superpuissance après la guerre. De même, sans l'Armée Rouge, l'Empire russe en Europe de l'Est ne se serait pas maintenu longtemps.

La politique soviétique est-elle pour autant délibérément organisée au service d'une domination planétaire ? En fait, il s'agit plus probablement d'un effort tenace pour parvenir à l'égalité avec les Etats-Unis - qui ne doivent pas en particulier conserver le monopole du contrôle des mers et de l'intervention tous azimuts - et pour imposer la participation soviétique au règlement de tout conflit important. Il s'agit aussi d'une

exploitation habile des bonnes occasions, qu'elles se produisent spontanément, comme cela arrive souvent, ou qu'elles soient amenées par l'action indépendante d'un allié ou d'un client de l'URSS. Moscou certes avance ses pions mais avec d'infinies précautions. Egréner la litanie de l'Angola, la Corne de l'Afrique, le Yémen du sud, l'Afghanistan et le Vietnam, c'est mettre dans le même sac des événements disparates n'ayant que deux choses en commun : ils comportent peu de risques et résultent d'erreurs préalables commises par l'Ouest, de ses défaites ou de son indifférence (comme en Afghanistan).

Si la force militaire est bien ce qui fonde la prétention soviétique à devenir une puissance mondiale, alors la bonne réponse américaine doit être d'endiguer cette force par le Traité SALT et par d'autres négociations de contrôle des armements, de l'égaliser et d'aider les autres à l'égaliser et à la contenir là où elle est déjà déployée, de veiller à ce que des conflits avec des tiers ne donnent pas à l'URSS des occasions de projeter et d'imposer sa puissance aux dépens des Etats-Unis.

Les Etats-Unis devraient porter leur effort militaire principal sur la consolidation des équilibres régionaux parce que ces équilibres sont autonomes les uns par rapport aux autres, et non parce que Washington ne peut plus espérer contrebalancer un déséquilibre conventionnel par une supériorité nucléaire. En tout état de cause la véritable dissuasion est exercée par le risque d'une guerre nucléaire, et non pas par la supériorité nucléaire américaine. Aucun des scénarios qui supposent le recours aux armes nucléaires stratégiques n'est très convaincant : ni les représailles massives, ni la réponse limitée. Ces armes n'ont sans doute pas d'autre fonction que de dissuader de leur utilisation. Autrement dit, le véritable danger réside dans des problèmes d'instabilité régionale dans un monde stratégiquement fragmenté, placé de façon stable sous le parapluie nucléaire des grandes puissances.

Dans le cas spécifique de l'Europe occidentale, il est nécessaire à la fois de moderniser les forces classiques et d'essayer de rétablir l'équilibre nucléaire sur le théâtre des opérations. Cet équilibre doit retirer aux Soviétiques toute raison de croire que l'avantage qu'ils détiennent en matière d'armes mobiles et précises capables d'atteindre l'Europe de l'Ouest leur permettrait d'exploiter leur supériorité conventionnelle et d'empêcher en même temps le conflit de dégénérer en guerre nucléaire : cet équilibre devrait également pousser les deux parties à limiter et réduire leurs forces nucléaires dans cette zone.

Toutefois, les équilibres régionaux dépendent très étroitement des facteurs politiques et économiques qui les sous-tendent. Aux leçons du Viet-Nâm, nous devons ajouter aujourd'hui les enseignements de l'affaire

iranienne. Une Europe occidentale bien défendue, mais qui s'éloignerait des Etats-Unis en raison d'une mauvaise gestion économique américaine, ou qui serait la proie de crises économiques internes ou de disputes partisans au sujet du réarmement, serait pire pour les Etats-Unis que le statu quo.

Recettes pour un désastre

Ceux qui parlent d'un recul de la puissance américaine font un amalgame de choses fort différentes. L'une est un déclin relatif inévitable. La prépondérance militaire et économique dont jouissaient les Etats-Unis en 1945 ne pouvait pas durer : il était évident que l'Union Soviétique allait s'employer à réduire l'écart. Le programme massif d'armement américain de 1961 et l'humiliation infligée à l'URSS lors de la crise des missiles à Cuba l'ont puissamment incitée à s'engager dans cette voie. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que la prospérité économique des pays alliés occidentaux et l'intégration économique de l'Europe de l'Ouest étaient des objectifs américains. Le succès de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) est un autre facteur de ce déclin relatif ; il est assez ironique de constater que la puissance actuelle de cette organisation est due à la très forte croissance économique, fondée sur l'énergie à bas prix, des pays capitalistes avancés.

Le second facteur est très différent. Il tient au fait que les événements récents sont ressentis comme autant de défaites américaines, y compris la chute du Chah en Iran et la dégradation de la position des Etats-Unis en Turquie et au Pakistan. Dans presque tous les cas, l'échec américain résulte non pas d'un manque de moyens matériels, mais d'un défaut d'analyse et d'habileté politiques. Les Etats-Unis n'ont pas été en mesure d'utiliser leur puissance et de contrôler les événements. Ils n'ont pas su prévoir les événements, exploiter les occasions, se sortir de certaines situations avant qu'elles ne deviennent inextricables, de même qu'ils n'ont pas su se mettre du côté des forces qui étaient appelées à l'emporter (non pas pour capituler devant elles, mais pour les influencer), toutes choses qui demandent de la tête, pas du muscle !

En contrepartie, le monde vu de Moscou n'est guère plus réjouissant que le monde vu de Washington. Les efforts de développement de la Chine, son rapprochement avec le Japon (largement sous l'effet de la maladie soviétique), la paix séparée conclue au Moyen-Orient sous l'égide américaine, la poursuite des négociations sur le Zimbabwe et la Namibie, la consolidation et l'élargissement de la Communauté Econo-

mique Européenne, la dégradation des relations avec l'Inde et le mécontentement persistant en Europe orientale -sans parler des bourbiers de l'Erythrée et de l'Afghanistan-, tout cela montre qu'un accroissement de puissance ne constitue pas la réponse idéale de l'autre côté non plus. Et pendant que les Américains ne pensent qu'aux services que Cuba rend à Moscou, ils oublient les avantages que les Etats-Unis ont obtenu en Afrique grâce aux Egyptiens (au Soudan), aux Saoudiens (en Somalie), aux Français (au Zaïre) et aux Anglais (au Zimbabwe).

On entend aussi mentionner le manque de volonté ou de détermination comme troisième composante du recul américain. Cependant volonté, détermination, prise de position, peuvent trop facilement servir de mots de passe vers l'esbroufe, l'apparence vaine et la rhétorique creuse, ou, comme dans le cas du Vietnam n'être que des recettes pour un désastre. Le problème clé reste le fait que les anciens moyens de régulation - à savoir, le recours à la force armée et à l'assistance militaire ou la fourniture d'une aide économique - simplement sont tous inappropriés ou insuffisants dans trois domaines qui dominent l'actualité : les problèmes économiques tels que la crise de l'énergie, l'inflation et la récession ; les désaccords surgissant entre pays qui, des deux côtés, se trouvent être des amis ou des alliés ; enfin, les troubles intérieurs qui frappent des nations amies et qui sont trop graves pour pouvoir être résolus sous le manteau.

Le vrai drame, c'est le contraste entre l'aspiration à un certain contrôle et la difficulté d'exercer une influence quelconque. Ce problème tient non pas à l'absence de pouvoir, mais à une sorte d'infirmité du pouvoir dans un monde où son utilisation réussie est à la merci de hasards créés par des tiers (sans parler des procédures législatives et des priorités nationales souvent paralysantes), un monde dans lequel les Etats-Unis sont inévitablement la cible favorite de tous les mécontents du fait même de leur prépondérance, de leur rôle de gardiens du statu quo et d'artisans de tant de réglementations et de régimes.

La crise américaine n'existe pas là où la nouvelle orthodoxie prétend la trouver. Elle n'en est pas moins réelle pour autant. De fait, cette crise va beaucoup plus loin que les idiosyncrasies et les carences propres à l'administration Carter, et lui survivra probablement. Elle a des composantes externes et internes. Aux éléments extérieurs déjà cités, on doit ajouter l'asymétrie fondamentale des positions soviétiques et américaines dans le monde. Les Etats-Unis possèdent évidemment certains atouts : l'efficacité relative de leur système économique et le rôle capital qu'ils jouent dans l'économie internationale libérale.

Mais la médaille a son revers. Sur le plan géopolitique, en tant que puissance garante du statu quo dans un monde qui change, les Etats-

Unis sont sur une sorte de défensive universelle tandis que leur rival peut choisir à sa guise ses bases d'attaque parmi les nombreux points chauds du globe. En raison des valeurs américaines et des inhibitions (ou institutions) nationales, Washington est moins libre de faire usage de sa force à l'étranger qu'un système dépourvu de tels poids et contreponds. Par ailleurs, l'interdépendance économique crée beaucoup de contraintes : les Etats-Unis sont pris entre l'inflation et la récession, l'expansionnisme ou le protectionnisme commercial. Leur marge de manœuvre est étroite, le coût des représailles éventuelles contre des clients ou des amis trop élevé.

Deux aspects de ce que l'on avait coutume d'appeler la psychologie nationale constituent peut-être les éléments les plus alarmants de la crise. Le premier est la tendance à vouloir jouer les durs quand il s'agit d'affaires internationales. Le nombre de problèmes susceptibles d'être résolus ou même simplement atténués par des déploiements de force ou des engagements spectaculaires est limité. Et cependant, l'idée que chaque événement est une occasion de mettre à l'épreuve la volonté et la virilité des Etats-Unis est assez répandue dans le pays. Les gens ont un penchant pour une diplomatie internationale de grand style ; la nostalgie des « gros bâtons » et des exploits héroïques ; ils rêvent d'un monde obéissant aux shérifs ou aux juges américains, et à la simple division morale entre le bien et le mal qu'un tel monde suppose.

L'abandon des impératifs de l'analyse et du savoir-faire politiques se lit encore à un deuxième signe : l'obsession avec laquelle on compte et recompte les équivalences nucléaires stratégiques, avec laquelle on ne cesse de revenir sur la vulnérabilité supposée des missiles balistiques intercontinentaux Minuteman. Tout se passe comme si le nombre des têtes militaires ou des lanceurs, les estimations chiffrées de la puissance de feu et du pouvoir éventuel de destruction, fournissaient un moyen macabre, mais solide et mesurable, d'avoir prise sur les incertitudes embrouillées des affaires internationales. La trop grande importance attribuée à des scénarios militaires apocalyptiques, politiquement improbables prouve - de même que la réapparition de la théorie des dominos - que la quête du quantifiable et du prévisible n'a jamais cessé. Une telle recherche est dangereuse dans la mesure où elle détourne de l'effort nécessaire pour comprendre comment les Etats-Unis contribuent eux-mêmes à s'isoler du reste du monde. Elle masque la nécessité d'étudier la myriade de forces économiques, sociales et politiques à l'œuvre dans plus de 150 pays. Les Américains doivent absolument comprendre ces forces s'ils veulent être en mesure, non pas de les maîtriser (cela dépasse les possibilités d'une seule nation), mais d'agir sur elles et de les empêcher

d'entraîner les Etats-Unis vers ce déclin qu'ils paraissent tellement redouter.

Il y a pour les grandes puissances plusieurs manières d'entrer en décadence. L'incompétence militaire en est une. Perdre le contact d'avec ce qui se passe dans le reste du monde et être institutionnellement incapable d'y faire face en sont d'autres. Ce n'est pas la faiblesse de leurs forces armées qui menace le plus les Etats-Unis aujourd'hui, précisément parce qu'ils ont toujours été attentifs à ce domaine où ils ont même parfois réagi trop vivement (qui ne se souvient de « l'écart des missiles »). Elle vient de la paralysie des institutions - on le voit dans les tempêtes passionnées qui se déchaînent autour de SALT II - et de la mauvaise gestion économique que traduit évidemment l'incapacité de juguler l'inflation et de préserver la valeur du dollar, donc de prévenir de nouvelles hausses de l'OPEP. Tout cela, et le fait qu'une politique de l'énergie n'ait pas pu être adoptée, nuisent plus au prestige américain à l'étranger que l'ensemble des difficultés militaires.

Prudence et évolution prévisible

On pourrait certes faire valoir que la prochaine administration devra donner la primauté aux affaires intérieures et essayer, pour autant qu'elle le pourra, d'améliorer les relations entre la Maison Blanche et le Capitole et s'attaquer avec beaucoup plus d'imagination et d'ardeur aux problèmes de l'inflation et de l'énergie. Mais, dans le domaine des affaires étrangères, rien n'est plus important que l'établissement de nouvelles relations américano-soviétiques.

La rivalité entre Washington et Moscou est inévitable. Les deux systèmes sociaux n'ont aucun point de convergence et rien ne peut obliger les Soviétiques à se rallier à la conception américaine des relations internationales. La notion américaine de stabilité - maintien du statu quo, ou au pire, processus ordonné de changements - est également inacceptable pour eux. Cela ne signifie pas que l'URSS a intérêt à ce que s'instaure un chaos universel ou que ses dirigeants sont incapables de comprendre une stratégie complexe, par opposition à des jeux à somme nulle. Mais ils n'ont pas abandonné leur lecture idéologique des tendances actuelles et futures. Dans ces conditions, poser le problème USA-URSS en termes de choix entre la rivalité et l'alliance, ou entre la coopération et la concurrence, est trompeur. Le choix est entre diverses formes de compétition, mais ce choix existe. Certains affirment que l'URSS - comme l'Allemagne Impériale - risque de créer elle-même l'encerclement qu'elle

redoute. Cependant, doit-on préférer 1914 à 1938 ?

Les orientations que devraient prendre les futures relations américano-soviétiques sont définies par un certain nombre de principes. Le plus important d'entre eux est que la rivalité admet des intérêts communs. Dans les relations économiques par exemple, chaque partenaire peut avoir avantage à commercer avec l'autre. Il y a aussi un domaine qu'on pourrait appeler celui « des différences convergentes ». Même si la stabilité n'est pas un souci commun, elle laisse sa place à un certain art politique : la poursuite d'objectifs compétitifs par chacun des partenaires est en fait favorisée lorsque la modération domine la scène internationale.

Des deux côtés, on doit éviter de prendre des risques excessifs et de pousser la confrontation au point où il n'y aurait de choix qu'entre reculer de façon humiliante ou jouer avec le feu. Les deux parties trouvent au moins un certain avantage au statu quo. Les Soviétiques défendent celui-ci quand il concerne les territoires qu'ils ont acquis pendant la deuxième guerre mondiale et leur frontière avec la Chine. Dans plusieurs régions, alors qu'ils pourraient peut-être dans l'idéal souhaiter un renversement de tendance à leur profit, leur crainte d'une réaction américaine les amènent à préférer le statu quo à l'agitation que pourrait provoquer une telle réaction (d'où la prudence soviétique en Iran). Leur participation limitée à l'économie mondiale, et celle de leurs satellites, a été tout de même suffisante pour les retenir de faire des gorges chaudes de « la crise du système capitaliste » lors de la récession qui suivit 1973. Aujourd'hui, ils ont eux aussi avantage à ce que l'inflation mondiale ralentisse.

Autrement dit, s'il est sans doute vrai que les efforts déployés par les Soviétiques pour accroître leur puissance et leur influence vont se poursuivre sans faiblesse, la prudence - dictée par le désir commun de survivre, de progresser et de jouir de la prospérité économique - devrait leur faire adopter un comportement un tant soit peu rationnel et prévisible, ce qui distingue nettement l'URSS de l'Allemagne nazie. L'Union Soviétique est une grande puissance, mais c'est aussi une bureaucratie absurde ; à ce double titre, elle n'éprouve aucun enthousiasme pour les crises soudaines. De nombreuses crises, au cours desquelles le Kremlin a été soupçonné de pousser ses pions, ont été en fait des périodes où il a cherché à calmer les choses (par exemple, la crise jordanienne de 1970). C'est précisément à cette prudence que l'Union Soviétique doit d'avoir perdu l'amitié de l'Egypte en 1972.

L'intérêt qu'ont les deux supergrands à faire preuve de modération tient à une autre raison : ils souhaitent limiter la capacité des pays tiers de les manipuler, ou d'agir entièrement hors de leur contrôle. Les Etats-Unis ne devraient pas essayer d'obtenir des Soviétiques qu'ils contrôlent

leurs « clients » lors de conflits régionaux, car aucune des deux superpuissances n'est toujours en mesure de le faire. Les alliés ont leur propre volonté, et la tentative même risquerait de saper la crédibilité des engagements pris par une superpuissance envers eux ; c'était là une des erreurs de la détente vue par Kissinger. On devrait s'efforcer d'obtenir des Soviétiques qu'ils se désolidarisent de leurs clients lorsque ceux-ci vont trop loin ou agissent trop imprudemment.

Le second principe est que les Etats-Unis devraient s'efforcer de définir non pas les règles du jeu, mais les règles des différents jeux qui vont se poursuivre de par le monde. Ce n'est pas une simple question de mots. Espérer en un jeu commun - autre caractéristique de la politique de détente de Kissinger - conduit inmanquablement à des frustrations et comporte le risque permanent de voir s'effiloche le réseau de liens déjà tissés, puisque toute nouvelle apparition d'un type de comportement « non conforme aux règles » de la part des Soviétiques appelle des sanctions.

Il faut s'attendre que l'URSS poursuive son jeu, mais les Etats-Unis devraient essayer de les amener à le jouer d'une manière plus acceptable. Répondre à cela que le jeu de Moscou est en soi inacceptable est une position morale, non une proposition politique, puisqu'il n'y a pas moyen d'obliger les Russes à s'arrêter.

Ce qu'il faut donc c'est trouver quel terrain d'entente peut exister entre les buts divergents poursuivis par les deux partenaires en matière de doctrines stratégiques, d'hypothèses politiques et d'objectifs d'action, de manière à organiser la coexistence de stratégies concurrentes (cela implique-t-il que les Etats-Unis doivent permettre aux Soviétiques de mener leur jeu dans les Caraïbes tandis qu'eux ont la latitude de « jouer » en Europe de l'Est ? Oui, pourvu que le souci légitime de la sécurité de chacun rende les deux parties prudentes lorsque sur le territoire de l'autre).

Cette situation entraîne plusieurs conséquences évidentes. Tout d'abord, la nécessité de maintenir les équilibres de puissance globalement et régionalement afin d'empêcher le rival de fermer à l'autre et à son jeu une zone géographique quelconque, soit directement par la force, soit par un chantage politique fondé sur une position dominante. Mais le niveau de violence de la compétition doit être réduit. Les deux adversaires doivent parvenir peu à peu à définir ce qui est acceptable en matière de moyens et de zones. C'est précisément ce que les arrangements Américano-Soviétiques de 1962 sur Cuba tentaient de faire, et ce qui a encore été précisé par l'affaire Cienfuegos de 1970. La compétition doit aussi s'éloigner le plus possible du terrain de la confrontation pour gagner celui de la coopération. La concurrence peut prendre bien des formes :

depuis la confrontation directe jusqu'à la coopération. A long terme, les Américains ont intérêt à se rapprocher de cette extrémité du spectre, car bon nombre de questions vitales ne peuvent pas être traitées sans une participation soviétique. Une certaine densité des relations économiques, où les Soviétiques ont des intérêts, est nécessaire pour que les effets de liens entre plusieurs questions puissent jouer à plein (par exemple, le lien entre l'aide économique occidentale et le comportement soviétique à l'extérieur ; un lien explicite visant le comportement soviétique à l'intérieur n'est sans doute pas possible). Les accords de contrôle des armements stratégiques ne devraient pas être expressément rattachés à quoi que ce soit. Mais ils ne progresseront que si les supergrands sont capables d'organiser leur rivalité de manière moins antagonique. Aussi longtemps que la coopération sera représentée essentiellement par les SALT, un poids trop lourd pèsera sur cette passerelle qui restera exposée au contrecoup des échecs et des confrontations.

La spirale dangereuse

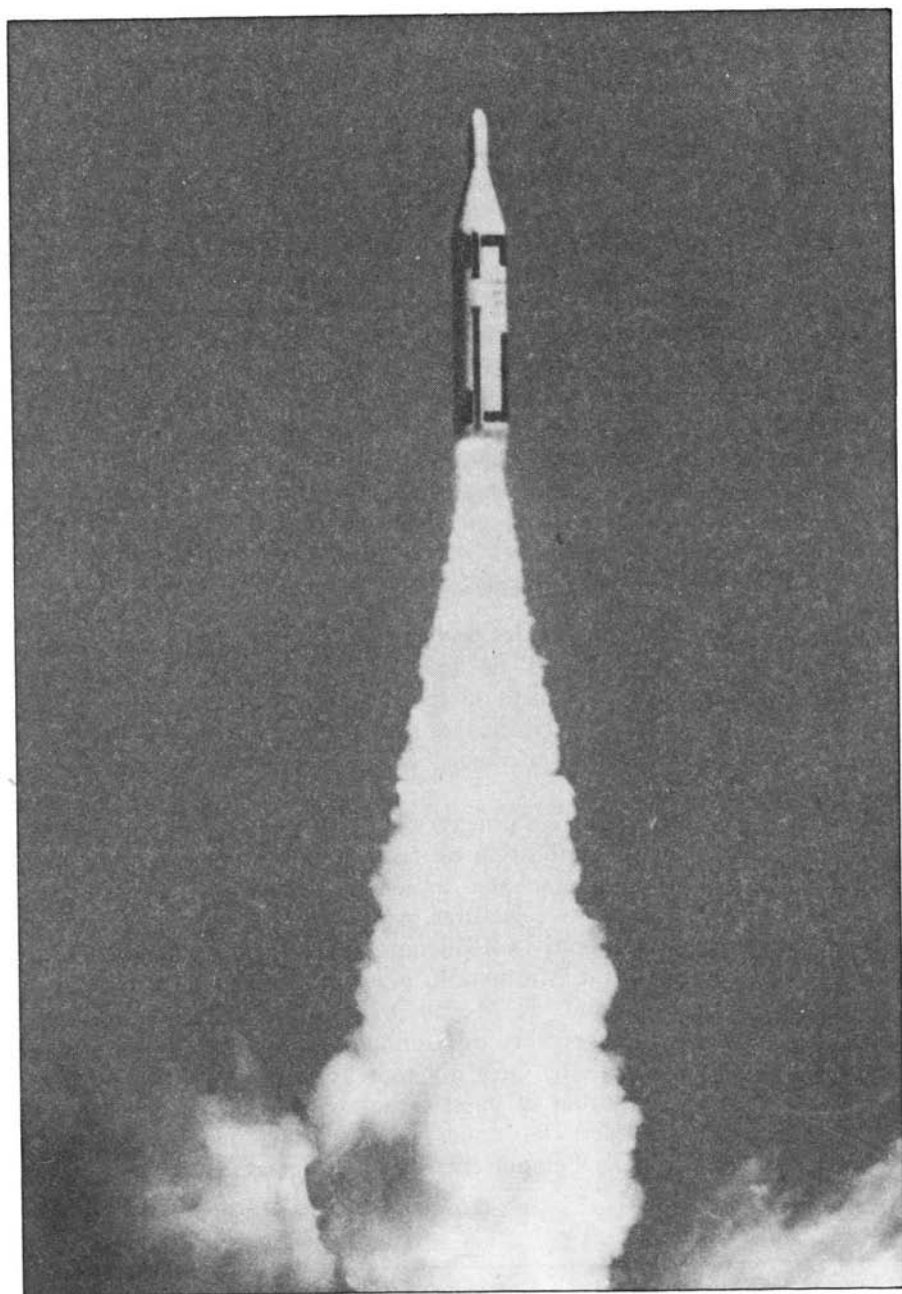
C'est précisément parce que les Soviétiques sont les rivaux principaux des Etats-Unis et les auteurs de troubles qu'une telle politique est vraiment importante. S'ils avaient la même doctrine stratégique que les Américains, une panoplie de règlements aussi lourde que SALT II serait superflue : des arrangements informels, des décisions parallèles relatives aux forces armées suffiraient.

Comment faut-il appliquer ces principes ?

Le premier domaine d'application est celui du contrôle des armements. Pour ce qui est de la course aux armements classiques, on doit se contenter d'objectifs modestes : mesures propres à renforcer la confiance au cours de conversations pour la Réduction Réciproque et Equilibrée des Forces (MBFR) ; échanges d'informations pouvant ultérieurement conduire à des limitations en Afrique, au Moyen-Orient et dans l'Océan Indien, zones où devront être recherchées des solutions politiques. Pour ce qui est des armes nucléaires, Leslie Gelb n'a sans doute pas tort de dire que des négociations aussi longues et aussi complexes que SALT II ne sont pas la meilleure méthode : les coûts politiques (et même les coûts militaires, tels que le MX) l'emportent sur les avantages (1). Cependant,

(1) Leslie H. Gelb « A Glass half full », *Foreign Policy* 36 (automne 1979).

Futuribles Mai 1980



grâce à SALT II, il devrait être plus facile pour les deux parties de concentrer leurs efforts sur des négociations plus courtes.

Il faut s'occuper sans tarder de la question controversée de la vulnérabilité des missiles basés au sol. Il faut se garder cependant de poursuivre la chimère d'une guerre nucléaire de représaille en voulant prolonger la durée de vie et l'invulnérabilité de tels missiles. Ce qui retiendrait en effet les Etats-Unis d'attaquer les villes de l'Union Soviétique en cas de crise n'est pas la supériorité nouvelle de l'URSS en matière de missiles lourds et de puissance de feu, mais bien la vieille peur des représailles contre les cités américaines. La vulnérabilité est réciproque. En revanche, les scénarios qui prévoient une longue guerre nucléaire de représailles épargnant les agglomérations sont par nature dangereux : à mesure que la précision des missiles augmente de part et d'autre, la tentation grandit chez l'adversaire de porter le premier coup. Finalement, les deux superpuissances devront choisir entre créer des systèmes mobiles coûteux qui ne garantiront peut-être pas l'invulnérabilité (et risqueraient de compliquer beaucoup la vérification du contrôle des armes), et prévoir l'abandon progressif pur et simple des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). Etant donné que l'arsenal soviétique est constitué en grande partie de missiles de ce type, une telle mesure toucherait l'URSS beaucoup plus durement que les Etats-Unis, et ce fait devrait être négociable.

Il y a aussi la question des forces nucléaires du théâtre d'opérations en Europe. Léonid Brejnev a offert récemment de réduire le nombre des armes nucléaires de moyenne portée déployées dans la partie occidentale de l'Union Soviétique à la condition qu'aucune arme nouvelle ne soit mise en place en Europe occidentale ; on voit par là que pour que Moscou soit prêt à négocier des limitations au déploiement de ses nouveaux missiles à moyenne portée, il a fallu que les alliés commencent à envisager de déployer en Europe occidentale des missiles capables d'atteindre l'Union Soviétique mais qu'il n'a pas été nécessaire d'attendre que ces engins soient effectivement en place. L'offre soviétique ne retire rien au bien-fondé des arguments avancés en faveur de ces déploiements, mais elle doit être accueillie comme une première étape dans un marchandage plutôt que rejetée comme une ruse visant à diviser et à retarder les efforts alliés. En réalité, elle tient des deux. Moscou souligne que ses nouvelles armes ne font que remplacer d'autres plus anciennes ; l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pourrait proposer de retirer certains des systèmes existant dans les zones avancées tout en continuant la production des Pershing II (les missiles de croisière lancés du sol sont contestables).

Cependant le niveau des armes déployées finalement par l'OTAN devra être très clairement lié au niveau des forces soviétiques. La négociation sera difficile, car le Kremlin voudra y inclure non seulement les forces nucléaires américaines du théâtre d'opérations, mais également les forces nucléaires stratégiques britanniques et françaises. Les Soviétiques ont toutefois compris que, sans concessions de leur part, ils n'avaient aucune chance d'exploiter la résistance politique qui existe en Europe de l'Ouest à l'encontre de nouveaux efforts OTAN.

Quelle que soit leur portée, les accords sur le contrôle des armes nucléaires doivent être jugés selon leurs mérites propres. L'idée de lier explicitement de tels accords à « un bon comportement » soviétique ne mérite pas qu'on s'y attarde. Elle donne à penser que ces accords servent davantage les Soviétiques que les Américains, ce qui est faux. Elle laisse supposer également qu'ils touchent à ce point l'intérêt soviétique que les Américains pourraient s'en servir pour faire pression sur leurs adversaires et les amener à accepter le concept américain de stabilité et de modération sur le plan international. On voit mal comment une nation qui n'a jamais renoncé à faire basculer en sa faveur la « corrélation des forces » mondiales pourrait tout d'un coup s'y résigner en échange d'une limitation des armements où les deux parties trouvent leur compte. Par ailleurs, les Etats-Unis ne voudront pas abandonner la poursuite d'avantages unilatéraux, dans le cadre par exemple du processus de paix entamé au Moyen Orient ou de leurs relations avec la Chine ; en outre, ils seraient violemment contre toute tentative des dirigeants soviétiques de conditionner le contrôle des armes nucléaires stratégiques ou la coopération soviétique aux efforts de non-prolifération, à un comportement américain répondant à des normes définies par Moscou. Kissinger, qui avait pris ses fonctions avec des vues bien arrêtées concernant cet amalgame, devint par la suite le défenseur le plus convaincant de l'idée qu'un intérêt commun au contrôle des armements s'opposait à toute idée de lier SALT à quoi que ce soit d'autre. Il y a tout de même un lien implicite : si les Soviétiques secouent le bateau trop fort, il leur sera impossible d'amener le Sénat et l'opinion publique des Etats-Unis à accepter des accords sur les armements qui paraissent incompatibles avec un tel comportement.

Un second domaine d'application de nos principes est celui des relations économiques. Beaucoup d'arguments peuvent être avancés en faveur du raisonnement tenu au début des années 70 : les Soviétiques s'efforcent de préserver le plus haut degré d'autarcie possible et de protéger l'indépendance de leurs décisions politiques : même dans ce cas, plus les liens Est-Ouest augmentent - avec eux la dépendance dans des domaines tels que les céréales, la technologie et même le pétrole - et plus

ce contrôle devient malaisé. C'est à l'équipe dirigeante de Moscou qu'incombe le choix difficile entre les coûts incertains d'une participation plus poussée et les avantages tangibles qui en découlent. Cette participation, si elle s'accroît et aussi longtemps qu'elle durera, pourrait conduire à un comportement plus modéré à l'étranger dans les domaines politique et militaire. Les tentatives pour définir clairement un tel lieu peuvent aisément échouer, car l'URSS n'est certainement pas prête à changer ses habitudes de gouvernement à l'intérieur ou à laisser passer une occasion politique à l'extérieur, sous la simple menace de sanctions économiques ou contre la possibilité de recevoir des céréales ou de la technologie de l'Ouest. Cependant, le désir d'augmenter les échanges commerciaux, de bénéficier de crédits ou de transferts de technologie, enfin de remédier à certaines lacunes de leur système de production peut très bien inciter les dirigeants soviétiques à poursuivre la compétition d'une manière qui ne les expose pas au risque de représailles économiques. Les avantages qu'ils retirent de l'achat de produits et de l'obtention de crédits d'origine américaine pourraient les amener à être plus souples et moins provocants dans leur recherche de gains locaux. Il est possible qu'un processus d'auto-discipline ou « d'auto-amalgame » s'amorce alors.

Les adversaires de ce point de vue font valoir qu'en échange d'un simple espoir de modération, l'Ouest dans ces conditions travaillerait en fait au renforcement de l'économie soviétique et donnerait à Moscou la possibilité de consacrer davantage de ressources à la compétition militaire. Cependant, on est encore très loin du moment où les échanges américano-soviétiques ou les crédits accordés par les Etats-Unis à l'URSS atteindront un niveau propre à justifier ces craintes. Et alors que les Etats-Unis peuvent aller jusqu'au point où l'auto-discipline soviétique commence à être intéressante on peut être sûr - compte tenu de l'insuffisance des exportations soviétiques et de la volonté de Moscou de conserver une semi-autonomie à son système économique - qu'ils s'arrêteront dans cette voie avant d'avoir pu donner raison aux anxieux.

En outre, des années de relative autarcie n'ont pas empêché l'Union Soviétique de se lancer dans la compétition qui atteignait son point culminant au moment où son économie était au plus bas. Un apport de technologie étrangère a plus de chance d'exacerber les contradictions économiques que de faciliter la vie des dirigeants de l'URSS. Pourquoi le commerce et l'aide de l'Occident seraient-ils moins déstabilisants pour l'économie soviétique que pour toute autre économie en voie de développement ?

Le troisième domaine est celui des conflits régionaux. C'est le plus délicat et le moins prometteur. Les deux supergrands sont vulnérables,

en ce sens qu'ils peuvent être manipulés par des clients agissant directement ou par personne interposée. Alors que des crises ont été évitées dans les zones de contact immédiat, comme l'Europe où le risque d'escalade est de toute évidence élevé et la marge d'erreur étroite, le plus grand danger existe dans les zones « hachurées sur la carte » où l'on ne sait pas toujours précisément quelle est l'importance de l'engagement qui lie l'une des superpuissances à tel ou tel de ses clients, ni quelle sera la réaction de l'autre. Ces zones sont les suivantes : Moyen Orient où la dynamique du problème de l'énergie, les risques de troubles sociaux et le conflit israëlo-arabe non résolu peuvent entraîner les supergrands dans la spirale dangereuse ; Afrique Australe, surtout si les Cubains y restent ; et, peut-être avant tout, Asie de l'Est en raison des rapports de la Chine avec le Cambodge et de son hostilité au Vietnam, de l'engagement soviétique aux côtés du Vietnam et du désir des Etats-Unis de ne pas voir la Chine affaiblie.

Il est un autre péril, de nature moitié économique, moitié politique. Les Etats-Unis sont inévitablement la cible des nations et des forces qui cherchent à se libérer d'un état de dépendance antérieur ou à renverser un régime tyrannique, et qui se heurtent à une résistance américaine, ou à des obstacles créés par la présence américaine sur leur sol ou à l'aide américaine accordée à leurs ennemis. C'est ce qui s'est déjà passé pour l'Iran, l'Ethiopie, l'Amérique centrale, le Chili et en partie pour le mouvement palestinien. Le monde regorge de candidats prêts à lancer de tels défis. C'est là que les possibilités pour l'Union Soviétique de tirer parti de la situation sont les plus grandes.

Il faut aussi mentionner le danger de la prolifération nucléaire. La plupart de ceux qui aspirent à posséder l'arme nucléaire - le Pakistan, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, le Brésil, l'Argentine et Taiwan - se trouvent sur le côté occidental de la ligne de démarcation Est-Ouest. Si ces Etats (ou d'autres, par exemple des pays arabes) arrivaient à leurs fins, il s'ensuivrait une plus grande fragmentation et une plus grande instabilité régionales puisque les conditions qui ont maintenu l'équilibre de la terreur entre les deux superpuissances n'existent pas partout. Cela signifierait aussi un nouveau recul du pouvoir de contrôle et de l'influence exercés par les Etats-Unis ; ce qui à son tour provoquerait de dangereuses réactions chez les dirigeants américains, surtout si l'URSS en profitait pour essayer de pêcher dans ces eaux troubles. Toutefois, la politique de non-prolifération des armes nucléaires ne fait pas à proprement parler partie du contentieux américano-soviétique, étant donné que la coopération a été bonne jusqu'ici dans ce domaine.

Une politique d'équilibre

En ce qui concerne les conflits régionaux, nous devons distinguer les zones où les intérêts soviétiques et américains s'affrontent vraiment, de celles où ils ne s'affrontent pas.

En Extrême Orient, le grand succès américain de ces dernières années - la réconciliation avec la Chine et sa reconnaissance - est aussi source de risques et de difficultés. Les Américains ont atteint un point où ils doivent choisir entre deux directions très différentes : une alliance mondiale contre les Soviétiques, que souhaiteraient les dirigeants Chinois, ou un délicat jeu d'équilibre entre Moscou et Pékin. C'est ce dernier qui devrait constituer l'objectif à atteindre. L'autre politique ne manquerait pas d'être interprétée par Moscou comme une provocation, grave et délibérée. Dire cela n'est pas plaider l'apaisement ; mais une telle alliance anti-soviétique ruinerait les chances actuelles d'une « compétition coopérative » entre Washington et Moscou.

Cette alliance n'est ni requise, ni proportionnelle aux types de défis lancés aux Etats-Unis par l'Union Soviétique. Elle provoquerait une solidarité sino-américaine artificielle et la politique américaine serait identifiée aux objectifs chinois bien au-delà de ce qui est sage ou nécessaire. Il n'est pas de l'intérêt de l'Amérique d'embrasser tous les projets chinois ou d'encourager l'escalade de l'hostilité chinoise vis-à-vis de Moscou.

Le problème, d'une politique d'équilibre réside dans le fait que de nombreux facteurs paraissent inciter Washington à adopter une politique d'alliance. Les Etats-Unis ont avantage à protéger et à développer des relations bilatérales, difficilement rétablies après une si longue interruption. L'attitude soviétique est un souci commun à Washington et Pékin, de même que l'intérêt commun est d'empêcher Moscou d'attaquer la Chine et Hanoï de s'étendre davantage. Il existe également le désir d'encourager la Chine à tolérer Taïwan. L'Association des pays du Sud-Est Asiatique est préoccupée par le Vietnam au point d'oublier ses craintes traditionnelles à l'égard de la Chine et d'encourager Washington à nouer des liens avec Pékin. En outre, la Chine peut créer des situations susceptibles d'inciter les Etats Unis à resserrer leurs liens plus qu'ils ne le souhaiteraient, soit par une action directe (comme des attaques contre le Vietnam), soit par un subtil chantage (comme des pourparlers avec les Soviétiques).

En fait, les Etats-Unis devraient bien se prémunir d'une manipulation par la Chine. On peut faire valoir que c'est ce qui s'est précisément passé en 1978 : le calendrier suivi par Pékin pour accepter une formule de reconnaissance, qui avait été mise au point beaucoup plus tôt, avait

un double objectif : interrompre le dialogue américain avec Hanoï au moment même où les Vietnamiens n'insistaient plus sur les réparations économiques et sur un report de SALT II.

L'équilibre mathématique n'est pas nécessaire. Si le critère de l'amendement Jackson-Vanik - la libre émigration - est rempli par la Chine et non par les Soviétiques, il est difficile de refuser à la Chine la clause de la nation la plus favorisée, simplement parce que l'Union Soviétique ne peut en bénéficier. Mais les Etats-Unis doivent faire preuve d'une très grande prudence. Washington ne doit pas se contenter de dire à Pékin qu'il désapprouve les opérations contre Hanoï. Il doit préciser que de telles actions renforceraient la dépendance d'Hanoï vis-à-vis de Moscou et que Pékin ne pourrait compter sur des secours de sa part si des interventions chinoises incitaient Moscou à attaquer la Chine.

L'assistance militaire à la Chine représente un autre problème. L'actuelle politique est sage et les Etats-Unis ne devraient pas encourager leurs alliés à fournir une telle assistance, sauf en ce qui concerne les armes strictement défensives. Le risque d'une assistance militaire occidentale à la Chine dissuade beaucoup plus les Soviétiques d'attaquer la Chine que ne le ferait le réarmement même de la Chine (dissuasion qui, cependant, pourrait cesser d'opérer en cas de mouvements massifs de la Chine contre le Vietnam, obligeant l'Union Soviétique à choisir entre une action militaire et une dramatique perte de face ou de puissance). Ce qui a empêché l'URSS de menacer la Chine fut la conjugaison de cette dissuasion et de la capacité de la Chine d'infliger de lourds dommages aux villes soviétiques. Les forces nucléaires chinoises sont limitées, mais peuvent cependant résister partiellement à une première attaque.

La Chine a intérêt à jouer la carte américaine. Mais l'Amérique n'a pas intérêt à jouer la carte de la Chine jusqu'au bout. Elle ne devrait pas inciter les Chinois à attendre plus qu'elle ne peut donner. Le contraire préparerait le terrain pour de futurs ressentiments chinois contre la dépendance ou pour l'espèce de dislocation sociale que la modernisation de type occidental engendre. Washington et Pékin n'ont pas d'intérêts identiques en Asie du Sud-Est, où certains amis des Américains pourraient entrer en conflit avec Pékin au sujet des ressources off-shore. Washington n'a certainement pas intérêt à inciter les Soviétiques à s'armer davantage ou à favoriser les faucons de la direction soviétique par un rapprochement avec Pékin. Un rapprochement sino-soviétique n'interviendra pas parce que les Etats-Unis ne soutiennent pas suffisamment la Chine. Il existe assez de points de désaccord entre Moscou et Pékin pour empêcher une nouvelle alliance. Mais s'il devait y avoir un désamorçage des différents

frontaliers sino-soviétiques, une réserve politique réciproque et même éventuellement des accords sur le contrôle des armements, Washington devrait s'en réjouir, surtout s'il s'attachait dans le même temps à accroître la solidité de ses propres liens avec Moscou.

Au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique Latine, bien que les objectifs américains et soviétiques restent antagonistes, une certaine coopération devrait être possible. Pour les Etats-Unis, le meilleur moyen de limiter l'influence soviétique est de favoriser des conditions dans lesquelles les acteurs locaux ne seront pas enclins à se tourner vers Moscou ; dans cette éventualité, il sera dans l'intérêt de Moscou de ne pas se tenir à l'écart, afin de conserver quelque possibilité d'influence. Et, dans cette conjoncture, les raisons américaines d'exclure formellement Moscou des efforts diplomatiques des Etats-Unis seront beaucoup moins contraignantes ; il sera dans l'intérêt des Etats-Unis de ne pas fournir aux Soviétiques des excuses ou des occasions pour saper les efforts de Washington.

La rivalité soviéto-américaine n'étant précisément qu'un aspect des nombreux conflits locaux ou d'une agitation interne, la manière dont les Etats-Unis appréhendent le conflit ou réagissent à l'agitation, doit être déterminée par les circonstances locales ; elle devrait être fonction de leurs propres intérêts. Ainsi, l'implication soviétique (ou cubaine) n'est jamais de l'intérêt américain, mais elle ne devrait pas être suffisante par elle-même pour transformer une zone de moindre importance en une zone majeure de conflits. Surtout, Washington doit éviter la tentation d'apporter un soutien automatique à tout régime ou faction qui s'oppose aux armes ou aux conseillers soviétiques. Une politique de soutien à tous ceux qui déclarent combattre le communisme, rangerait les Etats-Unis aux côtés de clients doublement antipathiques - par rapport aux valeurs américaines (par exemple le régime Somoza au Nicaragua ou le régime Sud-Africain) et par rapport aux perspectives de succès. Des groupes qui réclament une aide soviétique ou cubaine, comme l'organisation de Libération de la Palestine ou le Front Patriotique, ne sont pas de ce fait perdus pour l'influence occidentale. Ils ne sont pas non plus incapables pour toujours de suivre leur propre voie, comme Washington l'a découvert dans ses relations avec le dernier Président de l'Angola, Aghostino Neto, et auparavant avec le Président de la Somalie, Siad Barre. Moscou peut leur fournir les armes dont ils ont besoin pour devenir les participants inévitables d'un processus dans lequel ils peuvent encore espérer gagner un agrément politique et, si ils gagnent, une assistance économique de la part des Etats-Unis. Les Etats-Unis ne devraient pas se laisser aller à la facilité qui consiste à diviser les régimes

entre modérés et radicaux ; maints régimes sont difficiles à étiqueter car leurs attitudes extérieures peuvent ne pas s'accorder avec les pratiques internes ou parce que leurs politiques étrangères changent avec le temps.

Ainsi, une attitude visant à contenir l'influence soviétique dans le Tiers Monde doit être préventive et indirecte. Evidemment, les Etats-Unis doivent se montrer vigilants vis-à-vis des efforts soviétiques pour subvertir les systèmes politiques et sociaux fragiles, ou pour exploiter des troubles internes (dans la zone du Golfe Persique) ou pour encourager leurs clients à subvertir ou attaquer leurs voisins (comme au Sud Yemen, en Ethiopie ou en Angola). Mais ces problèmes ne nécessitent aucune grande opération : le renforcement de la capacité militaire américaine à intervenir rapidement contre une agression suffit. Des attaques manifestes par des Etats satellites soviétiques, peuvent très bien être traitées par la conjugaison d'une assistance militaire américaine et des mesures de défense régionales. Quant à la subversion des régimes faibles, elle ne peut être évitée par l'utilisation des forces américaines. Washington doit inciter ses propres alliés et ses clients à combattre la corruption, à ouvrir leurs systèmes politiques et à améliorer leurs politiques sociales pendant qu'il est encore temps. Et Washington doit apprendre à lâcher un régime, s'il reste aveugle et sourd et donc excessivement vulnérable. C'est une tâche qui nécessite la plus grande aptitude, car Washington est mal équipé à cet égard, étant donné la concentration de menaces militaires, les tâches quotidiennes du développement économique et la réticence américaine à intervenir en donnant de tels conseils. Mais c'est précisément parce qu'une présence ou une assistance américaine (militaire ou économique) engendre souvent des ruptures sociales ou une aliénation culturelle et favorise l'agitation politique, que Washington doit devenir plus actif et moins timide. La même stratégie indirecte impose aux Etats-Unis de développer des relations amicales avec les nouveaux régimes qui peuvent sembler de gauche - quel régime qui a renversé une tyrannie n'apparaît pas de gauche ? - régimes dont les orientations extérieures pourront-être encore dans une large mesure modelées par l'attitude américaine.

Une double stratégie

Les axes suggérés ici diffèrent à la fois de la course erratique de l'administration Carter dans les relations sino-américaines et de la politique de détente de Kissinger. On doit ne nourrir aucune illusion sur la capacité des grandes puissances à minimiser ou régler des conflits régionaux, sur leur volonté ou leur capacité à renoncer à des avantages

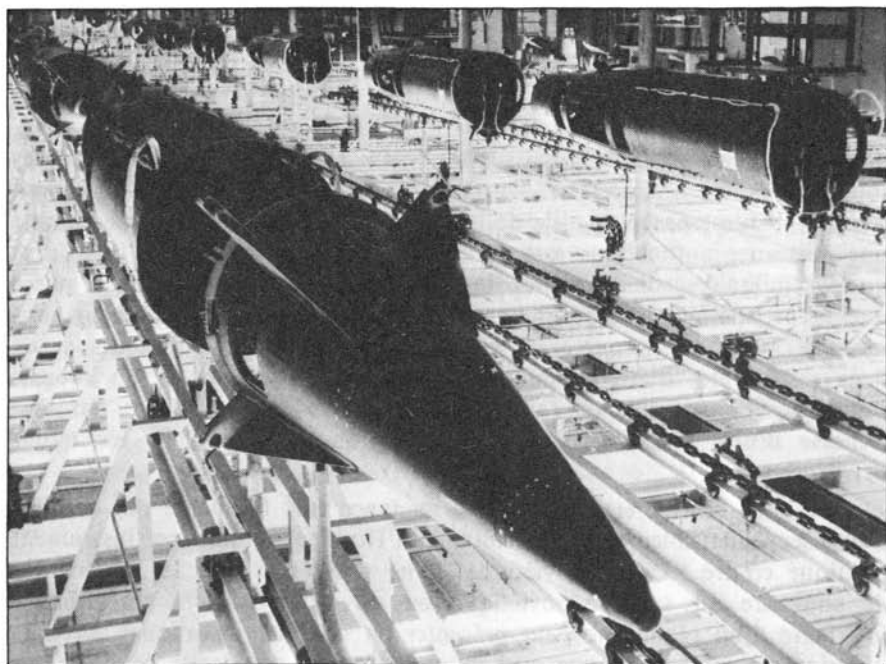
unilatéraux dans les affaires internationales, sur l'opportunité d'établir des amalgames (*linkage*) et sur le succès qu'aurait un difficile maniement de sanctions et récompenses pour faire adhérer les Soviétiques aux notions américaines de stabilité. Cependant l'accent est ici mis sur les conditions que devrait remplir Washington pour rendre possible cette stratégie.

Cela nécessite un climat politique qui n'existe certainement pas aujourd'hui. Cela nécessite également de la suite dans les idées. Même les paranoïaques ont des ennemis réels et les Etats-Unis devraient éviter d'alimenter la paranoïa soviétique, car l'objectif essentiel de la politique proposée, consiste à rendre plus prévisibles les affaires internationales - à minimiser les risques, sinon à maximiser le contrôle - pour les superpuissances. Les Etats-Unis ne peuvent influencer la manière dont l'URSS utilise sa puissance hors de ses frontières - et peut être même le résultat de ses débats internes - qu'en faisant preuve d'esprit logique. Bien qu'il serait naïf de prétendre que l'Amérique peut offrir aux Soviétiques une « donne » globale, elle pourrait leur montrer qu'elle possède une politique générale moins contradictoire que les affirmations initiales de Carter, moins décousue que lors de ces derniers développements et moins bismarckienne que celle de Kissinger.

L'abandon d'attitudes obsolètes et de la nostalgie, constitue une autre nécessité. Le regret de la suprématie perdue, qui s'accompagne paradoxalement de l'envie de « baisser les bras » et du fallacieux souvenir des jours dorés où l'Amérique « prédominait », ne sera pas d'un grand secours. Il n'est pas plus utile de ne considérer l'Union Soviétique comme une puissance authentique que dans le domaine militaire, à la fois parce que les militaires sont capables de projeter une ombre politique et parce que la prédominance économique américaine n'est pas un bonheur sans mélange. C'est une source de contraintes, un ensemble d'atouts et de liens susceptibles d'être manipulés par d'autres et une cause de jalousie - une très bonne cible en fait, quand les Etats-Unis n'utilisent pas leur richesse d'une façon que pourraient approuver les nations les moins privilégiées.

Il faudra écarter également cette tendance très fréquente qui consiste à utiliser ostensiblement les droits de l'Homme comme un instrument politique contre l'Union Soviétique. Il ne s'agit pas pour les Américains de souscrire au système soviétique ou de croire que la performance intérieure d'un régime ne peut présenter un intérêt international. Mais la question-clé concernant une authentique stratégie des droits de l'Homme (par opposition aux rodomontades réthoriques ou de circonstances) est la suivante : comment peut-on, de l'extérieur, promouvoir le mieux les droits de l'Homme et enrayer leur violation ? Si une mise à l'épreuve

systematique de l'URSS à propos des droits de l'Homme pouvait de quelque manière aider les dissidents, les Juifs ou les autres victimes du système, on pourrait alors prétendre que les coûts - occasions perdues de collaboration et aggravation de tensions - en valent la peine. Mais ce n'est pas le cas. Le donnant-donnant n'améliore la condition de personne. Bien qu'une « compétition coopérative » ne puisse garantir l'émergence d'un régime plus humain, le retour à des guerres de propagande et une politique de sanctions a les plus grandes chances de durcir le régime soviétique. Il restera toujours un lien implicite, comme dans le cas des relations économiques. Et des individus ou des organisations (comme les associations scientifiques) peuvent être beaucoup plus efficaces - par des pressions directes ou d'éventuels boycotts - que le gouvernement américain. En tout cas, il n'y a pas contradiction entre le souci des droits de



l'Homme et une politique de coopération : la paix est un droit de l'Homme et les efforts en faveur des droits de l'Homme ne peuvent avoir une chance de succès que si se développent courtoisie et communication entre les Etats.

La nécessité la plus difficile à satisfaire est de poursuivre une double politique, pour mener dans le même temps compétition coopérative et confrontations, et les mener même quand, à un moment donné, les Etats-Unis semblent devoir faire face à plus de défis que de collaboration. C'est dans de tels moments que les arguments contre la coopération semblent les plus convaincants et que les défenseurs de la politique proposée ici seront le plus acculés à la défensive. Ils seront accusés de naïveté, on leur rappellera Munich et on les sommerá d'user de ces instruments traditionnels du pouvoir que constituent sanctions, boycotts, et alliances pour rétablir l'équilibre. Il n'est pas aisé de convaincre le public et le Congrès de la sagesse d'une double politique, puisque les bénéfices ultimes d'une compétition coopérative sont soit négatifs (réduction des risques), soit différés (plus grande réserve des Soviétiques dans la manière dont ils pratiquent leur jeu). Ils ne peuvent manquer d'apparaître limités, puisque les Soviétiques joueront encore leur propre jeu, pas celui des Américains.

Ainsi une fois de plus se pose la question de la compatibilité des institutions et aspirations américaines avec la mise en place d'une politique à long terme et complexe. A court terme, les attitudes héroïques ou, au mieux, les tentatives de coopération sans continuité et facilement populaires (comme l'interdiction des expériences nucléaires de 1963 ou le premier accord SALT), sont des paris sans conséquences pour les dirigeants américains. La politique suggérée ici est beaucoup plus difficile à mettre en œuvre et, bien sûr, à vendre. Et l'on peut encore rêver d'un président qui serait capable d'expliquer à l'opinion publique américaine pourquoi une telle stratégie est adéquate, pourquoi on ne doit pas en espérer de résultats spectaculaires et en quoi elle constitue le meilleur des choix. Nixon a trop vanté sa politique de détente. Carter a simultanément négligé d'éduquer l'opinion publique et a simplement juxtaposé des opinions contraires émises par des collaborateurs concurrents. Plus de chance la prochaine fois ?

La diplomatie américaine entre Moscou et Pékin

A la recherche d'un nouveau rapport de forces

Vladimir Reisky de Dubnic (1).

La politique d'équilibre entre l'URSS et la Chine menée jusqu'ici par la diplomatie américaine a été un échec, dans la mesure où elle n'a pas mis un terme à l'expansionnisme soviétique, comme en porte dramatiquement témoignage l'invasion de l'Afghanistan.

Cette diplomatie, qui a visé à préserver à tout prix la détente entre les deux super-puissances, n'a en fait profité qu'à l'URSS qui a su en tirer des avantages stratégiques importants sans faire aucune concession en contrepartie.

Pour Vladimir Reisky de Dubnic, à cette politique grosse de menaces pour la paix du monde, doit se substituer une politique de coopération avec la Chine, notamment dans le domaine des armements stratégiques. Cette alliance sino-américaine est la seule susceptible d'enrayer la menace soviétique et la seule qui se présente comme garante du long terme. Cette approche est totalement opposée à celle que développe Stanley Hoffmann dans ce même numéro. Le rapprochement des différents arguments illustre les difficultés dans lesquelles se débattent les États-Unis pour raffermir la ligne de leur diplomatie.

(1) Department of Government and Foreign Affairs. University of Virginia.

Traduction : Guy Poquet.

En recherchant sécurité ou influence, les grandes puissances visent davantage la prédominance que l'équilibre des forces. A l'époque de la prolifération nucléaire, c'est même une très lourde tendance qui rend moins prévisible les termes de cet équilibre.

La politique étrangère soviétique est principalement caractérisée par la recherche d'un changement en sa faveur dans le rapport global des forces. L'intérêt vital des États-Unis est d'empêcher un tel changement. Un nombre élevé de pays considère que l'expansionnisme soviétique constitue un grand danger pour cet équilibre général et pour le maintien de la paix. Cette perception de l'hégémonisme soviétique fut la cause principale de la faille (2) dans l'alliance sino-soviétique et de ses conséquences. Ce fut aussi une des raisons qui rendit impossible la création d'un système de sécurité européen fondé sur le strict respect des souverainetés nationales. Le partage de l'Europe fut la conséquence directe des politiques soviétiques d'hégémonie. Les alliances soviétiques en Europe et dans le monde en développement n'ont pas favorisé le relâchement des tensions. Elles conduisirent soit à la satellisation, soit à un échec, comme ce fut le cas avec la Yougoslavie, l'Égypte et la Somalie. La politique de détente des États-Unis n'a pas atténué l'agressivité soviétique. A long terme, la détente — si elle ne devait pas devenir synonyme de paix — ne pourrait coexister avec l'expansion. Les États-Unis ont dû élaborer de nouvelles politiques. Seul un changement fondamental dans le rapport général des forces semble susceptible d'inciter l'Union Soviétique à l'abandon de son expansionnisme.

L'entrée d'une Chine, dotée de l'arme nucléaire, dans la politique mondiale, apporta une nouvelle dimension au système international. Les Chinois étaient concernés par les intentions de leur voisin du Nord. Trois facteurs poussèrent la Chine à rechercher des alliés : la doctrine Brejnev prônant le droit des pays socialistes à intervenir dans les affaires intérieures d'un autre pays socialiste, les incidents de frontières sino-soviétiques culminant avec la bataille sur le fleuve Ussuri, et les termes d'un plan soviétique de contingentement visant à faire une attaque nucléaire préventive contre les installations nucléaires chinoises (3).

(2) La direction du parti soviétique, en 1958, a « formulé des demandes non raisonnables visant à mettre la Chine sous contrôle militaire soviétique ». *Pékin Review*, 13 septembre 1963.

(3) La menace fut considérée comme sérieuse par Henry Kissinger. Nixon et Kissinger pensaient que dans l'éventualité d'une attaque de la Chine par les Soviétiques, les États-Unis auraient pour « nécessité stratégique », de soutenir la Chine. Henry Kissinger, *White House Years*, Little Brown and Co, Boston, p. 183.

L'objectif déclaré de la Chine fut de monter une coalition contre tout pays recherchant l'hégémonie. Au début et au cours des années 70, quand le monde s'hypnotisait encore sur la détente avec l'Union Soviétique, la diplomatie chinoise réussit cependant, dans les déclarations communes avec certains pays, y compris États-Unis et Japon, à faire mentionner des clauses « anti-hégémonie ». L'Union Soviétique protesta contre de telles clauses, qui lui semblaient relever d'une tentative pour organiser informellement des coalitions anti-soviétiques. Les Soviétiques appréhendèrent qu'une coopération stratégique sino-américaine susceptible de fournir le maillon manquant à la chaîne d'alliances allant des États-Unis à l'Europe occidentale et au Japon, rende possible un réel isolement de l'Union-Soviétique. D'où la question : l'Union Soviétique rechercherait-elle un arrangement équitable sur les problèmes mondiaux qui se posent pour prévenir une telle évolution ? On peut essayer de répondre à cette question en analysant certaines caractéristiques de la politique soviétique et en considérant la diplomatie américaine entre Moscou et Pékin.

Le « sans-concession » de la politique soviétique

Un spectre hante l'Union Soviétique : les États-Unis, le pays technologiquement le plus avancé, s'alliant avec 900 millions de Chinois laborieux, ces voisins qui possèdent 7 395 kms de frontière commune (4). Théoriquement, on pourrait imaginer que les Soviétiques seraient prêts à des concessions majeures pour empêcher un changement aussi fondamental dans le rapport de forces. Mais tel n'est pas le cas. Les Soviétiques pourraient se désengager de Cuba, de l'Afghanistan, de la République Démocratique du Yemen et cesser d'être présents militairement en Afrique pour inciter les États-Unis à abandonner leur rapprochement avec la Chine. Ou bien, ils pourraient essayer de dissuader la Chine de se rapprocher des Américains en lui rétrocédant des territoires acquis par des traités inégaux. Afin que le Japon ne tisse pas de liens trop forts avec la Chine, ils pourraient envisager de lui rendre certaines îles qu'il est avide de récupérer. Pour dissuader l'Europe Occidentale d'établir ses propres liens stratégiques avec la Chine, le retrait d'Europe Centrale constituerait-il un prix trop élevé pour l'Union Soviétique ? Les Soviétiques

(4) Ce chiffre fut cité par Gromyko dans son rapport au Soviet Suprême en juillet 1969. *Pravda*, 11 juillet 1969, selon *Current Scene*, Hong Kong, 1969, n° 17, Carte n° 16. La frontière est longue de 6 700 kms. L'écart avec le chiffre évoqué par Gromyko peut être mis au compte des territoires contestés.

ont semblé croire qu'ils pouvaient prévenir l'encerclement sans en payer le prix. Ils ont espéré — au moins jusqu'en janvier 1980 — pouvoir apaiser les États-Unis en feignant la détente et en acceptant un accord sur SALT II. Ils ignorèrent les sensibilités américaines dans les Caraïbes et les sensibilités chinoises en Indochine. Leurs accords de sécurité avec le Viet-Nam et le traité d'amitié avec l'Inde ne constituèrent pas des gestes susceptibles d'aplanir les problèmes avec la Chine. En guise de retranchement, les Soviétiques optèrent pour l'expansion car l'alliance stratégique informelle États-Unis - Chine susceptible de les dissuader, semblait encore très éloignée. La politique américaine du juste équilibre entre Moscou et Pékin contribue à cette perception. Les Soviétiques n'ont pas pour habitude de faire des concessions à l'avance.

La politique américaine du juste équilibre

La méthode choisie par les États-Unis pour jouer la carte de la Chine n'a pas réussi à cause de la manière dont elle a été jouée (5). L'ouverture américaine à la Chine en 1972 — au grand soulagement des Soviétiques — n'avait pas pour but une éventuelle coalition entre les deux géants. Cette politique semble être motivée par un concept d'équilibre quasi doctrinaire. Les relations américaines avec la Russie et la Chine devaient être équilibrées. Ce n'est pas ce que la Chine désirait. 8 années ont passé sans que Washington réponde positivement au souhait chinois d'établir des liens stratégiques avec les États-Unis. La politique américaine n'était pas équilibrée dans le domaine économique. Les exportations de technologie sophistiquée allaient plutôt vers la Russie que vers la Chine. Il y avait des raisons techniques à cela, mais aussi des motifs politiques. L'administration Nixon agissait en se fondant sur le concept de liens. On espérait que davantage de commerce et de transferts technologiques conduirait à des concessions soviétiques ou au moins à un ralentissement de la compétition politique. La politique d'inclinaison économique vers les Soviétiques dura jusqu'en 1980. En ne jouant pas la carte de la

(5) L'accord sur Berlin passe quelquefois pour des concessions soviétiques, qui seraient le résultat des subtiles pressions constituées par les nouvelles relations sino-américaines. Mais les facilités d'accès à Berlin ne sont pas à proprement parler des concessions, puisque le droit d'accès à Berlin était garanti par l'accord de Postdam. On peut penser que le relâchement des tensions sur Berlin trouve sa source dans la volonté des Soviétiques d'améliorer leurs relations avec la République Fédérale d'Allemagne, de laquelle ils sont extrêmement dépendants en matière de transferts technologiques.

Chine, on espérait qu'en gage de réciprocité, les Soviétiques n'utiliseraient pas des crises régionales à leur seul avantage. La diplomatie, en tant que guerre limitée, ne peut atteindre ses objectifs que si les participants respectent la règle du jeu : la contrainte doit être réciproque : il faut clairement savoir que la transgression de cette contrainte entraînera une sanction immédiate et cette sanction ne doit pas être trop excessive. Mais à l'intervention Soviétéo-Cubaine en Angola, les États-Unis ne réagirent pas en intensifiant leurs relations avec la Chine. Le choix de vendre des armes à la Chine fut pris par d'autres pays. Involontairement, Henry Kissinger expliqua en partie pourquoi le « levier » chinois ne fonctionnait pas. « La pression sur les Russes est quelque chose, qu'à l'évidence, nous n'évoquerons jamais explicitement. Les faits parlent d'eux-mêmes » (6).

Les faits de notre nouvelle politique chinoise parlent en effet d'eux-mêmes : voyages, discours et une faible augmentation du commerce. Jusqu'au voyage en Chine de Brezinski, Conseiller du Président pour la Sécurité Nationale, en 1979, et à celui ultérieur du Secrétaire à la Défense Brown, il n'y avait pas grand chose pour préoccuper les Soviétiques. La normalisation des relations diplomatiques et l'accroissement du commerce avec la Chine s'accompagnèrent de prudentes déclarations officielles, selon lesquelles ces relations ainsi que celles qui s'ensuivraient entre les deux pays, n'étaient pas dirigées contre les Soviétiques.

L'impatience des Chinois grandissait, car ils s'intéressaient à des liens stratégiques. Mais ils ne pouvaient percer le mur que constituait la diplomatie de la détente entre Américains et Soviétiques. Le vice-premier ministre chinois Teng dût apporter directement au peuple américain un message de la Chine lors de son voyage aux États-Unis en février 1979 : la Chine était pour l'établissement d'une coalition globale contre l'expansionnisme soviétique. Pendant des années, les partisans d'une politique d'équilibre prétendaient que l'Amérique ne pouvait jouer la carte de la Chine, car la Chine ne se laisserait pas utiliser contre les Soviétiques. Il semblait que les Chinois ne se souciaient pas d'être « utilisés » dans une stratégie d'encercllement contre les Soviétiques et qu'eux-mêmes désiraient « utiliser » les États-Unis. Pour une approche stratégique commune, les deux pays ressentaient le besoin d'un même objectif. Mais l'histoire connut un curieux développement. Les États-Unis, qui avaient besoin d'une nouvelle alliance, ne pouvant arrêter seuls l'expansionnisme soviétique, faisaient preuve de réticence pour se lancer dans une coopération stratégique avec la Chine. Il s'agissait d'une

(6) Henry Kissinger, *ibid*, p. 765.

politique de réserve, que ne justifiait pas l'attitude Soviétique. Cela fut poussé à l'absurde : cette politique encouragea les Russes dans leur expansionnisme, car ils ne s'exposaient pas à une sanction majeure.

Les entraves au développement des relations États-Unis - Chine

Un certain nombre d'hypothèses formulées dans le milieu des affaires étrangères ne favorisent pas la mise en œuvre d'une coopération militaire avec la Chine :

1. L'Union Soviétique ne violerait pas le statu quo général.
2. L'Union Soviétique ferait plutôt la guerre que de voir l'équilibre général des forces se retourner contre elle.
3. Les Chinois ne seraient pas des alliés sûrs.
4. La détente avec les Soviétiques serait détruite.

En outre, il faut compter avec l'inertie de la bureaucratie et le sens du « fair play » à l'égard des Soviétiques de certains membres du Département d'État (7) qui tiennent tout penché vers la Chine pour une complication inutile des relations avec les Soviétiques. L'échéancier de la politique chinoise de la Maison Blanche doit être accéléré pour que les relations avec la Chine puissent progresser.

La réticence de la bureaucratie à entreprendre une nouvelle action hardie, se combinant à la crainte de voir la détente soviéto-américaine détruite si « la carte de la Chine » était jouée, perpétue la politique d'équilibrage, approche qui eut son utilité en tant que transition vers une nouvelle politique, mais qui n'est pas une fin en soi. Le maintien de cette approche a montré aux Soviétiques que les Américains n'étaient pas désireux d'utiliser la Chine comme moyen de pression sur eux. Pour la Chine, l'utilisation du « levier » américain resta pratiquement sans effet. La Chine ne reçut de la part des États-Unis aucune assistance en équipements militaires pour leur expédition punitive contre le Vietnam, pays qui était armé jusqu'aux dents par les Soviétiques. La neutralité des États-Unis dans le conflit sino-vietnamien fut une maladresse. Cette neutralité a encouragé l'expansionnisme soviétique dans d'autres parties de l'Asie.

La raison théorique avancée contre le développement de liens étroits

(7) Ibid, p. 189.

avec la Chine fut que cette dernière violerait le principe du statu quo général. L'hypothèse sous-jacente était que les Soviétiques respecteraient ce statu quo. Mais ce principe était étranger à la philosophie et à la pratique soviétiques. Quand les Soviétiques adhèrent au statu quo, ce n'était que par nécessité tactique. Ce statu quo représentait pour eux un concept anti-révolutionnaire et non dialectique. Ce point de vue idéologique était également partagé par les Communistes chinois, mais ils n'auraient jamais accepté le leadership soviétique dans le processus global de transformation du monde et dans tout ordre nouveau qui en aurait découlé. La Chine pensait que son rapprochement avec l'Ouest pourrait catalyser un changement du système international. C'est ce dernier élément qui provoque le cauchemar des Soviétiques, mais qui les fait également douter que l'alliance de la Chine avec les États-Unis soit scellée, en raison de la tendance de l'Occident à rejeter la transformation du système international. L'hypothèse selon laquelle le statu quo général peut être maintenu, a retenu les États-Unis de se saisir des chances historiques qui se présentaient à eux.

Les Soviétiques ont bien accueilli une telle inertie, car elle leur laissait le temps de s'étendre. La subtilité diplomatique de M. Kissinger ne gêna pas l'expansionnisme soviétique, car la politique d'équilibrage, à long terme, n'était pas crédible. Elle semblait être une simple transition vers une coopération accrue avec la Chine. Et elle était perçue à l'époque comme un rideau de fumée masquant la collision avec la Chine. Les Soviétiques ne pouvaient ainsi qu'être difficilement incités à la confiance à l'égard des États-Unis, puisqu'ils jugeaient leur politique soit comme transitoire, soit comme destinée à les tromper. Sous le Président Carter, l'équilibrage fut dans une large mesure le résultat de l'approche ambiguë de l'Union Soviétique par son Administration, approche qui trouvait ses racines dans l'absence de consensus sur la nature à long terme de la politique étrangère soviétique. Le milieu des affaires étrangères américain, à quelques exceptions, voyait dans l'Union Soviétique une puissance saturée. Cette perception fut entamée, année par année, par l'attitude soviétique, ce qui en fin de compte ouvrit la voie à une coopération militaire avec la Chine.

La décision américaine, prise sous le coup de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, de vendre à la Chine une technologie avancée destinée à des applications militaires, représente un saut qualitatif dans les relations sino-américaines. Ce saut pourrait encore ne pas être significatif. Les exportations de technologie militaire à destination de la Chine pourraient être ralenties à cause des craintes de la réaction soviétique.

Les Soviétiques engageraient-ils une guerre contre la Chine, avant que

celle-ci ne maîtrise la technologie avancée américaine ? Les Chinois ne le croient pas. En aucun cas, ils ne veulent courir le risque. Pendant un temps, l'approche chinoise fut la suivante : si les Américains avaient le courage de vendre à la Chine des avions militaires perfectionnés, la Chine aurait le courage de les leur acheter. Une guerre conventionnelle soviétique contre la Chine signifierait un conflit prolongé qui ne pourrait être gagné. La Chine ne peut être battue militairement par un seul pays. Elle peut survivre à une guerre nucléaire. Elle peut infliger des dommages inacceptables à l'agresseur avec ses missiles à moyennes et longues portées. Son immense population, son vaste territoire et la décentralisation de son industrie en font un des pays les moins vulnérables à une attaque nucléaire. Les Soviétiques feraient-ils la guerre nucléaire aux États-Unis ou une guerre conventionnelle à l'Europe Occidentale pour empêcher les liens étroits de la Chine avec l'Occident technologiquement avancé ? Cela représenterait un risque démesuré car cela signifierait la 3^e guerre mondiale. Les Soviétiques, en guise de représailles pour la coopération stratégique États-Unis - Chine, pourraient avancer dans certaines zones du Tiers-Monde et essayer de se rapprocher plus étroitement de l'Inde, dans une vaine tentative pour redresser l'équilibre des forces dans le monde. L'Occident et la Chine peuvent adopter la « tactique du salami » (8) dans le domaine de la livraison d'armes à la Chine. Les Soviétiques pourraient difficilement en faire un *casus belli*, si les livraisons d'armes à la Chine s'accroissaient d'une année sur l'autre.

Les adversaires d'une alliance stratégique avec la Chine avancent que la Chine serait un allié instable, car les Chinois furent dans le passé les alliés des Soviétiques et qu'ils pourraient le redevenir. La cause profonde de la rupture sino-soviétique devrait inciter à abandonner de tels arguments. Un rapprochement sino-soviétique serait faisable si les Soviétiques mettaient un terme à leur hégémonisme et conservaient cette attitude sur une longue période ; mais dans de telles conditions, une alliance stratégique États-Unis - Chine n'aurait plus de raison d'être. Quant à une possible instabilité interne de la Chine, cette dernière a maîtrisé la transition entre Mao et les nouveaux dirigeants d'une manière relativement douce. Seule une rapide démocratisation et une décentralisation parallèle du pouvoir pourraient déstabiliser la Chine.

Les critiques américaines et soviétiques contre un rapprochement militaire avec la Chine proclament qu'un tel rapprochement signifierait la fin de la détente. Mais la détente réciproque générale n'existe pas. La

(8) La tactique soviétique du grignotage progressif, « tranche par tranche », de pays fut souvent évoquée comme « la tactique du salami ».

coopération entre les États-Unis et la Chine dans le domaine de la sécurité nationale, n'implique pas que les États-Unis abandonnent tout effort pour une nouvelle et réciproque détente avec l'Union Soviétique. Paradoxalement, la détente sera davantage rendue possible après une alliance stratégique de facto entre les États-Unis et la Chine, car ainsi la nouvelle constellation des forces inciterait les Soviétiques à jouer le jeu de la réciprocité.

La nouvelle phase des relations sino-américaines : une opportunité d'arrangement global.

Les nouvelles relations des États-Unis avec la Chine ont pour principal objectif l'infléchissement de l'ambition géopolitique de Moscou. A une expansion géopolitique doit être opposée une défense géopolitique. Le triangle Washington-Moscou-Pékin est devenu une relation à deux contre un. Le catalyseur de cette coalition fut le sentiment des États-Unis que les Soviétiques avanceraient dans le Golfe Persique.

Les protestations soviétiques à cet égard semblent sans valeur si l'on considère les assurances catégoriques que Brejnev donna à Carter à propos de l'Afghanistan. Puisque les États-Unis seuls ne disposent pas d'une force de dissuasion conventionnelle à l'égard des Soviétiques, le type d'invasion « sur invitation » peut se répéter.

La dégradation ou l'amélioration des relations entre États-Unis et Union Soviétique ne dépendent pas seulement de la manière dont évoluent les relations Washington-Pékin, mais aussi des développements au Proche-Orient. Les crises dans le Golfe Persique et en Afghanistan n'ont pas été causées par le rapprochement États-Unis - Chine, mais plutôt par l'absence de puissance dans la zone du Golfe Persique, zone dans laquelle les Soviétiques ont essayé de s'infiltrer.

Les Soviétiques comprennent bien la dynamique du rapport des forces et ne feront donc pas preuve d'expansionnisme, s'ils assistent à une coopération stratégique États-Unis - Chine. La Russie respecta l'arrangement entre Britanniques et Japonais au début de ce siècle, et renonça alors à s'installer en Afghanistan. Ce ne fut pas la puissance britannique seule, mais la politique d'alliance britannique qui rendit les Russes raisonnables.

Retarder la formation d'une alliance États-Unis - Chine pourrait être une invitation à la guerre, car les Russes seraient tentés d'avancer davantage. Depuis l'invasion soviétique de l'Afghanistan, la question n'est

plus de savoir s'il y aura coopération stratégique entre les États-Unis et la Chine, mais plutôt quel sera le rythme de sa construction. La tâche de la diplomatie américaine n'est pas de ralentir le développement de relations avec la Chine, mais d'en expliquer les objectifs à ceux qui les appréhendent. Les États-Unis n'ont pas choisi cette voie pour intimider les Soviétiques. Cette politique répondait à l'expansion soviétique. Ces relations sont devenues également une nécessité objective pour faire face au programme d'armement soviétique toujours croissant. Un retour des États-Unis à la politique de l'équilibre, à cause de petits gestes soviétiques en faveur de la détente ou à cause d'un unique retrait soviétique signifierait l'abandon d'un avantage stratégique pour une retraite soviétique tactique (9).

Les États-Unis et la Chine pourraient doser le rythme de leur coopération stratégique selon la volonté soviétique de régler les problèmes pendants. Dans le passé, les États-Unis ont prouvé qu'ils étaient un piètre négociateur avec la Russie, même quand la puissance américaine surpassait celle des Soviétiques d'une manière évidente. Peut-être que si la Chine devenait un membre informel de l'alliance occidentale, une telle coalition négocierait mieux, car il est improbable que la Chine accepte un arrangement sur la base du statu quo. Ni la guerre froide, ni la détente n'ont permis de chasser les Soviétiques des zones dans lesquelles, selon les normes d'un système international qui se prétend post-impérialiste, ils ne devraient pas se trouver à la première place.

L'alliance stratégique informelle États-Unis - Chine ouvrirait éventuellement la voie à un accord global négocié, sur la base d'un nouveau rapport de forces. Les États-Unis et la Chine peuvent en faire un point de négociation avec les Soviétiques, dans la mesure où ils iront loin et vite dans leur coopération stratégique. Pour la Chine, l'objectif dans la négociation avec les Russes semble être de les inciter à se séparer de certains territoires chinois qu'ils ont acquis.

L'objectif minimum des États-Unis dans la négociation est le départ des Soviétiques de Cuba et de l'Afghanistan. Dans une alliance, le membre le plus actif tend à influencer le moins actif dans une prise de position commune pour négocier.

C'est d'abord la volonté chinoise, ancienne, de réviser le statu quo plutôt que celle, récente et très limitée, des Américains qu'appréhendent

(9) La tactique du pas en arrière et des deux pas en avant n'a pas été oubliée par les dirigeants soviétiques. Le retrait soviétique d'Égypte fut suivi de leur avancée en Angola, en Éthiopie et au Japon.

les Soviétiques. La combinaison de ces aspirations constitue un défi géopolitique pour les Soviétiques. On pourrait spéculer sur la possibilité, évoquée par les Soviétiques eux-mêmes (10), de la naissance d'un révisionnisme allemand qui viendrait ajouter un défi.

La politique étrangère des États-Unis dans le triangle Washington - Moscou - Pékin, fut d'abord une diplomatie de réserve, dédaignant les opportunités géopolitiques qu'offrait la lutte sino-soviétique, mais l'attitude soviétique a poussé Washington et Pékin à nouer des relations stratégiques.

Le rapport de deux contre un est devenu une réalité à laquelle la politique soviétique devra s'adapter. Les avantages que les deux pays peuvent tirer de ce nouveau réalignement de forces dépendent de la capacité des diplomaties américaines et chinoises. Ce réalignement ne peut arranger les conflits qui ne sont pas à l'instigation des Soviétiques. Mais, si l'on considère la tendance des Soviétiques à utiliser de tels conflits à leur avantage, l'alliance stratégique informelle États-Unis - Chine pourrait inciter les Soviétiques à ne pas intervenir dans les situations de crise et à contenir leur politique globale à un niveau en général plus modeste. En ce sens, les nouvelles relations des États-Unis avec la Chine pourront contribuer à une paix générale.



(10) Dans son rapport au Comité Central du Parti Soviétique (14 février 1964), Souslov déclarait que la Chine « recherchait des partenaires pour eux-mêmes, parmi les Japonais, les Allemands de l'Ouest et les Français ». *Pravda*, 3 avril 1964.

Conséquences économiques de l'affaire afghane⁽¹⁾

Peter Wiles (2)

Aux hésitations des Occidentaux sur la politique commerciale à adopter vis-à-vis de l'URSS au lendemain de l'affaire afghane, Peter Wiles oppose un plaidoyer en faveur de l'arme économique.

Discutant les différentes possibilités de réplique qui s'offrent aux pays de l'OTAN ou de l'OCDE, il examine l'utilité et les modalités pratiques d'un embargo qui porterait à la fois sur la technologie, le blé et les capitaux. Enfin, il propose la création d'une nouvelle branche de la science économique, l'embargologie.

A la suite de l'invasion de l'Afghanistan, l'URSS doit faire face à des conséquences qu'elle ne peut pas ne pas avoir envisagées, à savoir :

- I) un resserrement de l'embargo sur les transferts de technologie ;
- II) un accroissement des dépenses de recherche et de développement afin de compenser les effets de cet embargo ;
- III) une aggravation de l'embargo sur la difficulté d'emprunter des fonds auprès des pays membres de l'OCDE (qui vont plus ou moins suivre l'impulsion donnée par les Etats-Unis) et des pays de l'OPEP (islamiques dans leur quasi-totalité) ;
- IV) cependant, on observe simultanément une hausse marquée des cours de l'or (de ce fait, il est probable que III et IV s'annulent) ;

(1) Version révisée d'un exposé présenté le 18 février 1980 à la conférence du Centro Studi Economici e Sociali (CESES), Milan. Traduction : Gisèle Célié.

(2) Professeur à la London School of Economics and Political Science, Department of Economics. Spécialiste des économies de l'Est.

- V) un embargo sur le blé, sauf en provenance de l'Argentine ;
- VI) d'où un nouveau prélèvement sur les investissements dont une partie devra être détournée vers l'agriculture et les industries connexes ;
- VII) une extension des surfaces emblavées, et donc une réduction des rendements ;
- VIII) une augmentation des dépenses consacrées à la défense, y compris les coûts de l'occupation de l'Afghanistan (il se peut que ceux-ci ne dépassent guère les frais d'entretien sur le territoire national ; l'armée afghane assure le plus gros des opérations militaires, mais semble recevoir une aide financière directe de l'URSS) ;
- IX) un relèvement des dépenses d'aide à l'étranger destinées au nouveau membre du Conseil d'Aide Economique Mutuelle (CAEM) — le Vietnam — et au « nouveau tiers-monde communiste » : Angola, Mozambique, Ethiopie, RDP du Yemen et bien entendu d'abord et avant tout l'Afghanistan (en plus de l'aide militaire mentionnée au paragraphe précédent) ;
- X) une baisse des rendements de l'exploitation des ressources nationales d'énergie, notamment du pétrole (attendue depuis longtemps).

D'après moi, l'URSS serait bien avisée de prévoir des montants supplémentaires répartis de la manière suivante (en pourcentages du revenu national) : (VIII) : 1 % ; (VI) + (VII) : 1 % ; (X) : 1 % ; (IV) : 0,5 % ; soit au total 3 % qu'il faudra prélever sur la consommation ou l'investissement civil des secteurs non agricoles. Autrement dit, la consommation devra rester inférieure d'environ 5 % à ce qu'elle aurait été autrement.

A cela il convient d'ajouter l'impondérable que constitue la discipline des travailleurs. Si l'on en croit le décret du 22 janvier 1980, celle-ci se serait relâchée ces derniers temps et le décret vise à la rétablir par des méthodes qui rappellent le stalinisme tout en en restant cependant assez éloignées. L'impression de crise morale que nous donne le décret est renforcée par le reportage de Michael Binyon (3). J'estime donc que la consommation par tête ne croîtra pas plus rapidement qu'au taux de 1 % par an (4).

(3) In the Times, 31 mars 1980.

(4) En corrigeant les estimations un peu optimistes de Philip Hanson (contribution au colloque NASEES, Cambridge, mars 1980). Les taux de croissance et les pondérations initiales sont : PIB 2,5 % (100), investissement 3 % (25), dépenses militaires 4 % (12,5), consommation 2,0 % (62,5). Malgré le fait que la statistique officielle exagère le taux de croissance récent de l'investissement (V. Krasovski, *Voprusy Ekonomiki* 1/1980) les facteurs cités imposent une croissance plus rapide que celle du PIB. La consommation est résiduelle dans ce calcul. La population croît à 0,8 % par an.

Conséquences économiques de l'affaire afghane

Aucun économiste britannique raisonnable n'ignore l'importance que revêtent les fluctuations du zèle des travailleurs. Elles exercent sur la production des effets marqués, encore qu'impossibles à mesurer ou à prévoir. De toute évidence, le décret était en préparation longtemps avant la crise afghane et traduit donc à coup sûr une réaction à une tendance réelle, ou la prise de conscience d'une tendance émergente. Nous devons supposer toutefois que ce décret n'aura pas d'effets pratiques et qu'il constitue donc un élément négatif supplémentaire à prendre en considération. En outre, tout effort pour réduire la consommation aggraverait ce problème.

Dans un tel contexte, un changement d'organisation assez facile à réaliser, pourrait venir ranimer l'ardeur des masses laborieuses (et éviter le recours à des mesures autoritaires) : la décentralisation interne des kolkhoses et des sovkhoses en faveur de ce que l'on appelle les « chaînes » (zvenya) ou « antennes » dont chacune ne compte que quelques travailleurs responsables en permanence d'un nombre limité de champs bien spécifiés, ou de l'élevage des porcs, ou de tout ce que l'on voudra. Cependant, cette solution a déjà été condamnée, après de nombreuses expériences favorables, comme étant de nature capitaliste (les « chaînes » en effet inscrivent leurs bénéfices dans des livres de comptes qui leur sont propres et indépendants de la totalité de l'entreprise). L'atmosphère post-afghane inclinerait plutôt vers le stalinisme, et il est peu probable que cette forme de décentralisation — ou toute autre forme — puisse se réaliser au sein des entreprises ou plus généralement parmi les responsables de la planification. Je dois avouer que personnellement je ne crois pas non plus tellement aux vertus de la décentralisation.

En résumé, les perspectives de l'économie soviétique étaient mauvaises mais meilleures que celles des pays Membres de l'OCDE ; aujourd'hui, elles se sont tellement détériorées que l'OCDE sera peut-être en mesure de faire aussi bien ! Les pays Membres de l'OCDE ne souffriront guère en effet des mesures proposées ci-dessous, qui ne leur seront pas un fardeau. Leur avenir économique n'en sera pas affecté.

Que devraient faire « les puissances occidentales », l'OTAN ou l'OCDE ?

Il faut reconnaître que l'idéologie marxiste-léniniste ne cache pas ce qu'elle entend faire. La révolution mondiale est un processus historique objectif (Marx) et l'Union Soviétique, avant-garde du prolétariat mondial, a en cette qualité le devoir « d'aider » la révolution mondiale où qu'elle

se produise (Lénine). Ces principes sont pris très au sérieux par les officiels qui autrement n'occuperaient pas les postes de commande qu'ils détiennent actuellement. Ils n'ont pas « la foi du charbonnier » de Lénine ou de Kroutchev, mais ce ne sont pas de complets incroyants comme, disons, l'équipe dirigeante polonaise qui, en toute conscience, professe une doctrine fautive et en exige le respect au moins extérieur, de manière à pouvoir (avec l'aide soviétique) intimider les masses et exercer le pouvoir (5). Les dirigeants soviétiques croient en eux-mêmes et se posent volontiers en moralisateurs, comme il convient au noyau central d'un empire en expansion. Cela n'a rien à voir avec la situation décrite dans le Conte du Roi qui allait tout nu. Ce n'est que dans cette optique que l'on peut comprendre le renversement du Président Daoud (et tous les événements tragiques qui en ont inévitablement découlé). Daoud avait donné à l'Union Soviétique tout ce qu'elle (ou un tzar assis sur le trône du Kremlin) pouvait exiger dans tous les domaines, sauf dans celui de l'idéologie. Il n'est pas possible non plus d'expliquer autrement le cas encore plus frappant de l'Angola. La doctrine selon laquelle « ils veulent avoir des ports sur les mers chaudes » ou « ils ne font que garantir leurs frontières comme les tzars l'ont fait avant eux » ne s'applique tout simplement pas à ce pays : Luanda ne se trouve pas sur la bonne mer chaude.

Dans ces conditions, la détente telle qu'elle a été conçue et négociée par la diplomatie des pays occidentaux en 1970-72, a été une excellente chose : elle a abouti au traité allemand, à l'émigration de nombreux Juifs et à la Déclaration d'Helsinki. Cependant, avec le temps, elle a été associée à des idées fausses — répandues par Samuel Pizar et consorts — qui veulent qu'un communiste nanti soit plus pacifique qu'un communiste dépourvu, ou que des pays qui ont des liens économiques mutuels ne se fassent pas la guerre, ou même ne la pratiquent pas dans des pays tiers. Il n'y a jamais eu le moindre atome de vérité dans ce mythe. En outre, la détente a toujours été officiellement un arrangement européen ; or, ni l'Angola, ni l'Afghanistan ne se trouvent en Europe.

Par conséquent, il faut s'attendre à ce que la menace d'une expansion militaire soviétique se maintienne et constitue un élément permanent du décor de la scène mondiale pour au moins les cinquante années à venir. Les menaces militaires, à effets suffisamment immédiats, ne peuvent être contrées que militairement : on signe des traités d'alliance avec les

(5) Leszek Kolalowski, ed. Richard Staar, à paraître, Hoover Institute 1980.

puissances menacées en montrant que l'on est prêt à faire la guerre dans les conditions indiquées. On commence donc — bien évidemment et malheureusement — à réarmer.

Ce n'est pas le sujet qui nous occupe ici. Notre problème est de savoir quelle politique commerciale (dans l'hypothèse souhaitable de l'absence de conflit armé) nous devons pratiquer pendant ces 50 années peu engageantes. Pouvons-nous :

- a) maintenir et accroître les échanges avec notre ennemi plus belliqueux mais moins développé et ainsi le paralyser ?
- b) ces échanges ne vont-ils pas simplement renforcer l'adversaire et rendre son ultime attaque plus redoutable ? Dans ce cas, devons-nous l'isoler et l'affaiblir en organisant un embargo sur la technologie, les céréales et les capitaux ?
- c) une telle action est-elle si difficile qu'il vaille mieux ne rien faire du tout et laisser le marché suivre son cours ? enfin
- d) pouvons-nous être certains que notre réarmement va amener l'ennemi à réarmer en prélevant une bonne partie des ressources nécessaires sur les investissements non militaires ? De ce fait, il conserverait son retard sur nous pour ce qui est de la consommation individuelle et de la recherche et du développement à des fins civiles (6).

Il s'agit là d'un problème théorique de fond à propos duquel une nouvelle branche de la science économique devrait être créée : l'embar-gologie (7). Les éléments de cette science sociale n'ont pas encore été énoncés, encore moins unanimement acceptés (voir à ce sujet la bibliographie où la plupart des œuvres citées sont hélas, de moi !) il semble néanmoins que la première proposition (a) ne soit pas applicable dans ce cas précis : sept ans de détente n'ont fait qu'aggraver l'appétit d'annexion de l'Union Soviétique. L'hypothèse (b) qui comporte nettement moins de vœux pieux et qui coûte un peu plus cher au plan économique, est valable militairement, et sans doute aussi psychologiquement : c'est la faiblesse des Soviétiques qui fait leur pacifisme. Il ne faut pas se dissimuler cependant que les deux autres hypothèses (d et c) sont défendables ; quelle que soit la réponse, il s'agit là d'une question de science sociale. Nous n'avons aucune excuse pour la traiter de manière subjective ou dogmatique ; nous devons aboutir à une conclusion rationnelle.

(6) J'emprunte cet argument à Sokoloff, 1980.

(7) Ce mot se trouve également dans le titre de Sokoloff paru en 1980 « Exercices d'embar-gologie, ou du Bon Usage de l'arme économique ».

Éléments d'embargologie

Quelques caractéristiques techniques d'embargologie, choisies presque au hasard.

En admettant que l'embargo renforcé soit la bonne solution théorique, pourra-t-il être maintenu longtemps malgré l'attitude de la France, de la Suisse et de la Suède, les échanges spéciaux entre les deux Allemagnes, l'hypothèse d'un gouvernement travailliste au Royaume-Uni ou de l'arrivée d'un Kennedy à la présidence ?

L'embargo technique cadre avec la structure actuelle du Co Com (8) ainsi qu'avec la réaction instinctive de toute entreprise à caractère lucratif qui souhaite garder ses secrets. Ses effets sont modestes mais suffisants pour maintenir constant l'écart technologique, au grand dam de l'URSS, dont les efforts de recherche et de développement sont très peu efficaces et qui devra dépenser beaucoup pour simplement éviter que le fossé ne s'agrandisse. Mais l'Union Soviétique va-t-elle rester aussi inefficace dans ce domaine ? Il semble assez facile de répondre à cette question par l'affirmative.

Le blé et les capitaux sont des produits qui donnent lieu à concurrence mais qui sont assez difficiles à importer en fraude. Est-ce que les nouveaux embargos imposés sur ces produits pour pratiquement la première fois, pourront survivre en même temps que le Co Com ? A cette question, ma réponse est : techniquement oui ; il n'y a pas tellement de fuites à colmater, et un bon système de renseignements peut le faire. Il a toujours été plus difficile de faire la police dans le domaine des équipements mécaniques et du savoir technique. Seulement, en réalité, deux mois après l'invasion, aucun embargo n'a été décidé dans le domaine des capitaux, et ceci constitue la grande lacune.

Nous pensons toutefois à un embargo de longue durée. Pour sa réussite à long terme, les exportateurs de céréales et de technologie doivent au moins être indemnisés : qui paiera et pendant combien de temps ? Dans l'immédiat, le Japon a acheté le blé américain, mais à long terme, ces dépenses devraient être imputées aux budgets de défense de l'OTAN ; après tout, ne s'agit-il pas très clairement de coûts de défense ?

Les producteurs, mais aussi les électeurs, doivent en arriver à regarder

(8) Le comité de coordination, plus connu sous le nom de Co Com est une cellule de l'Alliance Atlantique, créée à l'époque de la Guerre Froide et qui a pour tâche essentielle de contrôler des produits (surtout électriques et électroniques) pouvant avoir un usage militaire et qui sont exportés vers l'Union Soviétique par les pays membres de l'Alliance. Ce bureau a son siège à Paris, la France participant avec ses alliés à la mise à jour régulière des produits inscrits sur cette « fameuse » liste. NDLR

Conséquences économiques de l'affaire afghane

l'embargo comme un élément rationnel d'une politique à long terme, plus économique et plus pacifique que le simple réarmement. Ils y parviendront plus facilement si cette politique rapporte ne serait-ce qu'un modeste profit. En conséquence, une taxe à l'exportation discriminatoire élevée vaut mieux qu'une interdiction générale.

Nous pouvons contribuer à diviser le camp ennemi en assouplissant l'embargo en faveur des membres du CAEM moins agressifs. Cela peut aussi servir à unifier notre propre camp : on pense là surtout aux échanges intra-allemands et à l'électorat polonais aux Etats-Unis. Mais comment empêcher ces pays d'organiser des « fuites » vers l'URSS ? Cela paraît plus aisé pour la technologie et les capitaux. Toutefois, la logique pure a toujours été l'ennemie de tout embargo pratique et là encore, des solutions de compromis devront être trouvées.

Le camp adverse peut-il prendre des mesures de représailles ? Il semble que de toute façon les exportations de pétrole soient condamnées à diminuer ; à première vue cependant, le choix entre livrer ces quantités réduites à l'Europe de l'Est ou à l'Europe de l'Ouest pourrait paraître gros de conséquences. En réalité, il n'a pas tellement d'importance pour les uns ou pour les autres. Les prix CAEM du pétrole sont aujourd'hui assez proches des cours mondiaux pour que — quelle que soit la discrimination pratiquée finalement par l'Union Soviétique — ni l'Est ni l'Ouest n'en soit vraiment désavantagés. Bien entendu, les coûts du disponible et les prix OPEP officiels ne dépendent pas de l'identité de l'acheteur. Mais il y a aussi le gaz naturel, légère exportation nette pour l'URSS, qui est très souvent acheminé par pipe-line, procédé nettement moins onéreux et par lequel les clients sont liés à des fournisseurs particuliers. En outre, le gaz naturel ne s'épuise pas en Union Soviétique même, de sorte que ce pays a un choix plus large en ce qui concerne ses ventes. Il y a encore la possibilité de refuser de rembourser les dettes encourues. Il est assez peu probable que l'URSS utilise elle-même cette arme puissante car elle détruirait ainsi d'un seul coup soixante années de paiement sans défaut et justifierait une nouvelle aggravation de l'embargo. En revanche, n'aurait-elle pas avantage à essayer de brouiller la Pologne avec ses créanciers ? Ce pays a une dette presque aussi élevée que l'Union Soviétique et se trouve donc dans une situation financière beaucoup plus fragile ; une cessation de paiement de sa part serait tout aussi préjudiciable pour le système bancaire occidental et l'isolement hostile qui s'ensuivrait pour la Pologne ramènerait alors ce satellite indocile dans une totale dépendance vis-à-vis de l'URSS. Il n'est donc pas impossible que des décisions affectant les échanges polono-soviétiques et empêchant la Pologne d'exporter vers l'Ouest soient envisagées par l'Union Soviétique à titre de représailles.

Les politiques communistes d'importation.

En dernier lieu, il faut bien comprendre que, de notre point de vue, il y a trois sortes de politique communiste d'importation de biens d'équipement. L'embargo beaucoup plus restreint que je préconise ici affecte seulement l'achat des machines les meilleures et les plus modernes, c'est à dire une proportion relativement peu élevée des machines achetées à l'Ouest qui elles-mêmes ne représentent qu'un petit nombre de tous les équipements installés. Une telle action s'inscrit dans le cadre d'un embargo sur les transferts de technologie et constitue le prolongement le plus simple de la pratique actuelle du Co Com. L'objectif est de maintenir l'écart technologique à son présent niveau. Le fait que ces équipements ne soient pas très nombreux ou même qu'ils n'aient pas une très grande valeur ne diminue en rien leur importance à long terme (9).

A l'autre extrême, on a la politique polonaise (1971-1976) qui consiste à importer en vrac des machines modernes mais ordinaires non seulement parce qu'un petit pays ne peut évidemment fabriquer tous les types d'équipements, mais aussi parce que l'argent nécessaire à de tels achats peut-être emprunté et que la population ne veut ni épargner, ni payer des impôts. Cette politique ne contribue pas du tout à rattraper le retard technologique de la Pologne (notre principal souci ici) et n'est donc pas tellement utile à ce pays puisque les fonds devront être remboursés. Il n'en reste pas moins vrai qu'un embargo affectant toutes les machines porterait gravement atteinte au développement de la Pologne et la forcerait à réduire ses dépenses militaires. Cependant, il risquerait de passer pour une mesure inutilement provocatrice et serait cause d'un chômage important à l'Ouest.

La troisième action possible est intermédiaire entre les deux premières et concerne spécifiquement l'Union Soviétique : on décide de développer un nouveau secteur dynamique de l'industrie et, *pour gagner du temps*, d'importer en une seule fois toutes les machines que l'on peut faire fonctionner au moment considéré ; en conséquence ces machines ne seront pas du type le plus avancé, mais elles seront à coup sûr achetées à crédit. La mise en œuvre de cette politique améliore la structure industrielle et contribue donc à réduire le retard technologique mieux que ne le font les mesures habituelles dans ce domaine, mesures se fondant sur la comparaison d'une même industrie, dans son état actuel, entre deux pays. Je n'ai pas la prétention de dire ici si l'embargo devrait être étendu à ce cas.

(9) Comme Nove le laisse entendre de manière très inattendue (1980).

L'utilité des embargos et des blocus

On entend souvent affirmer que les embargos et les blocus ont toujours échoué. Il est vrai qu'en général ces mouvements se déclenchent comme une réaction réflexe suivie d'espoirs trop ambitieux. Mais, en observant objectivement et scientifiquement les faits, on s'aperçoit qu'ils ne sont pas totalement dépourvus d'efficacité.

L'embargo décrété par la Société des Nations contre l'Italie pendant la guerre Italo-Ethiopienne de 1935-1936 (appelé « sanctions ») visait très haut : empêcher une puissance européenne moderne de poursuivre une guerre coloniale déjà engagée. C'est plus qu'un embargo ne peut normalement obtenir, et cependant, la Société des Nations serait parvenue à ce but si elle avait osé utiliser la principale sanction disponible : la fermeture du canal de Suez.

En 1966, l'embargo contre la Rhodésie a été lancé dans l'espoir totalement irréaliste de faire tomber le régime Smith en quelques années : cette idée était absurde elle aussi compte tenu de la présence d'un puissant allié au Sud. Jusqu'en 1974, l'embargo n'a pas réussi. Ensuite la frontière du Mozambique a été également fermée et la guerre a commencé. A partir de ce moment là, l'embargo a été plus efficace, et a contribué à amener le régime à faire la paix avec des ennemis qu'il aurait autrement combattus plus longtemps et qu'il aurait même peut-être vaincus.

Enfin, et cet exemple est le plus important, l'embargo du Co Com contre l'URSS, qui a duré de 1947 à 1969 environ, avait à ses débuts



suscité chez certains l'espoir de bloquer tout progrès économique en Union Soviétique. Les choses ne se sont naturellement pas passées ainsi : l'URSS a connu un certain progrès économique, mais au prix d'énormes dépenses de recherche et de développement et en imposant à la Tchécoslovaquie une spécialisation désastreuse de ses exportations d'équipements qui fut l'une des causes principales de la crise économique traversée par ce pays en 1962. Le résultat en a été le printemps de Prague de 1968... Ce n'est pas faire preuve d'une imagination excessive que d'attribuer au Co Com une certaine responsabilité dans le printemps tchécoslovaque. Ces événements tragiques eurent des conséquences qui, dans tous les cas, furent mauvaises pour l'Union Soviétique. On ne peut même expliquer l'octroi de concessions aussi importantes pour l'Ouest que le traité allemand, l'émigration des juifs et la déclaration d'Helsinki, que par le désir d'atténuer l'embargo officiel et la répugnance générale de l'Occident à faire du commerce même légal. Ceux qui, à cette époque, ont suivi l'affaire du Sénateur « Scoop » Jackson ne peuvent avoir aucun doute à ce sujet (Wiles, 1977). De toute façon l'écart technologique entre l'Union Soviétique et l'Ouest est resté à peu près le même pendant toute cette longue période. On connaît certes l'inefficacité des activités nationales de recherche et de développement, ainsi que la lenteur avec laquelle les techniques établies se répandent en Union Soviétique, mais on éprouve beaucoup de mal à croire que l'embargo n'a eu aucun effet.

Je ne suis donc pas du tout aussi pessimiste que la plupart des auteurs en ce qui concerne l'utilité et les modalités pratiques d'un embargo plus sévère qui porterait non seulement sur les biens techniques mais aussi sur le blé et les capitaux. Je n'en conserve pas moins certains doutes sur le succès final de l'entreprise. L'Occident n'est pas fait pour s'imposer une discipline aussi stricte. Son passé impérialiste le poursuit et sape sa volonté : mon propre arrière grand-père a autrefois participé à l'invasion de l'Afghanistan ! Les difficultés et les injustices qui déchirent le monde occidental l'empêchent de se fixer une ligne ferme de politique étrangère. Surtout, je suis préoccupé du temps qui s'écoulera avant que l'embargo ne commence à produire ses effets et de la durée encore plus longue de guerre froide pendant laquelle il devra sans doute être maintenu. Cependant, l'embargo est pratiquement la seule chose que l'Ouest puisse faire. Le fait de réarmer et d'attendre est finalement démoralisant. Une offensive d'ordre culturel (qui n'entre pas dans le cadre du présent exposé) est une excellente chose mais ne gênera pas beaucoup l'Armée Rouge. Cependant la pression continue de la concurrence française n'aura-t-elle pas raison à la longue d'un président Américain ?

Conséquences économiques de l'affaire afghane

En un mot, si nous ne sommes pas capables d'imposer un embargo sévère pendant dix ans, nous ferions mieux de ne pas nous exposer à l'humiliation de lancer une telle entreprise pour l'abandonner deux ans plus tard.

Sources et références sur les problèmes d'embargo, de boycott et de blocus

- Gunnar Adler-Karlsson, *Western Economic Warfare*, Stockholm, 1968.
- Roger Carrick, *East-West Technology Transfer in Perspective* (University of California Policy Papers in International Affairs, No. 9, 1978).
- Marie Lavigne, in *Le Monde Diplomatique*, septembre 1968. *Les Relations Economiques Est-Ouest* (Presses Universitaires de France, 1979).
- Friedmann Mueller, *Sicherheitspolitische Aspekte der Ost-West Wirtschaftsbeziehungen*, Stiftung Wissenschaft und Politik, mars 1977.
- Juergen Noetzhöld, *Die Bedeutung des Technologietransfers in der wirtschaftlichen Ost-West Kooperation*, Stiftung wissenschaft und Politik, Februar 1974.
- Alex Nove, in *La Republica*, 25 janvier 1980.
- Ron Schneiderman, in *Electronics (USA)*, 8 janvier 1976.
- Georges Sokoloff, in *Politique Internationale*, 8/1980.
- Joseph Wilczynski, in *Soviet Studies*, juillet 1967.
- Peter Wiles, *Communist International Economics*, Oxford 1968, Chs. 16 and 17. in *Probleme des Industrialismus in Ost und West*, Günter Olzog Verlag GmbH, 1973, Munich (en anglais). in NATO, Directorate of Economic Affairs, « *East-West Technological Co-operation* », Brussels, 1977. in *Ost-West-Handel und Technologischer Vorsprung..... Verein für Sozialpolitik*, neue Folge, Band 102, Staat und Wirtschaft, 1979.
- Angela Stent Yergin, « *West German, British and French Export Controls and Technology Transfer Policies Towards the Communist Nations* » (Report for the US Congress' Office of Technology Assessment, East-West Technology Transfer Project, June 26, 1979).

quelques précisions sur L'ORÉAL

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ HORS TAXES

6.583 millions de francs en 1979
(y compris Division Pharmaceutique)
dont en France : 46 %
à l'étranger : 54 %
58 % si l'on considère la seule activité
cosmétique, hors pharmacie
Progression du C.A. 79/78
à données comparables : 16 %

secteurs d'activité

- Produits pour coiffeurs
- Produits capillaires « public »
- Hygiène et toilette
- Parfumerie alcoolique
- Produits de maquillage et de soins pour la peau
- Produits d'hygiène infantile et féminine
- Hygiène domestique
- Pharmacie
- Centre d'art contemporain
- Presse féminine.

effectifs

21.000 personnes, dont 50 % en France ;
pour la seule Recherche : 1.300 personnes :

- Recherche Cosmétologique :
 - Recherche Avancée : 350 personnes
 - Recherche Appliquée et Développement : 450 personnes
 - Recherche et Développement Technologique : 50 personnes
- Recherche Pharmaceutique :
 - Synthélabo : 450 personnes, auxquelles viendra, pour 1980, s'ajouter le potentiel Recherche de Métabio-Jouillé.

implantation internationale

Le développement international du Groupe est fondamental : L'ORÉAL distribue ses produits à travers 140 filiales consolidées et une centaine d'agents répartis dans le monde. Ils sont fabriqués dans 53 unités de production :

- 14 unités industrielles en France
- 15 en Europe, hors de France
- 24 dans les autres continents.

Ses principales implantations dans le monde sont situées en :

ALLEMAGNE	BRÉSIL	ÉTATS-UNIS *
ITALIE	MEXIQUE	CANADA *
BELGIQUE	JAPON	ETC.
ANGLETERRE	AUSTRALIE	
ETC.	ETC.	* agents

L'importance des activités internationales de L'ORÉAL présente pour la collectivité nationale un très grand intérêt. C'est ainsi que la balance des paiements, compte qui retrace l'ensemble des opérations financières entre la France et l'étranger, fait apparaître un solde créditeur pour 1979 de près d'un milliard de francs pour le Groupe L'ORÉAL.

Cela représente la différence entre les sommes reçues par L'ORÉAL de l'étranger, à des titres divers (exportation, assistance technique, redevances, dividendes) et les fonds que L'ORÉAL a utilisés pour le financement d'investissements ou d'achats de matières premières à l'étranger.

BUDGET RECHERCHE

Sur l'ensemble du chiffre d'affaires 1979 du Groupe, Cosmétologie et Pharmacie comprises (Synthélabo), le budget recherche approche 4 %.

Ce chiffre inclut toutes les expérimentations, tant la vérification de la non-toxicité du produit que les contrôles des produits et les tests d'efficacité.

La politique extérieure de l'Union Soviétique

Ce texte est le compte-rendu réalisé par Guy Poquet, d'une conférence donnée par Hélène Carrère d'Encausse à l'Institut des études contemporaines le 6 mars 1980.

Les caractéristiques essentielles de l'Union Soviétique dans le monde présentent deux particularités, qui reposent sur le fait que l'URSS est à la fois un pays très faible et très fort d'une part, et que c'est un pays qui a profondément changé d'autre part. En effet, il n'est plus ce qu'il a été du temps de Staline et, actuellement, ses forces trouvent leur source dans ses faiblesses mêmes.

Nul besoin de s'étendre sur le changement radical imposé par Staline. Ce qu'il importe de souligner ici, c'est que sous son règne la terreur a été élevée au rang de méthode de gouvernement. Et le peuple soviétique a accepté, ou du moins s'est résigné à ce type de violence, car il n'existait aucune brèche dans les méthodes terroristes.

Mais le système s'est ébranlé quand les successeurs du dictateur ont entendu maintenir un système autoritaire, tout en instituant un minimum de consensus. C'est-à-dire qu'ils ont voulu affranchir le système totalitaire de la terreur. Dans ce face à face de l'État et de la société, ne pouvait se manifester qu'un mécontentement social, obligeant le pouvoir en place à être constamment sur la défensive à l'intérieur de ses propres frontières. En effet, l'État soviétique a failli dans la double tâche qu'il poursuivait : la création d'une société nouvelle et la création d'une capacité permettant d'assurer à ses citoyens le bonheur matériel. Faillite politique et faillite économique que L. Brejnev a d'ailleurs reconnues.

Cependant ces échecs acculent l'Union soviétique à faire preuve de force dans deux secteurs : le secteur militaire, qui débouche bien entendu sur celui de la politique extérieure. C'est en effet à l'industrie militaire qu'est consacré le maximum d'investissements et c'est dans cette industrie que sont employés les meilleurs ouvriers. Dans la politique industrielle, l'industrie militaire représente une charge considérable, d'autant plus que les effectifs importants de l'armée rouge détournent une main-d'œuvre, dont le volume à l'échelle du pays est d'une insuffisance notoire. Ce

n'est pas un hasard par exemple si l'Union Soviétique est devenue une des plus grandes puissances navales du monde, alors que tel n'était pas le cas il y a seulement 20 ans. Un choix précis a été fait à partir de 1962 : le sacrifice des intérêts internes au profit des investissements accrus dans les objectifs de politique extérieure.

Après la seconde guerre mondiale, Staline avait réussi à reconstituer l'ancien empire impérial et, malgré quelques fluctuations de sa politique extérieure, cette dernière apparaissait comme une incontestable réussite. Après sa mort et jusqu'en 1962, la politique extérieure de l'URSS est restée confinée dans des limites somme toute modestes : il s'est agi d'ouvrir le pays au reste du monde, tout en maintenant la possibilité d'accroître son influence dans certaines régions du monde et notamment dans le Moyen-Orient. Pour ce faire, elle s'appuya sur les points faibles du système américain, par exemple l'Égypte, pays délaissé par les États-Unis qui avaient alors privilégié l'Irak.

Ainsi jusqu'en 1962, la politique extérieure de l'URSS se concentra exclusivement sur ses intérêts régionaux, mais en engageant cependant de faibles investissements, qui se sont traduits par la fourniture d'un armement de qualité modeste et d'une certaine assistance technique. La puissance soviétique a commencé à s'étendre, d'autant plus facilement qu'elle ne semblait pas menaçante. L'URSS a toujours fait preuve de tact et a toujours manifesté le souci de ne pas heurter les susceptibilités nationales. Cette expansion rapide dans le Moyen-Orient et, plus à l'Est en Inde, montre que l'URSS a très vite compris l'importance à venir d'un monde qui s'éveillait politiquement, « l'espace islamo-pétrolier » qui représente une masse humaine considérable.

L'année 1962 marque un tournant important dans cette vision stratégique et ce, sous le coup des circonstances. Les Soviétiques, qui ont été surpris par la révolution cubaine, n'hésitent pas à profiter de l'aubaine pour s'installer agressivement aux franges de l'espace américain. C'est ensuite l'affaire des fusées et la grave crise où a percé la menace d'un conflit mondial. Deux faits sont à noter dans le déroulement, puis le dénouement de cette affaire. D'une part, le retrait des fusées soviétiques de Cuba a été présenté à l'époque comme une défaite de l'URSS. Or cette défaite est restée limitée : en effet, si les Soviétiques ont rapatrié leurs fusées, ils en ont négocié le retrait avec les Américains et ont obtenu en contrepartie l'engagement par les États-Unis de respecter le régime castriste. Il s'agit là d'un trait permanent de la politique extérieure de l'URSS : elle accepte volontiers des retraites, dans la mesure où elle y entrevoit des éléments de ses succès futurs.

Seconde conséquence de cette affaire des fusées : l'Union Soviétique

La politique extérieure de l'Union Soviétique

choisit à partir de ce moment là, d'investir dans le domaine militaire et en particulier de devenir une puissance navale. Et en effet, au cours des années suivantes, on assiste au développement de cette puissance, avec pour corollaire une politique toute entière marquée par le souci d'affirmer cette force. Objectif qui se résume par la formule « partout présents ». Ainsi s'est reconstruit un monde bipolaire, sensiblement différent de celui né des accords de Yalta et qui obtient une espèce de légitimité en 1973 avec l'accord USA/URSS sur le contrôle des crises. Pour l'URSS, qui recherchait une reconnaissance de ses acquis, la conférence et les accords d'Helsinki en 1975 sont une incontestable victoire. En effet, pour elle, la circulation des hommes et des idées et le code qui les régit, ne peuvent s'interpréter qu'à la lumière des systèmes sociaux respectifs. C'est pourquoi ce qui lui importait dans cet accord, c'était beaucoup plus la consécration du découpage de la carte européenne, découpage qui lui était profitable.

En 1975, une fois de plus les circonstances changent. Avec Helsinki, l'URSS a certes obtenu ce qu'elle désirait, mais le partenaire devient plus insaisissable, les États-Unis en l'occurrence. Après la guerre du Vietnam, la crise morale qui s'est abattue sur les États-Unis et qui trouve son prolongement dans le départ précipité du Président Nixon reste difficilement compréhensible pour les Soviétiques. Ils ne vont pas moins essayer de profiter de ce qu'ils analysent comme un affaiblissement.

Dès 1976, au détour d'une phrase malheureuse du Président Carter, les dirigeants soviétiques pressentent que les États-Unis sont décidés à lâcher le shah d'Iran. D'autre part, pour la première fois dans l'histoire, ils pensent que le système capitaliste a prouvé sa faillite et qu'il ne trouvera pas les adaptations lui permettant de se perpétuer. En conséquence, ils estiment que le type de dialogue qui s'était instauré avec lui ne s'avère donc plus aussi nécessaire. Dans une vision prospective, ils sont convaincus que les problèmes énergétiques vont peser lourd sur les économies occidentales. Or, qui dit énergie songe au Moyen-Orient. D'où la volonté, sinon de contrôler, du moins d'exercer une pression constante sur cette région du monde.

Dans une tactique de grignotage sporadique, l'URSS prend position par l'intermédiaire des Cubains sur la côte ouest de l'Afrique, en Angola. Alors que jusqu'ici, elle n'avait déployé et démontré sa puissance qu'à l'échelle du continent européen, elle trouve là le moyen de prouver d'une manière éclatante sa puissance militaire à l'échelle de la planète. Puis, c'est au tour de « la corne de l'Afrique », de susciter l'intérêt de l'URSS, notamment l'Éthiopie et plus à l'Ouest, le Sud Yemen. L'URSS est ainsi en mesure d'exercer sa pression sur le Moyen-Orient sur plusieurs fronts.

Restait la transformation de la scène centro-asiatique. L'URSS sait l'Iran inabordable, du fait notamment des diverses mises en garde des États-Unis. Mais elle voit dans la situation en Afghanistan une aubaine dont elle décide de profiter, d'autant plus que son influence et sa pénétration qui ne datent pas des récents événements, n'avait soulevé jusque là aucune protestation. Considérant que l'Afghanistan fait partie, avec l'accord tacite des États-Unis, de sa zone d'influence, et que sa sécurité vis-à-vis de la Chine lui impose cette nécessité, l'URSS a créé la situation actuelle.

Quel est en fin de compte le bilan d'une telle politique ?

Tout d'abord, l'URSS n'a pas changé quant à sa vocation révolutionnaire. Elle n'a pas une telle vocation. Elle sait que l'ère des révolutions n'est pas pour demain, et sa vocation est avant tout étatique, vocation au service de laquelle elle met une phraséologie révolutionnaire en guise de justification. Si l'URSS est aujourd'hui plus vive, davantage animée de vues expansionnistes, elle sait cependant qu'il y a des limites qu'elle ne doit pas dépasser.

Dans l'affaire afghane, ensuite, l'URSS a mésestimé les potentialités de la résistance et elle rencontre là de sérieuses difficultés. Difficultés aggravées du fait que la violence soviétique dans ce pays a mobilisé contre elle l'ensemble du monde musulman, comme l'a montré le sommet d'Islamabad. L'URSS est actuellement une espèce de Roi nu qui a contribué à son détrimment au réveil de l'Islam et qui semble dans le même temps avoir amorcé le réveil des États-Unis. Même si on pronostique un échec de la révolution afghane dans ses conséquences à long terme, il n'en reste pas moins que l'URSS a réussi à agrandir son territoire, car l'Afghanistan est désormais partie intégrante de la zone d'influence soviétique. Le retrait des troupes soviétiques ne changera rien à cet état de fait.

Enfin, cette politique soviétique a profondément modifié le schéma de la scène internationale, car l'URSS a désormais le moyen de faire savoir à l'Europe de qui dépend son destin. Cependant, si l'Europe constitue le premier front de l'URSS, son second front, la Chine, lui procure un réel cauchemar, et notamment le cauchemar de « la tenaille sino-américaine ». Cette hantise est d'autant plus forte que l'URSS ne peut pas peupler ses territoires contigus à la Chine, en raison de ses problèmes démographiques. C'est pourquoi l'URSS mettra en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour empêcher les pays occidentaux de s'entendre avec la Chine. Alors que ce pays ne deviendra une réelle puissance que dans une trentaine d'années, l'URSS le perçoit comme une menace dont elle doit essayer de s'affranchir par des mesures immédiates.

Réflexions sur l'Etat soviétique

Annie Kriegel (1)

Toute réflexion sur la politique étrangère de l'U.R.S.S. doit être une réflexion sur la politique étrangère d'un système qui est à la fois à vocation mondiale et d'emprise déjà intercontinentale. A ce système est généralement donné le nom de *mouvement communiste international* :

- *Mouvement* pour indiquer qu'il est évolutif ;
- *communiste* puisqu'il ne se veut que le produit historique concret d'un projet initial entièrement constitué en théorie (théorie à laquelle on a successivement donné le nom de maximaliste, bolchévique, léniniste et, de la manière la plus universelle, abstraite et intemporelle possible, communiste) ;
- *international* pour fixer l'échelle à laquelle le mouvement se situe ainsi que la dimension de sa stratégie, en principe et dans la réalité.

On ne peut pas nier que l'*Etat soviétique* au sein de ce mouvement ait des fonctions propres mais des fonctions qui sont celles d'une pièce particulière encore qu'essentielle dans une mécanique d'ensemble.

Le mouvement communiste international se décompose en effet en trois compartiments :

Le sous-système des partis communistes. Implantés à l'échelle de chaque Etat (réel ou virtuel en fonction des critères de la politique communiste dans la question nationale : ex. le P.C. réunionais), les partis communistes, sous des noms d'ailleurs divers (ouvriers, du travail etc.), présentent, sur un fond commun et stable, des traits qui les particularisent : ils sont anciens ou récents, ont ou non atteint un certain degré de consistance et d'audience, sont ou non composés d'ouvriers industriels, sont légaux ou clandestins etc. Mais le sous-système des partis trouve en tout cas son principe de cohérence et le mode de régulation des rapports mutuels entre ses membres dans un concept fondamental : *L'internationalisme prolétarien* auquel, depuis 1976, il arrive qu'on préfère pour des raisons de polémique interne, la formule pratiquement équivalente de *solidarité internationaliste*.

(1) Professeur à l'Université de Paris X - Nanterre.

Le sous-système constitué par la Communauté des Etats socialistes. Appartiennent seuls à cette catégorie d'Etats, les Etats créés sur le modèle de l'Etat soviétique. Ils sont caractérisés par le fait qu'ils ne sont des Etats que dans leur relation avec le monde extérieur non socialiste. Dans leur face interne, ils ne sont qu'un mode d'intervention parmi d'autres (bien que particulièrement important) d'un pouvoir dont le seul détenteur est un parti communiste de type classique. D'où le terme de Partis-Etats. Il est à observer que le processus d'intégration des Etats dans cette catégorie des Etats socialistes est en voie de différenciation : on peut passer d'une catégorie de « faux » Etats socialistes (d'origine le plus souvent tiers-mondiste) à la catégorie des « vrais ». La communauté elle-même est en voie d'institutionnalisation, sans cesse d'ailleurs remaniée par l'entrée à des titres et degrés divers de nouveaux membres. Deux structures spécialisées, l'une d'ordre militaire, l'autre d'ordre économique : le Pacte de Varsovie et le Comecon (CAEM) témoignent de cette institutionnalisation dont le fondement doctrinal est garanti par le concept, forgé dans l'âge brejnevien, de *solidarité socialiste*.

Le sous-système des alliances. Trois catégories d'alliances sont particulièrement recherchées : elles visent les segments de la société mondiale qui offrent une nécessité ou une possibilité d'emprise élargie :

- L'alliance avec la *classe ouvrière* définie d'un point de vue encore « trade-unioniste », c'est-à-dire dans l'état où elle est avant d'avoir atteint à son niveau de maturation le plus élevé quand elle se transforme en *prolétariat révolutionnaire* ou *classe ouvrière mondiale*. La forme institutionnalisée de ce degré « trade-unioniste » de la classe ouvrière est le *syndicat*. A l'échelle mondiale, la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.) est la branche du syndicalisme international dont la fonction propre est précisément d'accélérer le passage de la classe ouvrière d'un degré à l'autre.
- L'alliance *pour la paix* que le mouvement communiste international est seul capable de défendre d'abord et d'instaurer durablement ensuite du fait que le marxisme-léninisme est crédité disposer d'une connaissance vérifiée de « l'essence » de la guerre. En pratique cette troisième catégorie d'alliance vise à faire admettre par des « partisans de la paix » les éventuels points communs entre socialisme et pacifisme. La structure institutionnalisée en est fournie par le *Mouvement de la paix* et son Conseil Mondial.
- L'alliance avec les mouvements de libération nationale et coloniale. L'importance de cette catégorie d'alliance s'est progressivement dégagée et affirmée : elle se trouve institutionnalisée dans le *mouvement des non-alignés* où la composante communiste s'efforce, en même temps que d'imposer sa direction, de faire triompher l'idée

d'une convergence *naturelle* entre socialisme et tiers-mondisme.

Chacun de ces sous-systèmes fonctionne avec des règles et des structures appropriées. L'étude du fonctionnement de l'ensemble exigerait, lui aussi, l'étude d'un nombre important de problèmes. Un seul sera ici examiné : la position de l'Etat soviétique à l'intérieur de la Communauté des Etats socialistes.

L'Etat soviétique a des fonctions propres, conformes à sa nature d'Etat, fût-ce un Etat socialiste. Il a par exemple une fonction de sécurité extérieure qui fait qu'il peut et qu'il doit entretenir avec d'autres Etats des relations dont la logique est celle de la Sécurité d'Etat. Mais lorsqu'il privilégie cette fonction au détriment de toutes les autres et surtout quand il utilise son poids pour occulter à son profit la seule véritable légitimité qui est celle du mouvement communiste international, l'Etat soviétique est menacé d'essuyer des échecs qui témoignent de ce qu'il ne peut sortir impunément des limites que lui fixent sa nature et son projet. Le plus frappant de ces échecs est, outre la rupture sino-soviétique, celui que l'URSS a connu dans ses relations avec l'Egypte ; c'est l'exemple favori des commentateurs qui se veulent rassurants en montrant sur pièces que les avancées du monde socialiste ne sont pas nécessairement irréversibles. En fait l'analyse du processus de convergence puis de divergence soviéto-égyptienne permet de cerner la racine de l'erreur : à savoir que l'URSS n'avait su concevoir sa relation avec l'Egypte que sous l'angle de la sécurité d'Etat, ce qui s'était traduit par un simple transfert d'armes d'un Etat fort à un Etat faible. L'échec et le retrait soviétiques ont dans ces conditions résulté de ce que l'alliance n'a reposé à aucun moment sur des fondements propres à la nature socialiste de l'Etat soviétique. La preuve en a été l'insouciance avec laquelle a été négligé et même renié l'appui local du P.C.

Cette tentation qu'a connue l'Etat soviétique dans cette période caractérise le kroutchevisme. Jusqu'en 1939, l'Etat soviétique ne peut réellement compter pour sa défense et sécurité que sur la protection que lui assure la Troisième Internationale. Après la guerre, l'Union Soviétique, en tant qu'Etat, acquit un poids considérable qui la conduisit vers 1960 à rêver de parité avec les Etats-Unis. Ce qui impliquait effacement, affaiblissement et détournement des différents sous-systèmes composant le mouvement communiste international. Le kroutchévisme, c'est en la matière une sorte de contamination du monde socialiste par les idées de duopole. C'est la raison pour laquelle le rétablissement progressif de l'orthodoxie léniniste dont Leonid Brejnev a été l'acteur après le renversement de Kroutchev a contribué à réactiver une politique étrangère du système communiste international à l'intérieur de laquelle la politique étrangère de l'Etat soviétique n'est que l'un des instruments.

Réflexions sur la politique soviétique

Michel Heller (1)

L'entrée de l'armée soviétique en Afghanistan a fait aux Etats-Unis l'effet d'une bombe. Le président Carter a déclaré que, pendant trois ans, il n'avait absolument rien compris mais que brusquement tout s'était éclairci. Il a compris que Brejnev le trompait, celui-là même qui l'avait si tendrement embrassé à Vienne. La réaction vexée de Carter et les mesures répressives américaines qui l'ont suivie, ont, à leur tour, vexé Brejnev. Et de fait, on le comprend mieux : il se fâche parce que lui, il n'a jamais essayé de tromper qui que ce soit. Carter se trompait lui-même, et en le faisant, il a trompé Brejnev. En avril 1978, le « New York Times » écrivait : « Devant le coup d'état en Afghanistan où, à Kaboul, les dirigeants d'un petit parti communiste ont pris le pouvoir, l'administration de Carter garde tout son calme. Et elle a raison... Il y a dix ans, toute victoire communiste aurait été considérée comme une défaite pour les USA. Aujourd'hui, la plupart des Américains pensent que le monde est devenu « plus complexe que cela ». Exactement au même moment, la « Pravda » disait : « Il existe une différence de principe entre une aide internationale du monde socialiste et une intervention néo-colonialiste de l'Occident ».

Brejnev n'a rien caché. Il a soutenu la prise de pouvoir par les partis communistes en Angola, au Yemen Sud, à Aden, en Ethiopie... Les USA ont gardé le silence. Ces événements internationaux, et d'autres, comme la brigade soviétique à Cuba, la révolution iranienne etc., ont été autant d'épreuves pour le président américain, en face desquelles il s'est comporté exactement comme l'avaient espéré les dirigeants soviétiques.

L'Union Soviétique a créé une armée et une flotte gigantesques. Brejnev s'est attribué le titre de maréchal. La propagande militariste a submergé le pays.

(1) Maître assistant à la Sorbonne - U.E.R. de slavistique.

On chante toujours en URSS une chanson, qui était très populaire pendant la dernière guerre. C'est une chanson patriotique, il y est question d'un oiseau qui, ne voulant plus quitter sa terre natale, décide de ne pas s'envoler pour l'hiver dans les pays chauds. Il y a encore peu de temps cet oiseau affirmait dans la chanson : « Je n'ai pas besoin des rivages turcs, je n'ai pas besoin d'Afrique ». Or, les paroles ont changé avec les changements de la situation géopolitique, et l'oiseau chante aujourd'hui différemment : « Je n'ai pas besoin d'un autre soleil, je n'ai pas besoin de terres étrangères ». Il ne mentionne plus la Turquie ou l'Afrique.

Aleksandr Tchakovski, l'écrivain de la cour de Brejnev, fait déjà publier le deuxième volume de son épopée intitulée « La Victoire ». Il y a dans cette histoire deux héros : Staline et Brejnev ; deux événements : la conférence de Potsdam et celle d'Helsinki ; une idée directrice : la victoire dont Staline avait jeté les bases en 1945 à Potsdam, est consommée par Brejnev à Helsinki trente ans plus tard.

Helsinki, c'est le couronnement d'une étape et l'ouverture d'une étape suivante dans l'histoire de la politique étrangère de l'Union Soviétique.

Cela, personne à l'Occident n'a voulu le voir. Ou presque personne. La cause réside, à mon sens, dans le fait que l'Union Soviétique reste pour les occidentaux un phénomène incompris. Non pas parce qu'elle est, d'après le mot de Churchill, une énigme doublée d'un mystère et enveloppée dans un secret. Au contraire, le système soviétique est d'une simplicité presque primitive. Mais en Occident on le considère comme s'il était semblable aux systèmes occidentaux. De là, l'insuffisance des tentatives faites pour expliquer l'invasion en Afghanistan. Le raisonnement est toujours le même. En Occident il peut y avoir une lutte entre « les colombes » et « les faucons », donc, à Moscou il peut y avoir quelque chose de semblable. En Occident un leader politique qui milite pour la détente ne peut pas, du jour au lendemain, faire volte-face, sans explication aucune, donc, à Moscou, le paisible Brejnev ne peut qu'avoir été forcé de faire malgré lui sa manœuvre inattendue. Il existe aux Etats-Unis un complexe militaire et industriel, donc, il doit exister la même chose à Moscou. L'Occident tremble de peur devant l'Islam, donc, l'Union Soviétique doit, elle aussi, éprouver la même peur, et il est très à la mode de parler aujourd'hui de « l'empire éclaté ».

Or, l'affaire afghane a fait, ou a pu faire éclater quelques mythes sur la politique extérieure de l'Union Soviétique : le mythe de la peur que Moscou aurait face à l'encerclement, face à la Chine, face aux fusées en Europe ; celui qui montre les dirigeants soviétiques, effrayés de tout, se comporter comme des enfants dans une chambre sans lumière, ce qui

expliquerait leur agressivité ; le mythe de la peur d'une explosion dans les républiques musulmanes ; et celui, finalement, qui veut que l'invasion de l'Afghanistan ne soit rien d'autre que la réalisation d'un rêve séculaire des tsars russes sur « les mers chaudes ».

Il est vrai que les dirigeants soviétiques ont peur de tout : du capitalisme, du socialisme, de la gauche, de la droite (moins que de la gauche), des Juifs et des Chinois, des Américains et des Allemands.

Que faire vis-à-vis de l'URSS ? La réponse a déjà été donnée en 1919 par le premier ministre britannique de l'époque, Lloyd George. Il a proposé « d'étouffer la Russie soviétique avec de la bonté ». C'est précisément cette même attitude qui a trouvé son expression finale il y a à peu près quinze ans dans la politique de la détente.

Un pédiatre américain, le docteur Spock, disait qu'un enfant ne pouvait grandir sans complexes que si l'on cédait à tous ses caprices. La politique de la détente, c'est la politique du docteur Spock. L'Union Soviétique, qui occupait après la révolution un sixième de la surface terrestre, et plus encore de nos jours, a peur de l'encerclement, il faut donc respecter ce sentiment. Pendant la Deuxième guerre mondiale l'Union Soviétique a perdu plus de vingt millions d'hommes, il est donc inimaginable que les Soviétiques puissent vouloir faire la guerre. L'URSS a peur des troubles dans ses républiques musulmanes, et pour cette raison, elle n'entrera pas en Afghanistan. Elle a peur des troubles dans les républiques musulmanes, elle va donc entrer en Afghanistan etc.

L'erreur fondamentale de toute réflexion occidentale sur les causes et les effets de la politique extérieure soviétique, est qu'on veut y trouver une logique et une stratégie profonde. Mais la politique soviétique ne devient compréhensible que si l'on accepte son caractère irrationnel. Elle a un sens, bien sûr, mais il est le même que celui qui se cache dans le comportement d'un fauve qui s'en va chasser. Sa stratégie : assouvir sa faim. Sa tactique : trouver un animal plus faible que lui.

Le côté irrationnel de la politique soviétique réside dans le fait que Moscou ne tire pas de bénéfiques matériels de son empire qui gonfle sans cesse. Les puissances impérialistes rationnelles, dont la Russie tsariste, envahissaient d'autres pays afin d'avoir plus de terres, plus de population, plus de richesses naturelles, et d'en profiter pour vivre mieux. Après les victoires soviétiques à Cuba, en Angola etc..., les habitants de la métropole vivent moins bien. Après l'invasion en Afghanistan, la situation va encore se dégrader. Mais les dirigeants soviétiques sont satisfaits : ils deviennent de plus en plus puissants.

L'invasion en Afghanistan, la conquête de ce qu'on pouvait conquérir, a apporté quelques avantages immédiats : la situation catastrophique de

l'économie s'explique par les manigances des impérialistes américains, des hégémonistes chinois et des sionistes ; la terreur intensifiée à cette occasion à l'intérieur du pays, permet de « renforcer les arrières » ; l'armée soviétique, qui n'a pas eu de baptême du feu pratiquement depuis la guerre contre l'Allemagne, peut tester son armement, vérifier la préparation de ses soldats ; cette démonstration de force donnera à réfléchir à l'Europe, à tous les voisins de l'Union Soviétique, proches et éloignés, elle donnera à réfléchir à la Chine et aux USA.

En attendant, l'Union Soviétique sait très bien qu'il suffira de peu de temps pour que le monde entier se fasse une raison de la conquête de l'Afghanistan, exerce à nouveau la « politique du docteur Spock » et évite à tout prix que Moscou « perde la face ».

La meilleure définition de la politique soviétique a été fournie, comme on pouvait bien s'en douter, par le maréchal et le secrétaire général Leonid Brejnev. D'après les journaux anglo-saxons, dans sa conversation avec Chaban-Delmas, il a donné aux Américains le choix suivant : ou bien l'alliance avec la Chine, autrement dit, la guerre et la destruction, ou bien la coexistence pacifique.

Dans « Nous autres », le roman prophétique de Zamiatine, l'Etat Unifié envoie un vaisseau spatial lourdement armé pour porter le bonheur sur d'autres planètes. « Notre devoir, dit l'Etat Unifié, consiste à leur imposer le bonheur ». Brejnev propose le choix : la guerre nucléaire ou la coexistence pacifique. Il dit que son devoir consiste à nous forcer à être heureux.

Et je crains que ce bonheur nous guette.

les éditions
ouvrières



Etudes rassemblées
par
Maurice Lévy-Leboyer
**Le Patronat
de la seconde
industrialisation**

Cette série d'études
permet de préciser
l'évolution du patronat
et de mieux en définir
la fonction.

Cahier du «Mouvement social»
20411 - 324 pages

les éditions
ouvrières



Roger Livet
**Les nouveaux visages
de l'agriculture française**

Une analyse complète
des transformations profondes
du monde agricole.

Economie et Humanisme
Collection
« Développement et Civilisations »
20543 - 212 pages

les éditions
ouvrières



Ignacy Sachs

**Stratégies de
l'écodéveloppement**

Une remise en cause
fondamentale des styles de vie
et de consommation,
des choix techniques
et de gestion, et des
structures institutionnelles.

Economie et Humanisme
Collection
« Développement et Civilisation »
20497 - 140 pages

PROJET

revue mensuelle n° 144, Avril 1980
Numéro spécial : **Familles d'ici demain**

Si l'enfant paraît

Mariages et naissances en France (P. Festy).
Quel désir d'enfants ? (Olivier de Dinechin).
Le vécu de la grossesse (Micheline Garel).

Les parents changent, les jeunes poussent

Parents-enfants : modèles, rôles éternels ? (A. Marie Coutrot).
Travail et vie familiale, concurrence et/ou innovations (Françoise Lautman).
Approche socio-culturelle du conflit des générations (Pierre Mayol).
Adolescence, techniques, avidité (Maurice Lecoq).
Eclatement de la famille ou éclatement de la société ? (Agnès Pitrou).

Situations économiques

La famille, agent économique (Edith Archambault).
Les aides financières à la famille : un édifice à reconstruire (Etienne Louis et Jean de Marcillac).
Dessins de ODD.

En vente dans les kiosques, drugstores et librairies
Le n° : 14 F, abonnement, un an (10 numéros) 125 F (étudiants 110 F)

PROJET, 14, rue d'Assas, 75006 Paris

futur - informations

Mai 1980

Bulletin d'information sur les principales activités des centres de prospective et sur les idées et faits porteurs d'avenir, réalisé par le service d'information de l'Association Internationale Futuribles (responsable : Carole Médrinal), 55, rue de Varenne, 75007 Paris, tél. 222-63-10.

Les nouvelles de la prospective

Maroc 2000

L'Association Marocaine de Prospective créée il y a quelques mois vient de tenir son premier séminaire sur le thème « Développement et Prospective » à Beni Mellal du 21 au 22 mars. Plus de soixante universitaires, hommes politiques et représentants des secteurs public et privé ont pris part aux débats passionnés qu'a provoqué cette rencontre. Cette réunion, remarquable tant par la qualité scientifique des contributions que par l'enthousiasme des participants, fut marquée par un judicieux mélange entre des considérations à caractère technique et des réflexions de nature plus philosophique sur l'évolution socio-culturelle du Maroc.

La réunion s'est terminée par l'adoption d'une « Déclaration de

Beni Mellal » dont l'esprit se résume en une phrase qui précise : « En premier lieu nous voulons et nous tenons, par tous les moyens possibles, à changer une mentalité ». La Déclaration de Beni Mellal définit un programme de recherches qui couvrira l'étude de thèmes tels que les « besoins de la population et une redistribution plus équitable des fruits du développement économique social et culturel » et « enfin et surtout, la place du Maroc dans l'environnement international et particulièrement en Afrique et dans le Monde Arabe ».

Le Séminaire a également recommandé la création d'un Institut Marocain de Prospective qui constituerait un lieu de convergence de l'université, de l'administration et

du secteur privé pour engager un travail permanent concernant le futur du pays et favoriser un développement endogène s'appuyant sur « un projet de société conforme aux aspirations et systèmes de valeurs socio-culturelles nationales ».

(Association Marocaine de Prospective, Université Mohamed V, B.P. 554, Rabat).

Prospective et éducation (France)

Un arrêté du Ministère Français de l'Éducation indique qu'un directeur sera bientôt chargé d'animer, au sein de ce Ministère, « un petit groupe de jeunes fonctionnaires chargés de la prospective et du développement des moyens techniques et scientifiques ».

(Journal Officiel 30 mars 1980 et Le Monde 20 avril 1980).

Création du Centre d'Information des Banques de Données

L'industrie de l'information prend aujourd'hui en France un essor prometteur. Aux 700 banques de données déjà accessibles en ligne, vont s'ajouter 500 nouvelles banques qui seront créées en Europe d'ici 1985.

Afin de répondre à une demande importante et diversifiée émanant aussi bien d'utilisateurs expérimentés de banques de données que de journalistes, d'étudiants, d'ingénieurs ou autres, Infotecture (1)

(1) Bimensuel d'actualité des banques de données.

vient de créer le Centre d'Information des Banques de Données. Le premier objectif du Centre est de faciliter l'accès aux sources d'informations automatisées en mettant à la disposition du public les guides, annuaires, études et revues qu'il a rassemblés. Par ailleurs, le Centre éditera une lettre mensuelle et proposera une série de services sur mesure.

Les aspirations des français

Le Centre de Recherches pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie (CREDOC) vient de publier les premiers résultats de l'enquête 1979 sur « les situations et perceptions relatives aux conditions de vie et la qualité de la vie des Français ». Huit thèmes principaux ont été traités au cours de cette enquête : famille — logement, environnement, cadre de vie — emploi, qualité de la vie au travail, formation — santé — situation économique — environnement familial et social — temps et loisirs — participation sociale, inégalités, justice. Les données sociales progressivement recueillies constitueront une banque qui sera mise à la disposition des laboratoires universitaires (environ 18 mois après chaque phase de terrain) pour alimenter des recherches plus spécifiques.

CREDOC 142, rue du Chevaleret 75013 PARIS. 584-14-20.

Actualités prospectives : idées et faits porteurs d'avenir

Inventaire européen des matières premières

Après avoir rappelé que la Communauté Européenne était dépendante de l'extérieur pour 75 % de ses besoins de base, Madame Moreau — au cours d'une question orale au Parlement Européen — a demandé que soit dressé un inventaire des besoins et des ressources de l'Europe en matières premières minérales et végétales. Se référant au rapport Paley qui avait été établi au début des années 50 aux Etats-Unis, le député français demande que cet inventaire comporte une analyse des besoins pour toutes les matières minérales et végétales consommées dans la communauté, ainsi qu'une analyse des quantités, des sources d'approvisionnement, et de leur coût. Madame Moreau, qui insiste sur l'urgence d'un tel rapport, demande qu'il porte non seulement sur la situation actuelle mais aussi sur l'évolution à moyen et long terme.

(Parlement Européen, Débats du 14 janvier 1980).

Les Français face au mouvement écologiste

Victorieuse sur le terrain culturel, l'écologie hésite encore sur celui de la politique.

Voici très sommairement le principal enseignement du sondage effectué par la SOFRES sur les attitudes des Français face au mouvement écologiste. Ce sondage est commenté par Jacques Julliard dans « le Sauvage », qui reparait après six mois de silence.

Le premier triomphe de l'écologie, c'est son image de marque : 70 % des Français en ont une opinion très bonne (11 %) ou plutôt bonne (59 %). Difficile de ne pas rapprocher ces chiffres des 27 % du P.C. des 29 % du RPR et des 52 % du P.S. Mais attention, il ne faut pas mélanger écologie et politique. Pour la grande majorité des personnes interrogées, l'écologie est avant tout un mouvement de défense de la nature et de l'environnement (62 %) et non un contre-parti politique (40 %). Surprenant contraste ! L'écologie c'est aussi une nouvelle manière de vivre (11 %) et beaucoup moins un refus du nucléaire (60 %).

Un candidat écologiste est-il souhaitable aux présidentielles ? Oui, répondent 54 % des français (contre 22 % qui ne le souhaitent pas) mais à condition qu'il ne se mêle pas de politique (59 %). Et d'ailleurs peu importe à qui le candidat écologiste prendra des voix ; ce qui compte, ce sont les idées pour

lesquelles il se battra (70 %).

Un candidat, oui, mais qui ? 62 % des Français ne peuvent citer aucun nom, 17 % n'ont pas d'opinion ; le commandant Cousteau (6 %), René Dumont (5 %), Haroun Tazieff (3 %), Brice Lalonde (2 %) et autres (5 %) se partagent le reste du pourcentage.

Parmi les hommes politiques français, le plus vert, le plus écolophile, c'est Michel Rocard (12 %) suivi par François Mitterrand (10 %) et Valéry Giscard d'Estaing (9 %).

Le Sauvage — Printemps 1980 — N° 70.

Energie 1990 (France)

Alors que les experts de la Commission de l'Energie du VIII^e Plan Français préconisent de ramener la part du pétrole dans la consommation à 40 % en 1990 (au lieu de 57 % actuellement), le Ministre de l'Industrie propose au Conseil des Ministres d'atteindre l'objectif encore plus ambitieux de 30 %.

La consommation primaire d'énergie de la France, qui avoisine aujourd'hui 190 millions de tonnes d'équivalent-pétrole (TEP), devrait — selon les Pouvoirs Publics — s'établir autour de 250 millions de TEP en 1990. Le gouvernement souhaiterait que cette consommation se répartisse à raison de 30 % pour le pétrole, 30 % pour le charbon et le gaz naturel, 30 % pour le nucléaire et 10 % pour les énergies renouvelables (une moitié venant de l'hydraulique et l'autre des énergies

nouvelles). Le gouvernement se propose également de renforcer le dispositif des économies d'énergie notamment en agissant dans le domaine du logement et des transports.

Emigration Allemande

Depuis l'invasion de l'Afghanistan, le nombre d'Allemands qui souhaitent s'expatrier « a considérablement augmenté ». L'Australie a vu doubler les demandes mensuelles d'immigration, tandis que la représentation néo-zélandaise à Bonn parle d'un véritable boom. Les périodes de crise ont traditionnellement encouragé l'émigration allemande. La vague actuelle est cependant plus modeste que jadis, ne serait ce qu'en raison de l'attitude plus sélective des pays d'accueil.

(Der Spiegel et le Nouvel Economiste du 7 avril 1980).

La Suède favorable au nucléaire

Les Suédois se sont prononcés, lors du référendum de mars dernier, en faveur de la poursuite du programme d'équipement nucléaire. Parmi les trois options soumises au vote, les deux premières, favorables à la mise en service de douze réacteurs programmés sur une période de 25 à 30 ans, ont recueilli près de 58,2 % des suffrages exprimés tandis que la troisième option qui préconisait l'abandon des centrales avant 1990 a obtenu

38,6 % des voix.

Il semble que l'abondance d'informations qui a accompagné la campagne électorale, n'a pas, comme on pouvait le supposer, profité aux adversaires du nucléaire mais a plutôt concouru à augmenter le taux d'abstention habituellement nettement inférieur en Suède. Il reste, néanmoins, que la Suède a activement participé au débat et qu'elle fait désormais partie des pays les mieux informés sur le nucléaire et de ce fait probablement les plus exigeants sur les questions de sécurité.

Prévision démographique

La population mondiale atteindra 6 257 millions d'individus en l'an

2000, contre 2 504 millions en 1950. Pendant ce demi-siècle, les effectifs de la main d'œuvre auront été multipliés par 2,3, passant de 1 100 millions de personnes à 2 545 millions. La main d'œuvre féminine aura, dans le même temps augmenté deux fois et demie (344 millions en 1950 contre 877 millions en l'an 2000) et le nombre des inactifs sera passé de 1 404 millions à 3 712 millions.

La population des pays développés ne représentera qu'un peu plus d'une personne sur cinq, les travailleurs de ces pays ne constituant que le quart de la main d'œuvre totale.

(Source : Institut National d'Etudes Démographiques, sur la base des projections de l'ONU, la FAO, l'UNESCO et du BIT).

Les nouvelles de Futuribles

Rapports de recherche

Le Nouvel ordre économique international

L'Institut des Nations-Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR) et le Centre d'Etudes Economiques et sociales du Tiers-Monde (CEESTEM) poursuivent un programme de recherche sur « les progrès dans l'instauration du nouvel ordre économique international ». Dans le cadre de ce programme, la Fédération Mondiale des Associations pour les Nations-Unies (WFUNA) a entrepris une enquête internationale auprès des décideurs et des experts pour déterminer qu'elles sont leurs attitudes à l'égard du NOEI. Environ 300 interviews seront réalisées dans chacun des pays participant à l'enquête. L'enquête française a été confiée à l'Association Internationale Futuribles.

Réunions Mai-juin 1980

Mai

5 mai 17h.30 - 19h.30 : « **le nouvel ordre économique international est-il vraiment nouveau ?** » — Exposé introductif de M. Jacques ATTALI (Directeur de l'Institut de Recherche et d'Information Socio-Economique - IRIS).

13 mai 17h.30 - 19h.30 : « **l'impact politique de l'Islam au Proche et au Moyen-Orient** » — Table-ronde introduite par M. Olivier CARRE (Chercheur au Centre d'Etudes et de Recherches Internationales de la Fondation des Sciences Politiques), auteur d'un article sur « l'Islam politique dans l'Orient Arabe », paru dans *Futuribles*, n° 18, 1978, et par M. Jean-Pierre DIGARD (Ethnologue, chargé de recherches au CNRS, spécialiste de l'Iran).

22 mai 17h.30 - 19h.30 — Conférence-débat avec M. Alvin TOFFLER, à l'occasion de la parution, aux Editions Denoël, de son dernier livre « **La Troisième Vague** ». (Cette réunion se tiendra à l'Hôtel Meurice, 228, rue de Rivoli - 75001 Paris).

27 mai 17h.30 - 19h.30 : « **Les actualités prospectives** » — Repérage des faits et des idées porteurs d'avenir dans l'actualité de Mai.

Juin (programme provisoire)

« **L'Afrique au XXI^e Siècle** », table-ronde introduite par M. DOO KINGUE, Sous-Secrétaire Général à l'ONU, Directeur Général du PNUD pour l'Afrique.

« **Groupe de bibliographie** »

Sélection et analyse des principaux ouvrages de prospective publiés en Mai-Juin (réunion de travail consacrée à la préparation de la rubrique bibliographique de la revue *Futuribles*).

« **Les actualités prospectives** »

Repérage des faits et des idées porteurs d'avenir relevés dans l'actualité de juin.

Toutes ces réunions (sauf celle du 22 mai) se tiendront au siège de Futuribles : 55, rue de Varenne, 75007 Paris. Renseignements et inscriptions sur demande. (222.63.10).

Analyses critiques

BESANÇON, Alain. — *Présent soviétique et passé russe.* — Paris, Librairie Générale Française, 1980. — 402 p. (Coll. Le Livre de Poche. Puriel).

Plus de 60 ans après sa naissance, le régime soviétique continue à dérouter l'observateur occidental, rendant les diplomaties hésitantes, les compromissions fréquentes, les méprises catastrophiques. Il faut sans doute attribuer au caractère monstrueusement inédit du régime totalitaire soviétique les erreurs et les complaisances que le régime a suscitées. Passé et mémoire russes manipulés et faussés par l'idéologie soviétique, occidentaux désireux de trouver une continuité avec les tsars (Gaullisme), méconnaissance de l'Histoire russe, tous ces éléments ont contribué à obscurcir la réalité du régime soviétique.

Le mérite du livre d'Alain Besançon est de dépasser, grâce à une démonstration théorique et historique, la problématique simple de la continuité et de la rupture pour mieux nous faire comprendre le sens des résurgences. Cela lui permet ainsi de mieux cerner les traits spécifiques de ce régime, qui échappe à toutes les définitions classiques des formes pures ou corrompues de gouvernement.

Besançon nous explique à cet égard que « l'Historiosophie » est le mouvement qui tente de faire coïncider l'histoire, passée mais surtout présente, avec la société et les principes que l'on veut voir triompher. Cet affranchissement du réel par la « logocratie », cette fiction qu'un pouvoir veut inscrire dans le réel par la médiation de l'idéologie sont autant de filtres par lesquels sont passées les anciennes formes de pouvoir et de la société russe.

Prenons un exemple significatif. Dans un de ses articles, Alain Besançon étudie « comment la Russie a pensé au peuple » : une poussière d'esclaves atomisée, encadrée bureaucratiquement et sans lien avec aucune élite, ce qui favorisa, au XIXe, des mouvements tels que la slavophilie schismatique et le populisme socialiste. Ceux-ci se rejoignaient dans la construction idéologique d'un peuple imaginaire, porteur de saintes qualités, objet de foi et non considéré dans sa réalité concrète. Projection imaginaire qui ne peut évidemment supporter les démentis du réel, sommé de se plier devant l'idéologie.

Cependant, la société civile commençait au même moment à prendre conscience d'elle-même, singulièrement le secteur libéral et bourgeois qui conduisait le développement fulgurant de l'économie russe dans cette fin

de XIX^e siècle ; secteur dynamique qu'un Pouchkine savait être la chance de la Russie. De cet héritage contradictoire, il ne reste aujourd'hui qu'un catalogue de formes vidées et révolues, une société civile absorbée ou figée par un état qui a durci, jusqu'à la caricature, ses traits les plus bureaucratiques et les plus autoritaires. Toutes les anciennes formes de pouvoir, qui étaient en train de disparaître, ont comme une sinistre « reviviscence » alors que les aménagements graduels de la société civile ont été, eux, éliminés. La réalité soviétique est en ce sens le double de l'ancienne réalité russe mais un double déformé, incomplet, mensonger. Le régime actuel ne reprend à son compte les anciennes formes de pouvoir que pour mieux assurer l'hypertrophie désordonnée de son pouvoir, cette « anarchie tyrannique » qui selon l'expression de l'auteur « a remplacé les formes de la société civile par leurs ombres et celles du pouvoir par leurs spectres ».

On ne peut donc parler de permanence ou de tradition : l'idéologie est venue exacerber certaines tendances du pouvoir en Russie, qui ne résumaient pas à elles seules toute la réalité russe ; surtout cette idéologie a construit de toutes pièces une surréalité qui lui est propre et qui fonctionne suivant un modèle que l'on peut retrouver à Ho Chi Minh-Ville, Berlin-Est ou Cuba. A ce titre, l'autonomie du système idéologique rend pessimiste sur le bel avenir qui s'offre à lui, avenir naguère évoqué par Andrei Amalrik : « l'Union Soviétique survivra-t-elle en 1984 ? ». Oui, hélas, et sur un mode uniformément répétitif.

Manuel Jean Pietri

DELMAS, Claude. — *Le désarmement.* — Paris, PUF, 1979 (Collection *Que sais-je ?*).

Auteur de nombreux ouvrages, portant sur les questions de défense et de stratégie, d'unification européenne ou sur l'Alliance atlantique, Claude Delmas était particulièrement compétent pour réaliser une nouvelle synthèse sur le désarmement. Près de deux années se sont écoulées depuis que les Nations Unies consacrèrent à cette question leur dixième Assemblée Générale Extraordinaire, en mai-juin 1978, la première qui ait été jamais tenue sur ce thème. En traiter dans les limites imparties par la collection « *Que sais-je ?* » relève d'un véritable tour de force. M.

Delmas y est fort bien parvenu. Son ouvrage, écrit d'une plume serrée toujours concise et très claire, remplacera maints témoignages ou de nombreux ouvrages spécialisés. Doté d'une bibliographie solide, il permet de faire le tour général du problème.

Conçu à l'origine comme la suppression des effectifs et matériels militaires réduits à l'état de simples forces de police intérieure, le désarmement est entendu de nos jours comme toute mesure de réduction ou de limitation des armements. On pourrait ajouter de réglementation, tant il est vrai que les négociations SALT n'aboutirent en réalité qu'à une réglementation contractuelle de la programmation des systèmes d'armes nucléaires possédés ou désirés par les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

Dans un premier chapitre, sont exposées les principales conceptions ayant régné, avant le XX^e siècle, à propos du désarmement. M. Delmas les qualifie à juste titre de rêve. Combien inexacte nous semble en effet aujourd'hui la prophétie d'Auguste Comte datant de 1842 « l'époque est enfin venue où la guerre sérieuse doit totalement disparaître chez l'élite de l'humanité ». Tragique méprise, qui voyait en la civilisation industrielle naissante l'antithèse de la guerre. En suivant une progression historique particulièrement adaptée au sujet, un chapitre est consacré aux objectifs assignés à la SDN et à l'ONU. La guerre froide réduisit à néant les espoirs des partisans, à l'instar de Niels Böhr, d'un accord international portant sur l'arme nucléaire. La Communauté des savants ne résista pas à la forte poussée des antagonistes politiques, les diverses négociations conduisant toutes à l'impasse. Elles ne reprirent qu'avec des objectifs plus limités. La déclaration américano-soviétique du 20 septembre 1961 mettait de côté la recherche d'un désarmement général et complet pour se limiter à des accords plus précis. Le désarmement fut remplacé par la technique de « l'arms control ». Celle-ci aboutit à une dizaine d'accords recensés et analysés dans l'ouvrage. Une partie importante de celui-ci est consacrée ensuite aux SALT qualifiées à juste titre de « négociation du siècle ». Quelques lignes bien dosées analysent les derniers travaux de l'ONU sur le désarmement. Le plan français présenté à l'occasion de la X^e Assemblée Générale extraordinaire est, à juste titre, qualifié de passage de l'incantation magique au réalisme.

Nous ayant mené ainsi à travers toute l'histoire du désarmement, M. Delmas se garde bien de conclure de manière définitive. Dans un monde toujours guidé par la peur, les divers accords de désarmement partiel sont à la fois nécessaires et ambigus. Les événements actuels lui donnent amplement raison.

Eugène Berg.

Comptes rendus

- **BRAILLARD Philippe et SENARCLENS, Pierre.** — *L'impérialisme.* — Paris, PUF, 1980. (Collection « Que sais-je ? »).

Heureuse synthèse, réalisée par deux spécialistes des relations internationales, à propos d'un phénomène complexe et abondamment controversé : l'impérialisme. OÙ le Larousse du XX^e siècle, publié en 1931, ne voyait qu'un phénomène à base territoriale, on dénombre aujourd'hui des significations fort diverses de ce terme largement popularisé par le fameux ouvrage de Lénine « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ».

L'ouvrage se divise en deux parties. La première à trait à l'expansion coloniale des XIX^e et XX^e siècles. En présentant les analyses marxistes de l'impérialisme ils nous décrivent successivement les thèses de Hilflading, Boukharine, Rosa Luxembourg et Lénine. Les développements, moins bien connus, consacrés aux analyses non marxistes sont particulièrement bien venus. On perçoit mieux le rôle qu'ont pu jouer les divers facteurs socio-économiques et les motivations politiques dans l'expansion coloniale du siècle passé.

Mais c'est la deuxième partie « impérialisme et dépendance à l'ère de la colonisation » qui constitue l'apport le plus original des auteurs. Rarement ont été présentées de manière synthétique et complète les diverses conceptions théoriques du phénomène de domination. A ce titre, l'étude de l'impérialisme est replacée dans le cadre de l'approche nouvelle des relations internationales issue des divers courants pour la plupart d'origine anglo-saxonne (« école réaliste » de Hans Morgenthau, démarche behavioriste). Les divers concepts de la dépendance sont passés en revue et analysés avec profondeur, ce qui conduit les auteurs à présenter les multiples faces de ce phénomène, dans ses dimensions politiques, économiques, techniques et culturelles.

Au total, « l'impérialisme » apparaîtra pour les uns une très utile présentation d'un aspect déterminant du débat international actuel, pour les autres une mise au point et un rappel fort bien articulé.

Eugène Berg

- **BRULÉ Jean-Pierre.** — *Demain... l'armée soviétique.* — Paris, Ed. Copernic 1979. — 304 p.

Après les films-catastrophes, les livres-catastrophes. Mais lorsque la réalité rejoint la fiction on ne sait plus sur quel pied danser, d'autant qu'en l'espèce, le danger redouté nous touche de très près. « Le Cinquième Cavalier » avait le rassurant mérite de maintenir l'illusion de la fiction, le livre de J.P. Brulé ne nous accorde même pas cet aveugle confort.

Les chiffres sont effrayants : une armée de 4,5 millions de soldats, un effort militaire trois fois plus important que celui de l'Europe, 40.000 chars, 10.000 avions, 82 sous-marins nucléaires (dont on connaît l'importance stratégique). Enfin, plus de 2.000 fusées porteuses de charges thermonucléaires, dont 450 sont prêtes à détruire les centres vitaux de la seule Europe... Si le présent n'est déjà guère radieux, l'avenir selon J.P. Brulé est franchement noir. La décennie que nous entamons marquera l'apogée de la puissance militaire soviétique mais aussi pour les Russes l'échéance d'une série de choix impératifs aussi bien sur le plan international, que sur le plan intérieur. Et l'auteur ne manque pas de comparer cette situation future, avec celle de l'Allemagne nazie un demi-siècle auparavant. L'effet est réussi et le sérieux de la documentation rajoute encore au sentiment d'amertume que l'on a en refermant ce livre. Une telle vision réductionniste de l'avenir mondial, sous tendue par un trop évident militantisme en faveur du « réarmement » de l'Europe, ne conduit-elle pas cependant à l'acceptation implicite de la guerre ? Cette hypothèque sur l'avenir nous semble dangereuse, car elle est de celles qui se confortent, qu'elles que soient les occasions de détente qui s'offriront sans doute. Il reste que les sonnettes d'alarmes sont toujours nécessaires.

Laurent Charreyron

- AMNESTY INTERNATIONAL. — *Rapport sur la peine de mort.* — Ed. Mazarine, 1979. — 367 p.
- AMNESTY INTERNATIONAL. — *Rapport 1979.* E. Mazarine, 1979. — 254 p.

Une conférence internationale, convoquée par Amnesty International à Stockholm en décembre 1977, a marqué le début d'une campagne mondiale pour l'abolition de la peine de mort. Le présent rapport, dont l'objectif souhaité est l'abolition totale de ce qu'Amnesty International considère comme un « anachronisme et un acte commis de sang-froid au-dessous de la dignité d'un Etat moderne », est destiné à servir de base - et à fournir l'information nécessaire - pour l'accomplissement de cette tâche.

Il fournit, pays par pays, une information détaillée aussi bien sur la peine de mort légale, inspirée par les tribunaux et appliquée conformément à la loi, que sur l'exécution extra-judiciaire, véritable meurtre commis ou toléré par un Etat.

Le rapport annuel, quant à lui, rend compte des activités d'Amnesty International pour la défense des prisonniers d'opinion ainsi que des actions entreprises, au cours de l'année 1979, contre la torture et la peine de mort dans différents pays.

Dans l'un comme dans l'autre rapport, Amnesty International ne porte pas de jugement sur les systèmes politiques ou sur les idéologies et laisse au lecteur le soin de tirer des conclusions des faits qu'elle présente.

Rosine Klatzmann.

- FRANCK Claude et HERSZLIKOWICZ, Michel. — *Le sionisme.* — Paris, PUF, 1980. (Collection « Que sais-je ? »).

Alors que les négociations israélo-égyptiennes portant sur « l'autonomie » palestinienne marquent le pas, que l'OLP poursuit son offensive diplomatique qui l'a fait reconnaître par la plupart des gouvernements occidentaux, l'ouvrage de Claude Franck et Michel Herszlikowicz se veut un plaidoyer censé et abondamment documenté en faveur des thèses traditionnelles de l'Etat hébreu. Retour à Sion, mont surplombant Jérusalem, ce mouvement a symbolisé depuis trois millénaires les liens indissolubles qui ont uni le peuple juif, la religion hébraïque et la terre d'Israël. Ce rappel historique qui couvre le quart de l'ouvrage apparaîtra nécessaire et combien utile à maint lecteur. Si, à juste titre, les auteurs décrivent la permanence de la présence juive en terre d'Israël malgré la dispersion, leur démonstration de « l'inexistence historique d'une entité palestinienne arabe » peut sembler relever d'une interprétation qui leur est propre. Sans reposer la question de fond : deux peuples peuvent-ils coexister sur un même territoire, ne doit-on pas s'interroger sur l'éveil et le développement d'une conscience palestinienne ? Ce récit historique s'achève avec la lutte armée pour l'indépendance d'Israël (1944-48). On saura gré aux auteurs de nous avoir présenté sur deux pages les cartes successives de l'implantation territoriale des Juifs en Palestine en 1922, 1937, 1938 et 1947 selon le plan de partage de l'ONU du 29 novembre.

Un deuxième chapitre est consacré aux diverses institutions sionistes. C'est ainsi que sont retracés l'apport fondamental de Théodore Herzl et du Congrès sioniste, l'œuvre de l'organisation sioniste mondiale et de l'Agence juive. La typologie des différentes familles spirituelles apparaît fort utile : sionisme religieux, socialiste, révisionniste ou national. Les caractéristiques principales de l'Etat d'Israël « sionisme en pratique » sont retracées rapidement. Un dernier chapitre, couvrant également le quart de l'ouvrage, est consacré aux divers antisionismes. Les courants antisionistes traditionnels, transposition de l'antisémitisme traditionnel à ce que les auteurs qualifient de « renouveau antisioniste dans l'Occident contemporain ».

Cet ouvrage, historique et politique, apporte un éclairage intéressant sur l'une des questions essentielles de notre temps. Le débat sur ce point est largement ouvert, la contribution de C. Franck et M. Herszlikowicz apporte des éléments fort utiles à connaître.

E.B.

Vient de paraître

- BIARNES, Pierre. — *L'Afrique aux africains. 20 ans d'indépendance en Afrique noire francophone.* — Paris, Colin, 1980. — 480 p.
- BLANC, Jacques. — *A la recherche des milliards perdus.* — Paris, PUF, 1980. — 156 p.
- CANAPA, Marie-Paule. — *La Yougoslavie.* — Paris, PUF, 1980. — 128 p.
- COHEN, Samuel T. et GENESTE, Marc. — *Échec à la guerre. La bombe à neutrons.* — Paris, Éd. Copernic, 1980. — 256 p.
- GRAPIN, Jacqueline. — *Radioscopie des États-Unis. De la chute de Saïgon à la prise de Kaboul.* — Paris, Éd. Calmann-Lévy, 1980. — 352 p.
- GUERNIER, Maurice. — *Tiers-Monde, 3/4 du monde.* — Paris, Éd. Dunod, 1980. — 153 p.
- KAHN, Philippe (Sous la direction de). — *De l'énergie nucléaire aux nouvelles sources d'énergie : vers un nouvel ordre énergétique international ?.* — Paris, Éd. Techniques, 1979. — 532 p.
- LIVET, Roger. — *Les nouveaux visages de l'agriculture française.* — Paris, Éd. Ouvrières, 1980. — 205 p.
- SANGUINETTI, Alexandre. — *Lettre ouverte à mes compatriotes corses.* — Paris, Albin Michel, 1980.
- SIPRI. — *Warfare in a fragile World. Military impact on the Human Environment.* — Londres, Éd. Taylor and Francis, 1980. — 250 p.
- UNESCO. — *Indicateurs de la qualité de l'environnement et de la qualité de la vie.* — Paris, Unesco, 1980. — 104 p.
- ZORGBIBE, Charles. — *La Méditerranée sans les grands ?.* — Paris, PUF, 1980. — 176 p.

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à Futuribles, 55, rue de Varenne, 75007 Paris

NOM..... PRÉNOM.....

ORGANISATION (ou PROFESSION).....

ADRESSE.....

..... TÉLÉPHONE.....

Vous prie d'enregistrer abonnement(s) à la revue FUTURIBLES

au prix unitaire annuel de :

France : F.F. 230,—, Etranger : F.F. 250,—

à partir du : 1^{er} janvier 19

1^{er} juillet 19

— Tarif bienfaiteur : F.F. 500,— ou plus.

— Envoi par avion sur demande : port en sus.

RÈGLEMENT (*rayez les mentions inutiles*) :

— ci-joint par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de FUTURIBLES ;

— par virement bancaire (Crédit Lyonnais X 424, 205, bd Saint-Germain, 75007 Paris, compte n° 6171 Y) ou postal (PARIS 18 856-35 J) ;

— sur envoi d'une facture.

DATE.....

SIGNATURE :

* Cocher la case correspondante.

P.S. — Des conditions spéciales sont réservées aux membres de l'Association Internationale Futuribles (renseignements sur demande).

Association Internationale Futuribles

Fondateur : Bertrand de Jouvenel; Président : Philippe de Seynes;
Délégué général et secrétaire général : Hugues de Jouvenel

L'Association a pour but:

- d'agir comme centre d'information, de documentation et d'analyse pour les études sur l'avenir (collecte, évaluation, confrontation des opinions et des données);
- de susciter et d'entreprendre des recherches sur les faits, les idées, les options dont dépend l'avenir de nos sociétés et de diffuser toutes idées susceptibles de contribuer au progrès social.

TOUR DE GUET

La première fonction de Futuribles est d'identifier et d'analyser **qui fait quoi, où et comment** dans le vaste domaine de la réflexion sur l'avenir et ceci, grâce à un fichier des personnalités et des centres de recherche, à une bibliothèque spécialisée, à un important système documentaire et à un réseau de 2 000 correspondants répartis sur 70 pays. Cet « outil » sert à l'établissement de dossiers documentaires, de bibliographies sélectives et d'instrument d'évaluation et de planification de la recherche.

RECHERCHE

La fonction « recherche » a pour objectif de contribuer à une meilleure compréhension des problèmes contemporains, des facteurs de permanence et de changement et d'aider à la définition de politiques appropriées. Six thèmes majeurs sont inscrits au programme de l'année 1980, à savoir:

- Prospective, systèmes de décision et action
- Modes de vie et changement social
- Citoyenneté active et institutions
- Environnement et cadre de vie
- Gestion du patrimoine naturel et économies de ressources
- Relations internationales et stratégies d'acteurs.

FORUM PRÉVISIONNEL

L'Association organise régulièrement des tables rondes, des séminaires, des conférences internationales, dont l'objectif est de susciter — sur des thèmes précis — une confrontation permanente entre des personnes de disciplines, d'idéologies, et de pays très différents.

PUBLICATIONS

- une revue mensuelle *Futuribles*
- un bulletin de liaison bimestriel: « Futur-Informations »
- des rapports de recherches (livres, miméo).

Pour tous renseignements, adhésion-abonnement, s'adresser au siège de Futuribles

55, RUE DE VARENNE F-75007 PARIS — FRANCE — Tél.: (1) 222.63.10

Alexandre Sanguinetti	3	<i>L'Europe irrésolue</i>
Jean-Michel Vieillard	10	<i>L'arsenal nucléaire et la stratégie militaire mondiale</i>
Jean-Michel Vieillard	20	<i>Compte rendu du dernier annuaire du SIPRI</i>
Olivier Ruysen	29	<i>Les enjeux du commerce mondial</i>
Stanley Hoffmann	39	<i>Etats-Unis : recherche d'une politique</i>
Vladimir Reisky de Dubnic	62	<i>La diplomatie américaine entre Moscou et Pékin</i>
Peter Wiles	73	<i>Conséquences économiques de l'affaire afghane</i>

forum

Guy Poquet	85	<i>La politique extérieure de l'Union Soviétique</i>
Annie Kriegel	89	<i>Réflexions sur l'Etat soviétique</i>
Michel Heller	92	<i>Réflexions sur la politique soviétique</i>

futur-informations

97	<i>Les nouvelles de la prospective</i>
99	<i>Les actualités prospectives</i>

bibliographie

103	<i>Analyses critiques</i>
106	<i>Comptes rendus</i>